



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/ICEF/698
28 mars 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1983

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL

Résumé

Dans le présent document, le Directeur général expose les principaux thèmes et les aspects les plus marquants de l'activité du FISE en 1982. Il note les conséquences de l'aggravation de la crise économique mondiale pour la situation des enfants et décrit ensuite les efforts menés par le FISE pour faire face de manière créative à ces conditions défavorables en renforçant son efficacité opérationnelle et l'utilité de ses programmes de coopération en faveur de l'enfance. S'agissant des programmes de coopération, ces efforts ont consisté à intensifier les activités dans le domaine de la santé infantile, de la nutrition et des autres services de base tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'éducation. L'accent a été mis plus particulièrement sur les mesures sociales et sanitaires peu coûteuses susceptibles d'une application généralisée à l'échelon communautaire dans des conditions économiques difficiles. Le rapport fait également état des efforts entrepris pour accroître l'appui international et communautaire aux activités d'assistance au titre des programmes du FISE et pour augmenter ses ressources financières. Différentes mesures mises en oeuvre pour améliorer la gestion et le coût-efficacité des programmes et des opérations sont signalées dans le cours du rapport. On trouvera en annexe des statistiques générales concernant les opérations du FISE.



TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 28
L'économie mondiale et les enfants : l'aggravation de la crise	12 - 20
Intervention du Fise. <u>La situation des enfants dans le monde</u>	
1982-1983 et au-delà	21 - 26
Incertitudes financières	27 - 28
II. INTENSIFICATION DES MESURES EN FAVEUR DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION DE L'ENFANT	29 - 101
Alimentation et nutrition	33 - 56
Soins de santé primaires	57 - 78
Mesures prioritaires peu coûteuses dans les domaines de la santé et de la nutrition	79 - 101
III. AUTRES CARACTERISTIQUES DES PROGRAMMES	102 - 158
Alimentation en eau, assainissement et éducation sanitaire	102 - 114
Education formelle et non formelle	115 - 124
Promotion de la participation des femmes aux activités économiques	125 - 136
Services de base urbains	137 - 142
Enfants handicapés	143 - 152
Excision chez les femmes	153 - 154
Enfants abandonnés	155
Année internationale de la jeunesse	156 - 158
IV. ACTIVITES D'APPUI AUX PROGRAMMES	159 - 195
Communication pour l'appui aux projets	159 - 171
Manuels	172 - 174
Ateliers de formation en matière de politiques et de programmes	175 - 180
Suivi et évaluation	181 - 188
Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	189 - 195
V. SECOURS D'URGENCE ET RELEVEMENT	196 - 202
VI. APPUI SUR LE PLAN INTERNATIONAL ET AU NIVEAU DES COLLECTIVITES	203 - 265
Comité des relations extérieures	203 - 207
Comités nationaux pour le FISE	208 - 216
Organisations non gouvernementales (ONG)	217 - 224
Division de l'information	225 - 242
Education pour le développement	243 - 247
Opération cartes de vœux	248 - 254
Collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies	255 - 265
VII. QUESTIONS FINANCIERES	266 - 284





Liste des tableaux

Pages

1.	Prélèvements sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence autorisés en 1982 par le Directeur général	49
2.	Programmes de secours d'urgence et de relèvement auxquels des fonds provenant de la masse commune des ressources et des contributions spéciales ont été affectés en 1982	52
3.	Recettes du FISE provenant des comités nationaux	56
4.	Résumé des résultats financiers pour 1982	67

Annexe

Statistiques concernant les programmes	73
--	----

Liste des tableaux

A.	Nombre de pays bénéficiaires, population enfantine et dépenses au titre des programmes du FISE imputées sur la masse commune des ressources et sur les contributions à des fins spéciales, par région, 1980-1982	76
B.	Nombre de pays bénéficiant de projets assistés par le FISE en 1982 par région, et par principaux éléments de programme	77
C.	Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans des pays dont le volume des ressources est plus ou moins grand, 1977-1982	79
D.	Dépenses du FISE par grande catégorie de programme	80
E.	Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans chacune des différentes régions, 1978-1982	81
F.	Institutions et centres qui ont reçu du matériel et des fournitures du FISE	82
G.	Personnel national ayant bénéficié d'une formation grâce à des allocations du FISE	84
H.	Personnel national formé grâce à des allocations du FISE, en fonction de la durée des cours	86
I.	Adduction d'eau et évacuation des excréta : réseaux terminés et bénéficiaires	87

/...

Abréviations

AGFUND	Programme du golfe Arabe pour les organisations de développement des Nations Unies
ONIDE	Conseil National des institutions de développement
CMDS	Comité mixte OMS/FISE des directives sanitaires
CRE	Comité des relations extérieures
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
DANIDA	Organisme danois de développement international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PEI	Programme élargi d'immunisation
PNB	Produit national brut
SMI	Santé maternelle et infantile
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture





I INTRODUCTION

1. Alors que la récession ramenait l'économie mondiale au niveau le plus bas qu'elle ait connu dans l'histoire récente, les effets de la conjoncture sur la situation des enfants et des femmes ont été particulièrement graves en 1982.

2. Le déclin des revenus et de l'emploi a été aggravé par des réductions de crédit dans les services de base portant sur la santé, l'éducation et la protection sociale et le déséquilibre des balances des paiements a continué à poser de sérieuses difficultés. L'un après l'autre, les pays ont vu se dégrader les possibilités de survie et de développement de millions d'enfants et de leurs familles.

3. Cette situation a amené le FISE à réexaminer en 1982 ses priorités, son programme et son mode d'organisation, afin de voir comment renforcer son efficacité et son impact alors que ses ressources restaient stationnaires ou n'augmentaient que très lentement. A la suite de ce réexamen, il a procédé à un certain nombre de modifications sur le plan de la programmation et des opérations, pour mieux lutter contre la dégradation de la situation des enfants dans différentes régions.

4. Pour redéfinir l'axe principal de ses programmes en faveur de l'enfance, le FISE s'est efforcé, à partir de l'expérience accumulée, de sélectionner les mesures qui, de par leur efficacité, leur faible coût et leur facilité d'application, pourraient constituer une nouvelle stratégie propre à susciter une amélioration généralisée de la situation des enfants les plus vulnérables du monde, particulièrement en période de difficultés économiques. Cette stratégie a été définie dans le rapport sur La situation des enfants dans le monde 1982-1983, qui a eu un retentissement considérable auprès des moyens d'information dans le monde entier, auprès des responsables gouvernementaux ainsi que des collaborateurs et partenaires du FISE dans ses programmes de coopération.

5. Le rapport montre que, en poursuivant l'action menée en grande partie avec l'assistance du FISE, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Banque Mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des autres organismes d'assistance multilatérale et bilatérale et des organisations non gouvernementales (ONG), la communauté mondiale a désormais le potentiel nécessaire pour opérer dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine une "révolution" dans le domaine de la santé infantile. Ce potentiel est tout aussi capital pour le sort des enfants de la prochaine décennie que l'a été "la révolution verte" pour accroître la production céréalière dans de nombreux pays d'Asie à partir de la fin des années 60.

6. Le rapport traduit la prise de conscience du rôle que peuvent jouer les progrès récents des sciences sociales et biologiques dans la promotion d'une révolution de la santé infantile peu coûteuse et réalisable en l'espace de quelques années. La mise en oeuvre systématique de cette stratégie par les gouvernements et les populations permettrait de réduire au moins de moitié le nombre des incapacités et des décès parmi les enfants dans la plupart des pays en développement d'ici à la fin du siècle, et même d'ici à la fin de la prochaine décennie dans de nombreux pays, tout en limitant la croissance démographique. Le rapport expose en détail quatre mesures, toutes peu coûteuses sur les plans financier aussi bien que

politique, et toutes particulièrement bénéfiques pour les familles à bas revenu, qui permettraient rapidement de sauver chaque jour la vie de 20 000 enfants, si le monde voulait seulement s'en donner la peine. Le rapport souligne par ailleurs que, grâce aux nouvelles technologies, aux nouveaux modes de structuration sociale et aux moyens d'information permettant d'atteindre la quasi-totalité de la population, les pays ont désormais des possibilités d'action considérables, même en cette sombre période.

7. En résumant les buts et les objectifs essentiels visés par le FISE dans ses programmes, le rapport a largement contribué à l'intensification des efforts de coopération entrepris pour susciter des progrès décisifs dans le domaine des soins de primaires et des autres services de base en faveur des enfants, en même temps qu'il a donné une impulsion nouvelle aux activités menées dans ces domaines. Dans près de 60 pays, le FISE contribue à l'exécution de programmes dans les secteurs fondamentaux de la lutte contre les maladies diarrhéiques, de la vaccination, de la promotion et de la défense de l'allaitement au sein et de meilleures pratiques de sevrage, et du contrôle de la croissance des jeunes enfants. Il est prévu de fournir un soutien supplémentaire à une quinzaine de pays dans le cadre de projets conjoints OMS/FISE portant sur la nutrition et les médicaments de base. Les aspects les plus marquants des activités de coopération du FISE en 1982, concernant au total 112 pays, sont présentés dans les chapitres II et III du présent rapport.

8. Les propositions tendant à axer la coopération du FISE sur les mesures propres à réduire la mortalité infantile et juvénile et à améliorer la santé des enfants figurent dans un document d'examen de la politique soumis à la session de 1983 du Conseil d'administration et intitulé "Différentes méthodes de programmation pour des pays placés dans des situations socio-économiques différentes" (E/ICEF/L.1453).

9. Afin d'améliorer la gestion et le coût-efficacité des programmes, plusieurs changements portant sur l'organisation et les pratiques du FISE sont en cours. On peut en citer pour exemple l'effort suivi de planification et de réorganisation entrepris en 1982 en vue du regroupement des opérations d'approvisionnement à Copenhague, processus qui nécessitera encore deux ans pour être mené à bien. Le renforcement et la centralisation de la direction des relations extérieures ont accru notablement l'efficacité du FISE, comme en témoigne le retentissement qu'a eu le rapport sur La situation des enfants dans le monde, 1982-1983. Une rationalisation plus poussée de la structure organisationnelle du FISE est également l'aspect central du "Projet de budget pour l'exercice biennal 1984-1985", (E/ICEF/AB/L.249), document qui procède de l'analyse budgétaire la plus exhaustive et la plus rigoureuse à laquelle le FISE se soit sans doute jamais livré. Le budget proposé pour le prochain exercice biennal prévoit un accroissement notable du personnel en Afrique, dans le cadre général d'une croissance zéro du noyau d'administrateurs du FISE. On prévoit que les dépenses totales encourues au titre du budget-programme augmenteront en valeur réelle de près d'un tiers entre 1981 et 1985. En outre, pour la première fois, les effectifs du siège devraient diminuer en 1984-1985.

10. Les liens avec les comités nationaux et les ONG (dans les pays industrialisés et dans les pays en développement) ont été renforcés et développés en 1982. La possibilité d'en instaurer avec les groupes parlementaires et d'autres groupes gouvernementaux a été démontrée lors de deux réunions tenues en Afrique et en



/...



Amérique latine avec des groupes de parlementaires, qui ont approuvé les stratégies du FISE relatives à la santé et à la survie de l'enfant. Un examen détaillé des "Relations extérieures du FISE" figure dans le document E/ICEF/L.1455, présenté à la session de 1983 du Conseil d'administration.

11. En dépit de la récession et de l'inflation mondiales, et malgré les incertitudes supplémentaires résultant de la fluctuation des taux de change en 1982, les revenus du FISE ont augmenté par rapport à 1981. Les recettes au titre de la masse commune des ressources ont été conformes, à 3 p. 100 près, aux objectifs prévus et les recettes au titre des ressources supplémentaires l'ont été à 10 p. 100 près, sur la base des taux de change en vigueur au moment où ces objectifs ont été définis. Toutefois, il n'y a pas d'illusion possible quant à la difficulté de maintenir - et à plus forte raison d'accroître - la base des ressources du FISE. Certains des problèmes qui se posent en ce domaine sont analysés dans le troisième grand document directif présenté au Conseil d'administration à sa session de 1983 et portant sur les "Fonds supplémentaires et contributions à des fins spéciales au FISE" (E/ICEF/L.1454). Mais il faut néanmoins reconnaître que, dans un climat général de stagnation ou de diminution des ressources affectées à l'aide publique au développement, l'évolution de la situation financière du FISE en 1982 reflète l'adhésion continue des donateurs traditionnels et nouveaux à ses activités fondamentales.

L'économie mondiale et les enfants : l'aggravation de la crise

12. La situation qui ressort des indicateurs économiques mondiaux n'est malheureusement que trop familière : au cours de l'année écoulée, la production mondiale n'a augmenté que de 1 p. 100, pourcentage bien inférieur à la croissance démographique. Le chômage a atteint son niveau le plus élevé en quatre décennies; la capacité de production industrielle est restée inutilisée à plus de 30 p. 100 et le volume des échanges mondiaux a diminué de près de 1 p. 100.

13. Dans l'ensemble du monde en développement, le revenu par habitant a continué de chuter en 1982, enregistrant une baisse d'environ 1,5 p. 100. Le déclin de la production et des revenus a été particulièrement sensible dans plusieurs pays d'Amérique latine qui avaient connu jusque-là une croissance rapide. Dans les pays en développement exportateurs de pétrole d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le produit national brut (PNB) a continué de diminuer sensiblement, en raison de la baisse régulière des prix et du volume des exportations de pétrole. En Asie du Sud-Est, les mauvaises récoltes ont annulé en partie les améliorations enregistrées ces quelques dernières années. Les effets de la persistance de la crise économique mondiale se sont fait sentir le plus durement dans les pays pauvres de l'Afrique au sud du Sahara, essentiellement tributaires des exportations de produits primaires et souvent dévastés par des sécheresses et des conflits. Seuls les pays nouvellement industrialisés d'Asie du Sud-Est et d'Asie orientale ont pu maintenir une certaine croissance.

14. Ces phénomènes économiques ont eu dans bien des cas de graves répercussions sur le plan social en 1982. Comme on le notait dans le rapport de l'année précédente, la récession économique a trois conséquences majeures pour les enfants. Les revenus disponibles diminuent brutalement, ce qui affecte au tout premier chef les pauvres et leurs enfants. Les crédits publics destinés aux

services sociaux, en matière de nutrition, de santé, d'éducation et d'approvisionnement en eau, sont souvent les premiers visés par les restrictions budgétaires. De plus, l'assistance nationale et internationale au développement connaît une stagnation, par suite des politiques de réduction de crédits appliquées par les pays industrialisés. Toutes ces tendances se sont poursuivies en 1982, avec quelques différences d'une région à l'autre et au sein de chaque région, mais, de manière générale, on constate que plus la région est pauvre, plus l'impact de ces phénomènes économiques a été marqué. Les effets de la récession sur le niveau de vie dans les pays en développement sont mis clairement en évidence dans les rapports de pays du FISE. Un de ces rapports contient le passage suivant :

"Après avoir augmenté de 17 p. 100 en mai 1981, le prix du riz a doublé en mai 1982, celui d'autres denrées alimentaires, du pétrole et d'autres combustibles connaissant des hausses sensibles. Les enquêtes effectuées précédemment indiquent que les ménages 'traditionnels' (c'est-à-dire les ménages pauvres) sont proportionnellement plus touchés que les ménages 'modernes'.

...

La faiblesse des échanges extérieurs limite les importations de médicaments et d'articles médicaux et l'insuffisance des réseaux de transport nuit à la distribution des quelques produits disponibles. La pénurie de savon et de denrées alimentaires de base rend difficile la diffusion de messages convaincants pour la promotion de l'hygiène collective et personnelle et de saines pratiques nutritionnelles. Le manque de matériaux de construction limite la réalisation d'équipements scolaires et le manque de papier la production de manuels".

16. Selon un autre rapport émanant d'un pays qui a souffert à la fois de la sécheresse et des inondations :

"La détérioration de la situation internationale a eu de graves répercussions sur le pays... Les pressions sur l'économie restent fortes, l'inflation demeure élevée et le déficit des comptes d'opérations courantes atteint un niveau encore beaucoup trop haut pour que le pays puisse l'assumer au-delà d'une courte période.

Au cours des 12 prochains mois, le gouvernement devrait augmenter le prix des produits pétroliers ... (et il a renoncé) à doubler la valeur des bons alimentaires, comme il l'avait récemment proposé. La réduction brutale des subventions aux produits pétroliers entraînera une érosion du revenu réel, qui touchera plus particulièrement les nécessiteux et les défavorisés ... tandis que la décision concernant les bons alimentaires aggravera encore la situation des groupes démunis qui, selon les estimations, représentent actuellement près de la moitié de la population... Cette décision affectera des secteurs clefs des dépenses de consommation, tels que les produits laitiers, les médicaments et les produits pharmaceutiques, le pain et la farine, le sucre et les produits dérivés et les vêtements. Les groupes sociaux appauvris s'efforcent de faire face à la situation avec des moyens considérablement réduits."



/...



Planification rationnelle et solutions peu coûteuses

17. Les restrictions imposées par la récession mondiale ont stimulé dans plusieurs pays la recherche de solutions novatrices et elles ont permis de mieux prendre conscience de l'importance d'une planification sociale. Ainsi, le rapport annuel d'un pays (qui a connu un taux d'inflation de 100 p. 100 et dont le service de la dette extérieure représente plusieurs milliards de dollars) indique que, malgré la diminution en valeur réelle des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et à la protection sociale, le gouvernement a mis plus fortement l'accent qu'en 1981 sur les programmes préscolaires dans le secteur de l'enseignement et sur la généralisation de systèmes simplifiés et peu coûteux d'approvisionnement en eau et d'assainissement :

"L'aspect le plus spectaculaire de cette stratégie a été la mise en oeuvre annoncée par le Président d'un nouveau programme social d'envergure, qui sera financé au moyen d'un fonds spécial alimenté par un nouvel impôt de 0,5 p. 100 sur le chiffre d'affaires de toutes les sociétés des secteurs public et privé. Ce fonds servira à financer les programmes dans le domaine de la nutrition préscolaire et dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, des transports publics et d'autres secteurs, centrés sur les groupes à bas revenus et, en particulier, sur les enfants. Cet impôt devrait permettre de recueillir plus d'un milliard de dollars durant le second semestre de 1982."

18. Il est fait état d'efforts analogues pour atteindre les familles à bas revenus grâce à des mesures peu coûteuses et pour améliorer la planification sociale dans un certain nombre de pays en développement, en particulier en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

Perspectives

19. La stagnation ou la baisse du PNB par habitant risque de se poursuivre dans de nombreux pays en développement pendant les deux ou trois prochaines années, les perspectives économiques demeurant extrêmement incertaines. De plus, il semble que les actions spéciales visant à protéger la situation des enfants et des familles les plus pauvres dans ce climat de détérioration restent l'exception et les mesures tendant à intégrer les préoccupations sociales aux plans d'ajustement ou de redressement sont encore rares.

20. Ceci soulève pour le FISE la question fondamentale de savoir comment réorganiser et restructurer ses activités afin de mener plus efficacement ses opérations et d'aider plus utilement les enfants dans le cadre de ses programmes de coopération. On a élaboré le "Plan à moyen terme pour la période 1982-1986" (E/ICEF/699) en tenant compte de cet impératif.

Intervention du FISE

La situation des enfants dans le monde 1982-1983 et au-delà

21. Le rapport sur la situation des enfants dans le monde 1982-1983 expose comment la mise en oeuvre d'une stratégie fondée sur plusieurs mesures peu coûteuses dans

le domaine social et sanitaire permettrait, si elle prenait la forme de programmes intensifs, nationaux et multisectoriels et si elle s'inscrivait dans le cadre d'un renforcement des services de base et des soins de santé primaires, de réduire de moitié les taux de mortalité et d'incapacité infantiles et juvéniles d'ici à 1990, d'améliorer la santé et le bien-être de millions d'enfants et de réduire les taux de croissance démographique. Ces mesures prioritaires portent sur : l'emploi des méthodes de réhydratation par voie buccale pour la lutte contre les maladies diarrhéiques, qui sont de très loin la première cause de décès parmi les enfants des pays en développement; la promotion et la défense de l'allaitement au sein; l'utilisation des courbes de croissance dans le cadre des activités de surveillance nutritionnelle; l'immunisation universelle des enfants contre les principales maladies et toute mesure appropriée aux besoins de chaque pays, pour l'éradication du paludisme, par exemple. Ces mesures peuvent être en outre appuyées par des activités plus complexes et à long terme portant sur la planification de la famille, et par l'octroi de suppléments alimentaires ou d'allocations.

22. Appliquées simultanément, ces mesures peuvent susciter une véritable "révolution" dans le domaine de la santé infantile si elles sont mises en oeuvre sur une grande échelle, en faisant appel aux réseaux de développement social et aux systèmes de prestations de services de plus en plus répandus dans de nombreux pays et en utilisant l'énorme potentiel d'information accumulé ces dernières années.

23. L'accueil reçu par La situation des enfants dans le monde 1982-1983 a dépassé toutes les espérances, et je suis convaincu que, grâce au lent et patient travail accompli par le FISE pendant tant d'années, nous avons maintenant atteint le stade où la plupart des pays disposent de possibilités d'information, de capacités stratégiques et de compétences suffisantes pour réaliser à peu de frais des progrès décisifs en ce qui concerne la survie, la santé et le bien-être des enfants, à condition qu'ils aient la volonté politique de le faire.

24. Non seulement le rapport a trouvé un écho favorable et très large auprès des organes d'information dans le monde entier mais en outre il a suscité l'approbation et des commentaires favorables des responsables gouvernementaux et des experts du développement, des organisations non gouvernementales et - point important - du Secrétaire général et de nombre de nos partenaires au sein du système des Nations Unies. Il a suscité l'intérêt d'un vaste public dans le monde entier par son contenu informatif, et parce qu'il donne à espérer que nous ne sommes pas impuissants à assurer la survie de tous les enfants.

25. Les mesures en faveur des enfants et des mères présentées dans le rapport ont été approuvées par le Comité mixte OMS/FISE des directives sanitaires et par deux assemblées de parlementaires en Afrique et en Amérique latine.

26. Ceci montre l'importance que revêt la communication dans toutes les activités du FISE. Surtout, et c'est là le plus important, ceci prouve, comme il ressort des documents présentés à la session de 1983 du Conseil d'administration, que le FISE est doté de politiques et de pratiques cohérentes et intelligibles qui peuvent guider l'action de nos collaborateurs et de notre personnel dans toutes les régions du monde afin d'atteindre les buts que nous nous sommes fixés pour les années à venir.



Incertitudes financières



27. Comme on l'a vu plus haut, les conséquences de la situation économique mondiale ont été particulièrement graves pour la survie de millions d'enfants et de femmes et pour les perspectives d'activités de développement en leur faveur. La récession a eu en outre un impact direct et constant sur le financement de toutes les opérations du FISE, du fait de l'inflation et des fluctuations des taux de change. On trouvera au chapitre VII de plus amples détails sur la situation financière du FISE en 1982, aussi me contenterai-je de noter ici que, pour la première fois en quatre ans, le montant de ses revenus a dépassé celui des dépenses.

28. En conclusion, je tiens à remercier tous ceux, particuliers, organisations et gouvernements, qui ont contribué de toutes les façons possibles aux activités du FISE pendant l'année écoulée.

II. INTENSIFICATION DES MESURES EN FAVEUR DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION DE L'ENFANT

29. La principale cause du taux élevé de mortalité et de morbidité infantiles et juvéniles dans les pays en développement continue d'être la malnutrition, à laquelle viennent s'ajouter les maladies diarrhéiques et autres infections. La plupart de ces décès pourraient être évités par l'application généralisée de mesures sanitaires relativement peu coûteuses.

30. Les activités du FISE en 1982 ont porté essentiellement sur l'accélération de l'application de ces mesures dans le domaine de la santé et de la nutrition de l'enfant, élément clef traditionnel de ses programmes de coopération.

31. Aussi est-il satisfaisant de pouvoir signaler certains progrès notables dans ce domaine d'activité décisif, qui pourraient bien constituer de véritables percées dans les efforts visant les objectifs des soins de santé primaires et de "l'eau pour tous" d'ici l'an 2000. Parmi ces progrès on peut citer notamment :

a) Un début prometteur du programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition, qui, par l'effet catalytique qu'il révèle, relance l'action du FISE dans le domaine de la nutrition;

b) La création d'une "masse critique" au niveau des rapports de coopération avec des organismes bénévoles et instituts des Nations Unies, qui a abouti à des stratégies généralement acceptées de lutte contre la malnutrition et les problèmes connexes;

c) Une meilleure base de départ pour le lancement d'activités de plaidoyer en faveur de la santé et de la nutrition de l'enfant, grâce à la fois au contenu (qui met l'accent sur la possibilité de mesures sanitaires et nutritionnelles peu coûteuses) et de l'impact du rapport sur La situation des enfants dans le monde, 1982-1983.

32. Le présent chapitre fait le point des progrès encourageants accomplis l'année dernière dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition (notamment le programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition), des soins de santé

primaire d'une manière générale et des médicaments essentiels et des mesures spécifiques peu coûteuses préconisées dans La situation des enfants dans le monde, 1982-1983. On y trouvera également les faits les plus marquants par pays : de plus amples renseignements figurent dans les rapports régionaux et le profil des programmes par pays.

Alimentation et nutrition

Programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition, 1982-1986

33. Approuvé à sa session de 1982 par le Conseil d'administration, et bénéficiant d'un financement de 85 millions de dollars du Gouvernement italien à titre de projet "noté", le programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition, 1982-1986 a pris un départ prometteur. Conformément à la demande faite par le Conseil d'administration à sa session de 1982 (E/ICEF/695, par. 60-64 et annexe VII), le Directeur général fait ici rapport sur son exécution.

34. Le programme dans son ensemble offre de nouvelles possibilités pour une analyse intégrée des problèmes liés à la nutrition, pour la promotion de mesures sociales et sanitaires peu coûteuses et pour une amélioration de la collaboration effective et concrète avec l'OMS.

Cadre du programme

35. Conformément au cadre proposé par le Directeur général de l'OMS et le Directeur général du FISE (E/ICEF/L.1441), le programme vise à réduire la mortalité et la morbidité infantiles, stimuler la croissance et le développement de l'enfant et à améliorer la nutrition des mères. A cette fin, il appuie les mesures portant sur la nutrition et les domaines connexes dans le cadre plus large des soins de santé primaires. L'objectif est de mettre à long terme les pays mieux à même de satisfaire les besoins nutritionnels dans ces domaines au niveau national et à l'échelon de la collectivité, en accordant toute l'attention requise à l'éducation nutritionnelle, à la participation communautaire et à la responsabilité. La plupart des projets élaborés ou en cours d'élaboration sont initialement axés sur une zone géographique donnée et prévoient un élargissement ultérieur. Les domaines devant bénéficier d'un appui sont les suivants : a) les coutumes et aliments de sevrage et la croissance de l'enfant; b) le traitement par réhydratation des maladies diarrhéiques; c) l'expansion de la vaccination contre les six maladies infantiles de base dans le cadre du programme élargi d'immunisation (PEI) de l'OMS; d) la création de garderies à l'échelon de la collectivité; e) les techniques ménagères visant à alléger la tâche des femmes et à améliorer la production et la conservation des aliments; f) la distribution aux familles à faible revenu d'aliments pour les enfants en bas âge. L'aide revêtira la forme de fournitures, de services de formation et d'assistance technique.

36. Heureusement, certains de ces domaines bénéficient généralement d'une aide d'autres sources. Toutefois, la pénurie actuelle de médicaments essentiels dans la zone du programme est un problème généralisé; il n'y a qu'en République-Unie de Tanzanie qu'un accord conclu entre le gouvernement, l'Organisme danois de développement international (DANIDA), l'OMS et le FISE permet d'y remédier de façon satisfaisante.



Programmes approuvés

37. Les grandes lignes et le financement des programmes approuvés à ce jour pour quatre pays sont les suivants :

	<u>Programme quinquennal</u> (En millions de dollars)	<u>Fonds alloués pour la première année</u>
Haïti*	1,2	0,4
Mali	4,8	1,4
République-Unie de Tanzanie	5,7	0,4
Soudan	8,0	1,9

* Trois premières années seulement.

38. Au Mali, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan, les programmes ont été élaborés en coopération avec les ministres et des fonctionnaires de plusieurs ministères (généralement ceux de la planification, de la santé, de l'éducation et de l'agriculture). Une zone de chaque pays a été retenue pour l'organisation de services multisectoriels convergents. En Haïti, une action a été amorcée non dans une zone mais dans un domaine du programme en appuyant une campagne nationale intensive entreprise conjointement par le gouvernement, des ONG et les médias en vue de faire connaître le traitement par réhydratation des maladies diarrhéiques et d'en généraliser la pratique.

39. Les grandes lignes du programme approuvées, les responsables nationaux et régionaux élaborent maintenant un plan détaillé d'opérations, notamment une étude plus approfondie de la zone choisie.

40. Des préparatifs sont également en cours en Angola, en Birmanie, en Ethiopie, au Mozambique, au Népal, au Nicaragua, au Niger, au Pakistan, au Pérou, en Somalie, dans les pays andins et dans certains pays couverts par l'Institut de l'alimentation et de la nutrition des Caraïbes. D'autres pays pourraient s'y ajouter par la suite, mais le programme ne pourra être sensiblement élargi qu'avec la participation de donateurs supplémentaires. Il ne serait pas en effet avantageux de disperser trop largement les ressources actuelles. Le programme ne dispose pas de moyens suffisants pour participer directement de façon appréciable à l'approvisionnement en eau salubre et à l'installation de latrines ou à la fourniture de facteurs de production pour l'agriculture, tous éléments qui font habituellement défaut dans les zones choisies par les pays aux fins du programme. Mais il est prévu de contribuer à des programmes d'assainissement et d'alimentation en eau sous forme de services d'éducation à l'occasion des contacts avec les collectivités. Un certain nombre d'initiatives sont prises de concert avec les autres organismes des Nations Unies dans leurs domaines respectifs afin de dégager une approche multisectorielle efficace visant à satisfaire les besoins relevant de la santé, de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans les zones de projets.

Organisations

41. Un Comité directeur restreint OMS/FISE a été créé. Son premier Président est le Directeur général adjoint chargé des programmes du FISE, à qui succèdera au bout d'un an le Directeur général adjoint de l'OMS. Le Comité directeur tient deux réunions ordinaires par an, en avril et en octobre. En 1982, deux réunions supplémentaires ont eu lieu entre les représentants du Gouvernement italien et le Comité directeur, au cours desquelles des directives opérationnelles ont été mises au point. Par la suite, le Gouvernement italien a accepté de verser une première tranche de 2,6 millions de dollars au titre des activités mondiales, dont les frais d'élaboration des programmes par pays. On a également tenu des réunions de coordination moins officielles au sujet des objectifs nutritionnels du projet avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Conseil mondial de l'alimentation, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque Mondiale.

Réalisations internationales notables

42. Les activités du FISE en matière de sécurité alimentaire et de santé nutritionnelle sont devenues plus évidentes au sein de l'Organisation et à l'extérieur au cours des deux dernières années. En dehors des initiatives et des problèmes de nutrition et de santé décrits dans La situation des enfants dans le monde, 1982-1983 (voir chap. II), des progrès importants ont été accomplis dans au moins quatre domaines connexes :

a) Sur la recommandation répétée du Conseil d'administration, et grâce à l'élan particulier résultant du financement du programme commun OMS/FISE, le FISE est maintenant en mesure d'augmenter d'au moins 50 p. 100 ses dépenses en matière de nutrition durant les cinq prochaines années;

b) Le programme OMS/FISE améliorera et renforcera la capacité de programmation dans le domaine de la nutrition ce qui devrait attirer des crédits d'autres sources, à l'appui et en complément de son action;

c) L'appui futur du FISE aux stratégies nationales de sécurité alimentaire et de santé nutritionnelle a fait l'objet d'une synthèse, qui est de plus en plus souvent suivie d'un effort plus marqué d'exécution;

d) Des relations de travail plus étroites se sont établies entre le FISE et des organismes bénévoles et instituts des Nations Unies.

43. Le FISE prend désormais une part active à la promotion et l'appui de la recherche appliquée et de la formation en matière de nutrition sur les plans international et national. Il commence également à attirer une aide extérieure pour certains aspects de l'exécution de cette tâche. La recherche est directement liée au perfectionnement des cadres moyens, à l'appui technique local et à la participation communautaire à la planification et à la programmation en matière d'alimentation et de nutrition.



44. La mise en évidence de son action, conjuguée à ses relations inorganiques, à sa stratégie et à son expérience, permettra au FISE de renforcer ses activités de plaidoyer en faveur des mères et des enfants.

45. Plusieurs experts en la matière estiment également qu'une percée majeure est proche grâce a) aux interventions de grande envergure effectuées dans le domaine de la santé à partir des connaissances et des techniques disponibles, et b) à la mise au point d'une nouvelle technologie en matière d'alimentation et d'agriculture adaptée aux petits exploitants pauvres, qui pourrait influencer à brève échéance sur l'offre alimentaire mondiale.

46. Outre les efforts consacrés au démarrage du programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition, le FISE a également continué à travailler, au sein du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination, à la coordination, la promotion et l'analyse de problèmes critiques et à coopérer avec les ONG principalement dans le domaine de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Mesures nationales

47. Dans un certain nombre de pays, le FISE a continué à prêter son concours en vue de l'accroissement et du renforcement des capacités nationales et locales d'action en matière d'alimentation et de nutrition, en développant les bases de données, la surveillance, la formation et l'éducation.

48. Il a participé à des enquêtes sur l'alimentation et la nutrition en Afghanistan, au Brésil, en Chine, en Egypte, en Ethiopie, au Kampuchea, au Lesotho, au Nigéria, en République de Corée, en République démocratique populaire lao, au Soudan, à Sri Lanka, en Thaïlande et au Zimbabwe.

49. Une aide a été approuvée pour la formation et l'enseignement nutritionnel en Afghanistan, au Bangladesh, en Bolivie, au Botswana, au Brésil, en Chine, en Egypte, au Guyana, en Inde, à la Jamaïque, au Kampuchea, en Ouganda, au Pakistan, aux Philippines, en République-Unie de Tanzanie, à Sao Tomé-et-Principe, en Somalie, au Soudan, à Sri Lanka, en Thaïlande et au Zaire.

50. Le FISE accroît son soutien au contrôle et à la surveillance. Les activités dans ces domaines contribuent de façon importante à susciter une action précoce en cas de malnutrition, à améliorer l'efficacité et la gestion et à faciliter la vérification de l'exécution. L'aide s'est poursuivie en Angola, au Botswana, au Népal, en Ouganda, à Sao Tomé-et-Principe et en Thaïlande.

51. Une assistance a été octroyée pour la lutte contre les maladies de carence, notamment l'avitaminose A, au Bangladesh, en Birmanie, en Inde et au Pakistan.

52. L'aide à la production alimentaire locale et familiale et à la production locale d'aliments de sevrage afin d'augmenter la quantité d'aliments disponibles par famille s'est poursuivie au Bangladesh, en Birmanie, au Botswana, en Ethiopie, à la Jamaïque, en République dominicaine, à Sao Tomé-et-Principe, en Somalie, au Swaziland, en Thaïlande et au Zaire.

53. Un appui a également été apporté dans les domaines de l'enseignement et de la formation et de l'évaluation des programmes d'alimentation supplémentaire à l'intention des jeunes enfants en Birmanie, au Brésil, en Egypte, en Ethiopie, en Inde, au Kampuchea, au Lesotho, en République dominicaine, en Somalie et en Thaïlande.

54. Au Népal, l'assistance du FISE à la nutrition et à la santé maternelles et infantiles est intégrée à un système de crédit libéral en faveur des petits agriculteurs et des travailleurs sans terre dans les villages. Les pauvres des campagnes constituent naturellement un groupe-cible prioritaire pour les services de santé et de nutrition offerts dans le cadre d'un programme intégré. La lutte concertée contre la pauvreté, les maladies et les pénuries alimentaires menée au Népal est un bon exemple d'action communautaire peu coûteuse dans les domaines de la santé maternelle et infantile et de la nutrition.

55. En Inde, le gouvernement est désormais pleinement acquis à une expansion rapide de la formule des services intégrés de développement de l'enfant et à son extension aux populations vulnérables. Cette formule comporte un modèle à objectif bien déterminé dans le cadre duquel sont intégrés l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et les soins de santé maternelle et infantile. Elle est favorable également à la création de revenus et à la production alimentaire locale, qui sont des éléments clefs de l'approche communautaire.

56. En Indonésie, un important programme appuyé par le FISE, relatif à la nutrition et à la santé de l'enfant, a popularisé avec succès auprès des mères la notion de croissance de l'enfant au préalable à leur éducation, leur mobilisation et leur participation. Ce programme se caractérise en particulier par l'usage généralisé des courbes de poids et de croissance pour aider les mères à saisir tout retard de la croissance de l'enfant et le rapport qu'il peut avoir avec la maladie, le régime et la survie. Ce programme est décrit dans La situation des enfants dans le monde, 1982-1983.

Soins de santé primaires

Organisation et développement

57. Les progrès se sont poursuivis en 1982 dans le développement de divers aspects des soins de santé primaires. Bien qu'un appui politique plus important reste nécessaire pour que ces soins deviennent une réalité dans beaucoup de pays, de multiples actions politiques de grande envergure ont été entreprises durant l'année pour les promouvoir. Il convient aussi de noter qu'un plus grand nombre de pays font désormais état des problèmes qu'ils rencontrent dans l'application des stratégies pertinentes, ce qui indique bien que des politiques ont déjà été formulées.

Prise de conscience généralisée

58. Le FISE participe de plus en plus, en association avec l'OMS, à des activités de plaidoyer en faveur des soins de santé primaires, visant les objectifs fixés à la Conférence d'Alma Ata en 1978 et le but de la "santé pour tous" à l'horizon 2000. Un grand nombre de bureaux extérieurs signalent que les soins de



santé primaires, en tant que méthode, ne sont pas encore bien compris. En conséquence, on s'attache davantage à promouvoir une meilleure compréhension et un appui plus large dans ce domaine. 

59. A Sri Lanka, un gros effort a été fait pour atteindre les parlementaires et une brochure sur les soins de santé primaires a été publiée. Au Népal, l'importance politique de la santé est largement reconnue en dehors du Ministère de la santé; comme le rapport de pays du FISE l'indique, une prise de conscience politique plus large à l'échelon local aura assurément plus d'effet que tout autre facteur sur le développement des soins de santé primaires et la participation effective de la communauté.

60. Les Maldives ont organisé une vaste campagne d'éducation sanitaire, avec un appui des pouvoirs politiques à un niveau élevé.

61. Dans d'autres pays, on enregistre des signes encourageants d'un soutien politique notable aux soins de santé primaires : un plus grand nombre de gouvernements ont publié des déclarations de principe adoptant les soins de santé primaires (en Belize, par exemple, et en Côte d'Ivoire, où le gouvernement a notablement réorienté sa politique sanitaire en adoptant officiellement le principe des soins de santé primaires pour le développement général du secteur de la santé). Plusieurs autres ont demandé l'aide du FISE pour réviser et établir des programmes nationaux de soins de santé primaires (Guatemala, Malawi, République arabe syrienne, etc.), tandis que d'autres préoyaient de passer du stade des projets pilotes à celui de programmes nationaux (République-Unie du Cameroun par exemple). Au Lesotho, un engagement politique à cet égard s'est traduit par l'octroi de ressources publiques supplémentaires au secteur de la santé et des dépenses par habitant de 8,30 dollars, soit le double du chiffre enregistré dans presque tous les autres pays de la région.

62. Cependant, en règle générale, les difficultés économiques que connaissent la plupart des pays ont mis en évidence la nécessité d'une meilleure gestion financière, d'une administration plus efficace des services de santé en général mais surtout à l'échelon local, et de la définition et de l'adoption de solutions peu coûteuses. L'usage de techniques bon marché et éprouvées est aussi un facteur de rentabilité.

Problèmes rencontrés dans l'application des soins de santé primaires

63. Cinq grandes catégories de problèmes se sont dégagées dans l'application des soins de santé primaires à l'échelle mondiale. Tout d'abord, ce qui est le plus important, les services de santé de base ne sont pas suffisamment appuyés. Un nombre croissant de travailleurs communautaires étant formés, de graves problèmes se posent lorsqu'il s'agit de les épauler et de les superviser de façon satisfaisante. Les ressources consacrées aux services d'appui à l'échelon communautaire ne sont pas suffisantes. Les agents sanitaires d'encadrement sont trop peu nombreux ou insuffisamment formés ou ne sont pas axés sur les soins de santé primaires. Les transports manquent bien souvent et il y a de multiples autres problèmes de logistique et d'approvisionnement, en particulier pour la livraison des médicaments et le réapprovisionnement. La réaffectation des ressources consacrées aux hôpitaux urbains en faveur des soins de santé primaires à l'intention des populations défavorisées continue de poser des difficultés.

64. Deuxièmement, on ne parvient pas à faire suffisamment participer les collectivités aux programmes, en particulier à la prise des décisions et à la gestion. Le résultat est en particulier que les ressources sont mal utilisées et les bénéficiaires peu nombreux, ce qui est spécialement évident dans le cas des programmes d'immunisation.

65. Troisièmement, beaucoup de problèmes continuent à se poser dans l'intégration des services, tant au sein du secteur de la santé (par exemple, la séparation fréquente des services de santé maternelle et infantile des autres services à l'intention des femmes et des enfants tels que le PEI), que dans d'autres secteurs.

66. Quatrièmement, un appui plus marqué est nécessaire pour les systèmes d'information et de contrôle : il n'y a guère de pays qui soient capables de mettre au point des systèmes d'information appropriés, des indicateurs des progrès ou des moyens d'évaluation.

67. Cinquièmement, il n'est pas évident que les soins de santé primaires bénéficient de la priorité dans les programmes nationaux de santé publique. Une sélectivité plus poussée et une orientation plus précise des éléments pertinents dans le sens d'interventions auprès de groupes cibles de mères et d'enfants sont nécessaires pour que l'on puisse arriver à agir sur la mortalité et la morbidité infantiles.

Action du FISE

68. En conséquence, le FISE s'attache de plus en plus à apporter une aide aux fins de la planification et de la gestion des soins de santé primaires. Au Brésil, au Guatemala, en Inde, en Jordanie, au Malawi, au Népal, en République arabe syrienne et au Zimbabwe, par exemple, il est particulièrement actif dans la planification.

69. La nécessité d'une évaluation précoce et régulière des programmes de soins de santé primaires est reconnue par plusieurs gouvernements, en dépit des réserves que l'évaluation suscite habituellement. Le FISE a contribué à promouvoir et appuyer des examens de ce genre, de même qu'à faciliter la reprogrammation subséquente. Tel a été en particulier le cas dans un certain nombre de pays d'Afrique orientale (Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, par exemple). Les évaluations ont conduit à d'importantes initiatives dans le secteur des soins de santé primaires, telles que la réorientation et la restructuration des services de santé et la redéfinition du rôle et des fonctions des travailleurs sanitaires (Angola, Equateur, Lesotho et République-Unie de Tanzanie, par exemple).

70. Le FISE a participé aussi à la mise au point de systèmes d'information sanitaire (Ethiopie, Nigéria et Zimbabwe) et à la formation à la gestion, en particulier aux niveaux infranational et local. L'Angola, le Brésil, l'Ethiopie et la Jamaïque offrent des exemples d'efforts particuliers déployés pour améliorer les capacités de gestion. Toutefois, il y a encore beaucoup à faire dans ces deux domaines.

71. On aborde les problèmes de participation communautaire en faisant une plus large place aux programmes d'information et d'éducation (pour le PEI, en particulier au Bangladesh, en Jamaïque et au Philippines, et pour la lutte contre



les maladies diarrhéiques, en Inde). Certains pays ont affecté une priorité élevée à la participation de la collectivité aux services de santé, comme le Lesotho où le gouvernement a établi une infrastructure spéciale pour la gestion des services de santé communautaire à différents niveaux.

72. Des approches sectorielles intégrées, en particulier en association avec l'eau et l'assainissement, peuvent aussi promouvoir la participation communautaire comme en Egypte, en Inde, en Jordanie, au Nigéria, en Oman, au Pakistan, en Somalie, en République arabe syrienne et en République-Unie de Tanzanie. Ces approches font appel à la collaboration intrasectorielle et intersectorielle. Dans le dernier cas, des succès importants ont été enregistrés au Costa Rica, au Nigéria (Etat d'Imo) et en République-Unie du Cameroun où des programmes semestriels de formation intersectorielle sont organisés à l'intention de fonctionnaires au niveau infranational. Des questions intersectorielles sont aussi abordées efficacement dans les programmes urbains de soins de santé primaires qui se multiplient en Amérique latine (en particulier au Brésil, en Colombie, en Equateur, au Mexique et au Pérou) ainsi que dans plusieurs pays d'Asie.

73. Le FISE aide un grand nombre de pays à former des travailleurs de santé communautaire, des accoucheuses traditionnelles et d'autres agents sanitaires. Quelques pays (Bangladesh, Colombie, République de Corée, République démocratique populaire lao et Swaziland) ont évalué cette formation et pris d'importantes décisions en matière de politique et de programmes en révisant notamment les programmes d'étude et les programmes de formation en général. D'autres pays devraient être encouragés à soumettre à une analyse critique la formation aux soins de santé primaires.

Médicaments essentiels

74. Les médicaments essentiels, qui constituent un élément important des soins de santé primaires, restent un problème particulièrement épineux, aggravé par la détérioration des termes de l'échange, qui se traduit par le déclin des importations. Le manque de médicaments de base essentiels et l'absence d'infrastructure pour les distribuer à ceux qui en ont le plus besoin (dont la plupart vivent éloignés des services urbains classiques) opposent des obstacles critiques aux efforts consacrés aux soins de santé primaires. Si les services de santé ne peuvent pas répondre aux besoins les plus immédiats et les plus urgents de la collectivité - tels que ceux qui résultent du paludisme, de l'onkylosiomiase de l'onchorcrose et des maladies diarrhéiques - les soins de santé primaires n'ont guère de chance d'être acceptés par la collectivité. Un meilleur approvisionnement en médicaments essentiels est donc un facteur clef des soins de santé primaires et de la "santé pour tous" à l'horizon 2000.

75. Quelques pays ont déjà fait face à ce problème de base et formulé des politiques nationales en la matière. Plus de 70 ont dressé des listes de médicaments essentiels pour le secteur public, en s'inspirant de la liste type de l'OMS, en un premier temps. Le FISE en a fait un élément de tous les programmes de soins de santé primaires, en particulier sous la forme d'une trousse à l'usage des agents de santé communautaire.

76. Le succès enregistré aux premiers stades du système de médicaments essentiels au Kenya a encouragé le FISE et l'OMS à entreprendre (avec un appui financier et administratif de la DANIDA) un vaste projet à l'intention du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Approuvé par un vote par correspondance en décembre 1982, ce projet de 30 millions de dollars vient tout juste d'être mis en train. Les programmes visent en particulier à fournir régulièrement des trousseaux de médicaments essentiels aux dispensaires de soins de santé primaire et aux centres sanitaires. Chaque trousse est composée en fonction des besoins de santé de la zone de destination et l'objet est d'assurer un approvisionnement équilibré en médicaments de base pour deux ou trois mois environ.

77. Un autre programme de médicaments essentiels, financé par le Gouvernement italien sera exécuté en 1983 par le FISE en Ethiopie, en Guinée-Bissau, en Haute-Volta, au Mozambique et en Somalie. Il portera non seulement sur les fournitures de médicaments essentiels, mais aussi sur la mise au point de l'infrastructure nécessaire pour les distribuer là où ils sont nécessaires.

78. Ces programmes présentent des avantages inhérents évidents. Mais c'est en établissant et en maintenant des liens étroits avec d'autres éléments des soins de santé primaires dans des systèmes intégrés de santé fondés sur la collectivité qu'on pourra obtenir les meilleurs résultats à long terme.

Mesures prioritaires peu coûteuses dans les domaines
de la santé et de la nutrition

79. Comme l'indique La situation des enfants dans le monde, 1982-1983, l'application généralisée et intensive de plusieurs mesures peu coûteuses d'ordre social et sanitaire, fondées sur le principe des services de base, et réalisables du point de vue social, technologique et économique, amènerait des réductions notables de la mortalité et de la morbidité infantiles. Les quatre mesures prioritaires décrites dans le rapport sont l'administration de sels de réhydratation par voie buccale pour la lutte contre les maladies diarrhéiques, l'usage de courbes de croissance pour le contrôle de l'état nutritionnel des enfants, la promotion de l'allaitement au sein et l'immunisation universelle des enfants contre cinq grandes maladies. Mention est faite aussi en particulier de l'espacement des naissances et des suppléments nutritifs qui contribueraient notablement à l'amélioration de la santé des enfants et réduirait encore les décès, mais ces mesures sont soit difficiles (espacement des naissances) soit trop coûteuses (suppléments nutritifs).

Lutte contre les maladies diarrhéiques, y compris l'administration de sels de réhydratation par voie buccale

80. Dans la plupart des pays en développement, les maladies diarrhéiques sont les causes de décès les plus fréquentes parmi les nourrissons et les jeunes enfants. La déshydratation due à des attaques répétées de diarrhée, associée à la malnutrition, provoque d'autres maladies, l'affaiblissement et souvent la mort. Dans l'ensemble, c'est dans la région d'Amérique latine que les programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques sont le plus développés et c'est en Afrique qu'ils le sont le moins. Au Costa Rica, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et au Pérou en particulier, il apparaît que la mortalité infantile due à la diarrhée a diminué sensiblement grâce à ces programmes.



81. Il y a maintenant 49 pays qui ont entrepris avec l'OMS des programmes nationaux spéciaux de lutte contre les maladies diarrhéiques, dont 35 sont actuellement en cours. D'autres pays ont adopté des mesures de lutte dans le cadre d'une politique nationale et préparent des programmes, qui prévoient la nomination d'un coordonnateur national des programmes, des stages de formation et une évaluation des besoins de fournitures. Certains pays, en particulier le Zimbabwe, se préparent soigneusement en procédant à des études de faisabilité pour la production locale de sels de réhydratation à administrer par voie buccale, et en étudiant sur le plan national les pratiques traditionnelles de lutte contre la diarrhée. Les résultats de ces études seront utilisées pour l'élaboration de programmes d'éducation sanitaire destinés à promouvoir l'administration de sels de réhydratation par voie buccale à domicile et des programmes de formation en général. Le Pakistan et le Zaïre procèdent à des études analogues, avec l'aide du FISE, et plusieurs pays, dont l'Inde, le Nicaragua et le Soudan, font des études d'évaluation sur l'application des programmes.

82. Vingt-deux pays ont fait état d'une aide du FISE pour la lutte contre les maladies diarrhéiques en 1982, mais plus de 40 reçoivent actuellement des sachets de sels de réhydratation à administrer par voie buccale. L'essentiel du concours du FISE porte sur la distribution de ces sels et, de plus en plus, sur leur production locale. Le FISE a fourni près de 25 millions de paquets, la production locale en représentant 20 autres millions. Les sachets de sels sont livrés dans le cadre du programme ordinaire d'assistance, sous la forme de trousse de médicaments, à titre d'achats remboursables ou de contributions spéciales aux programmes nationaux coordonnés de lutte contre les maladies diarrhéiques.

83. Deux aspects des programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques revêtent une importance grandissante aux yeux du FISE. Le premier concerne l'appui à la production locale et au conditionnement des sels de réhydratation. Le FISE aide au moins 10 pays à produire ces sels sur une grande échelle et un plus grand nombre encore à en entreprendre la production à petite échelle. Certains importent ces sels en vrac par l'intermédiaire du FISE et procèdent eux-mêmes au conditionnement.

84. Le deuxième aspect, qui ne fait pas encore l'objet d'une assistance de grande envergure, concerne l'appui aux médias et aux communications pour l'information et l'éducation. Le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Nicaragua, le Pérou et la République-Unie du Cameroun offrent des exemples remarquables de pays dans lesquels des efforts intenses sont déployés afin de promouvoir la thérapie des sels de réhydratation administrés par voie buccale au moyen de la radio, de la télévision, des journaux et de publications spéciales. Les campagnes menées en Inde et en Indonésie préconisent la thérapie à domicile pour la prévention rapide de la déshydratation au moyen de remèdes locaux. Le programme indonésien est intégré à la politique de surveillance nutritionnelle à l'échelle de la communauté qui repose sur les courbes de croissance. Au Brésil, la campagne nationale en faveur de l'allaitement maternel est liée à la campagne de promotion de la thérapie des sels de réhydratation administrés par voie buccale.

85. Le FISE apporte également son concours à la formation en cours d'emploi pour toutes les catégories de personnel sanitaire, y compris les pédiatres, les cliniciens et les administrateurs, ainsi qu'à des stages de formation organisés à l'intention des cadres moyens et supérieurs.

86. Dans nombre de pays, les programmes concernant l'eau et l'assainissement sont liés à l'éducation sanitaire (voir chap. III). Certains, la Birmanie notamment, ont lié le projet d'aménagement de latrines à la promotion de la thérapie dans les foyers et de la distribution de sels de réhydratation. Il faut toutefois s'efforcer davantage de rattacher le programme concernant les ressources en eau et l'assainissement à la lutte contre les maladies diarrhéiques en mettant précisément l'accent sur des interventions rentables. Cela supposerait peut-être des recherches plus approfondies sur les plans international et local. Les recherches locales sur la prévalence et l'étiologie de la diarrhée (y compris les facteurs sociaux et affectifs, par exemple le fait de se laver les mains, les habitudes de défécation des enfants, les croyances et attitudes locales, les méthodes de lutte contre la diarrhée) devraient recevoir une priorité élevée, afin de permettre de concevoir des programmes plus précis et plus rentables et d'élaborer des messages d'éducation appropriés (notamment en ce qui concerne la thérapie et la prévention dans les foyers).

Courbes de croissance

87. L'utilité des courbes de croissance dans la surveillance de la croissance des enfants, de la portée des campagnes de vaccination et du dépistage rapide des invalidités des enfants est de plus en plus reconnue par les agents sanitaires dans nombre de pays en développement. Les courbes fournissent en outre des indications simples sur la thérapie des sels de réhydratation à domicile et l'importance de l'allaitement maternel et d'aliments de sevrage appropriés, etc., ce qui constitue un moyen efficace et peu coûteux de communication avec les mères.

88. Une initiative importante dans la promotion de l'utilisation des courbes de croissance bénéficiant de l'appui du FISE a été lancée en 1982 en Angola. Un projet national de surveillance du poids prévoit l'usage des courbes pour tous les enfants du pays. Dans le cadre d'un projet pilote de la région de Luanda tous les enfants ont été enregistrés et des directives sont à l'étude pour le projet national. Le FISE aide par ailleurs à évaluer rapidement l'utilisation de ces courbes.

89. Toutefois, l'application des courbes de croissance au contrôle de l'état nutritionnel des enfants à l'échelle nationale n'est pas encore universelle. Dans plusieurs pays, l'Afrique notamment (le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe en sont des exemples), les courbes de croissance sont largement utilisées dans les services nationaux de santé maternelle et infantile. L'évaluation du programme élargi de vaccination et de santé maternelle et infantile au Mozambique, par exemple, a fait apparaître que les courbes de croissance sont utilisées dans l'ensemble des centres de santé retenus pour l'enquête. Dans d'autres pays, elles sont employées dans de petits projets, mais ne sont pas encore adoptées à l'échelle nationale. Seuls quelques pays s'en servent dans le cadre de leur programme sanitaire à l'échelle communautaire. L'exemple le plus frappant du succès de ces courbes à l'échelle communautaire est offert par l'Indonésie, où près du tiers de la population enfantine est déjà couvert par le programme. En Thaïlande, les programmes à l'échelle communautaire portent déjà sur un million d'enfants et sont en train d'être étendus au pays tout entier. En Equateur, au Pakistan et au Soudan, des projets pilotes ou des projets locaux intégrés, qui comportent la surveillance nutritionnelle assurée par les



agents communautaires de promotion nutritionnelle ou des agents sanitaires, bénéficient d'un appui. En République de Corée, on entreprend une étude d'évaluation sur l'utilisation des courbes de croissance.

Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants

90. Les efforts faits par le FISE pour contrer et renverser la tendance au recul de l'allaitement maternel reposent sur l'évidence que l'amélioration des pratiques d'allaitement au sein et de sevrage débouche sur des chances de survie et des perspectives nutritionnelles meilleures pour les enfants. Bien que l'on observe un certain progrès encourageant concernant le Code international de commercialisation des produits de substitution destinés à remplacer le lait maternel de 1981, il demeure indispensable de lancer de grandes campagnes afin de modifier les pratiques des hôpitaux, de lutter contre la promotion irresponsable des aliments composés pour nourrissons et d'encourager l'allaitement maternel par l'éducation et d'autres activités. Le FISE continue d'apporter un soutien moral et matériel à ces campagnes.

91. En ce qui concerne la sauvegarde et la promotion de l'allaitement maternel, 24 pays organisent des enquêtes initiales, des études, des séminaires nationaux et des consultations avec des fonctionnaires nationaux et les services sanitaires. Beaucoup de ces efforts représentent une première étape vers le lancement de vastes campagnes ou programmes de plaidoyer dans ce domaine. Par exemple, le programme global de promotion de l'allaitement maternel au Brésil s'est transformé en une grande campagne comprenant la formation d'agents sanitaires, l'adoption d'une réglementation permettant aux femmes employées de pratiquer l'allaitement maternel, le lancement d'études portant sur divers aspects de l'amélioration de l'alimentation des nourrissons, la mise au point de matériels d'information et d'éducation plus élaborés et la participation de fabricants d'aliments pour nourrissons.

92. Plusieurs pays ont donné la priorité aux activités d'information, d'éducation et de formation relatives à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Ces activités comportent un appui à l'information du public par la télévision, la radio, la presse, des revues et des affiches, la publication de brochures et de guides contenant des directives à l'intention des monitrices, des agents de la santé et des fonctionnaires nationaux et portant sur les avantages de l'allaitement maternel, ainsi que la réalisation de diapositives, de films et d'autres matériels destinés expressément aux agents sanitaires et communautaires. L'OMS et le FISE ont mis au point un guide sur l'établissement d'études de base concernant la pratique de l'allaitement maternel, à l'usage d'ateliers de formation régionaux et nationaux.

93. Un certain nombre de pays ont pris des mesures spécifiques pour mettre en oeuvre le Code international, notamment les suivantes :

- a) La diffusion par les autorités du Code et des directives proposées aux agents sanitaires et communautaires aux fins d'application;

b) La constitution de groupes de travail intersectoriels composés de représentants des gouvernements, des ONG, des organismes intergouvernementaux et des industries de fabrication d'aliments pour nourrissons, en vue d'étudier les mesures ou dispositions susceptibles d'être prises à propos du Code;

c) La conclusion d'accords volontaires entre l'industrie et les pouvoirs publics dans nombre de pays;

d) La révision dans plusieurs pays de la réglementation en vigueur concernant l'alimentation des enfants et la formulation de recommandations en vue de son amélioration;

e) L'interdiction dans plusieurs pays de toute publicité en faveur des succédanés substituts du lait maternel;

f) L'élaboration dans 20 pays d'une législation ou d'autres mesures inspirées du Code;

g) L'adoption dans quatre pays d'une législation reposant sur le Code.

94. En juillet 1982, un document intitulé "Note de l'OMS et du FISE sur le Code international de commercialisation des produits de substitution destinés à remplacer le lait maternel" a été envoyé à tous les bureaux extérieurs du FISE et de l'OMS, ainsi qu'à divers organismes intéressés. Le document, qui définissait la position de l'OMS et du FISE à l'égard du Code, était conçu à l'usage de ceux qui travaillent à sa mise en oeuvre au niveau national. On s'est en outre efforcé d'aider individuellement tous les groupes participant à l'application du Code, y compris les gouvernements, les ONG et les fabricants d'aliments pour nourrissons.

95. Le FISE a participé à quatre conférences sur l'alimentation des nourrissons organisées par des ONG (une en Asie du Sud-Est, une en Afrique de l'Est et deux aux Caraïbes), qui portaient sur le droit de la femme à choisir pour son bébé la meilleure méthode d'alimentation en fonction de renseignements sûrs, les stratégies destinées à promouvoir et à sauvegarder l'allaitement maternel, les incidences de la pratique des hôpitaux sur le choix en matière de l'alimentation des nouveau-nés et l'application du Code au niveau national.

96. Les activités du FISE concernant l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants constituent un aspect de plus en plus important de la programmation de pays. Au secrétariat, l'essentiel du travail est effectué par les divisions de l'élaboration et de la planification des programmes, des services de programmes sur le terrain et de l'information. Un groupe sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants est chargé de l'élaboration de la politique et des activités touchant directement l'application du Code international. Le FISE entretient des contacts et une collaboration suivis avec l'OMS et les ONG.

Vaccination

97. Le FISE est le principal fournisseur de vaccins dans près de 80 pays d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient dans le cadre du PEI, qui bénéficie d'une aide de l'OMS.  Ceux qui font exception possèdent pour la plupart une capacité importante



de fabrication. En fait, le FISE fournit en vaccins presque tout le reste des pays en développement. Outre les vaccins, l'appui du FISE porte également sur les équipements et les fournitures pour la chaîne du froid (réfrigérateurs, boîtes isothermes, transport), l'entretien et la formation à cet entretien. En collaboration avec l'OMS, il a organisé des séminaires et ateliers à l'intention des principaux responsables et du personnel de niveau intermédiaire travaillant pour le PEI et des agents extérieurs.

98. En 1982, 27 pays ont déclaré dans leur rapport annuel qu'ils apportaient un concours appréciable à des programmes du PEI en fournissant des vaccins et une assistance pour leur production (comme en Chine et au Viet Nam), des programmes de formation, des chaînes du froid et un appui logistique, ainsi que des matériels d'éducation.

99. La participation aux évaluations nationales est un nouveau domaine important de l'action du FISE. Au cours des deux dernières années, des évaluations ont été effectuées au Bangladesh, en Birmanie, à la Jamaïque, au Lesotho, au Mozambique, au Népal, au Swaziland et au Zaire. A quelques exceptions près, les résultats ont indiqué un taux de vaccination désirable par rapport aux objectifs fixés. Les programmes les plus efficaces évalués jusqu'ici sont ceux du Malawi, du Lesotho, où 55 p.100 et 45 p. 100 respectivement des enfants ont été complètement immunisés. Le Botswana fait également état d'un taux important d'immunisation. Les évaluations ont permis de déterminer certaines des raisons du faible niveau de couverture.

100. Dans nombre de pays, en raison de problèmes de chaîne du froid, de transport et de logistique, la campagne de vaccination ne va pas au-delà des zones urbaines (comme en Ethiopie, au Soudan et au Zaire). La mauvaise organisation et l'absence de motivation du personnel sont parmi les problèmes les plus fréquemment cités. On cherche à y remédier au moyen de séminaires de formation à la gestion et d'une meilleure supervision. Mais l'organisation des services continue à poser des difficultés. Lorsqu'ils sont fournis au titre d'un programme vertical et ne sont pas intégrés aux soins de santé primaires ou aux autres services en faveur des mères et des enfants, ils risquent de ne pas toucher même ceux qui sont déjà en contact avec les services de santé. Un certain nombre de pays (par exemple, l'Angola et le Swaziland) s'attachent à intégrer le PEI à l'organisation des services de SMI. Les courbes de croissance se sont révélées efficaces pour l'enregistrement des vaccinations, la réduction des délais et l'évaluation du taux de couverture. Certains pays éprouvent des difficultés à intégrer des programmes verticaux aux soins de santé primaires en raison de problèmes d'organisation et de la faible couverture de ces soins.

101. La motivation et la participation communautaire sont également essentielles. La plupart des pays signalent que les intéressés ne se présentent pas pour les doses de rappel et que la motivation et les connaissances du public sont faibles en ce qui concerne les services de vaccination, même lorsque ces services sont disponibles. Cette constatation a débouché sur de nouvelles initiatives au niveau des programmes d'information et d'éducation. Plusieurs pays mènent des campagnes de mobilisation et d'éducation des masses en faveur du PEI. Le meilleur exemple en est celle de la Jamaïque, mais le FISE en appuie également au Bangladesh, aux Philippines et d'autres vont être lancées au Soudan, au Zimbabwe et dans plusieurs

autres pays. Il est évident que le domaine que recouvre le projet d'appui par l'information aux programmes de soins de santé primaires revêt une importance grandissante pour le FISE. Il faudrait également apporter un soutien accru à des systèmes appropriés d'information sanitaire afin de suivre les progrès et d'identifier les difficultés d'application.

III. AUTRES CARACTERISTIQUES DES PROGRAMMES

Alimentation en eau, assainissement et éducation sanitaire

102. La situation mondiale concernant l'alimentation en eau potable et l'hygiène du milieu dans les pays en développement est encore loin de répondre aux objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990). Les maladies transmissibles par l'eau et d'origine hydrique et la malnutrition continuent à causer la mort de nourrissons et d'enfants dont le nombre est estimé à 20 000 à 40 000 par jour. Cependant, la Décennie commence à provoquer des effets notables, en dépit de la situation économique difficile. Dans presque tous les pays ayant des programmes et projets importants dans le cadre de la Décennie, des plans nationaux ont été établis ou sont en cours d'élaboration pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement.

103. En 1982, l'aide apportée par le FISE à des programmes d'alimentation en eau et d'assainissement dans 93 pays représentait des dépenses de 60 millions de dollars. Au cours de l'année, 76 824 réseaux d'alimentation desservant 13,6 millions de personnes ont été mis en place avec le concours du FISE. La plupart de ces réseaux (plus de 92 p. 100) étaient des installations très simples et peu coûteuses. On estime à 126 919 les systèmes d'évacuation des excréta construits avec le concours du FISE en 1982 et à 1 million de personnes les bénéficiaires de ces installations. Dans plusieurs pays (dont le Bangladesh, le Népal, la République-Unie de Tanzanie, et le Zimbabwe), le FISE a collaboré au projet mondial du PNUD et de la Banque Mondiale relatif à des installations bon marché d'adduction d'eau et d'assainissement. On a pu ainsi mieux étudier des solutions simples et peu coûteuses. L'inclusion de ces techniques sur une grande échelle dans des programmes exécutés avec la coopération du FISE semble donner plus d'importance à l'assainissement et en faire admettre la nécessité par les populations locales et les autorités nationales.

104. L'intégration de plus en plus fréquente d'éléments sanitaires dans les programmes relatifs à l'eau, à l'assainissement, à la santé et à l'éducation est aussi une tendance intéressante. En 1982, des ateliers nationaux où ont été examinés des programmes en cours et où des moyens d'accroître les éléments assainissement et éducation sanitaire ont été recherchés ont eu lieu en Ethiopie, au Mozambique et au Soudan. Pour 1983, trois autres ateliers sont prévus au Bénin, en Indonésie et au Pakistan.

105. La mise en valeur des ressources humaines fait l'objet d'une attention de plus en plus soutenue. On reconnaît que c'est là un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de la Décennie. Le FISE donne en particulier son appui pour le développement des compétences, des organisations et de la gestion au niveau intermédiaire (provinces et districts) et à celui des villages. En 1982, une aide a été apportée à de nombreux programmes de formation destinés aux responsables du



fonctionnement et de l'entretien de pompes de village, aux agents de promotion de l'hygiène et de la santé et de spécialistes du fonçage et du forage des puits. Le FISE a aussi participé aux travaux d'établissement internationaux et régionaux de formation tels que l'Institut Wad-el-Maghboul pour les techniciens hydrauliciens (y compris les foreurs) au Soudan.

106. L'accès à une source suffisante d'eau potable à proximité de leur domicile est absolument indispensable pour l'avancement des femmes. En conséquence, une place plus large est faite dans la planification des programmes à la participation de la femme aux différentes phases de l'élaboration des programmes et des projets, encore qu'il reste beaucoup à faire pour que le vaste potentiel que représentent ces ressources humaines soit pleinement exploité.

107. Au cours du dernier quart de siècle, 1 milliard 200 millions d'habitants se sont ajoutés aux zones urbaines du monde. Déjà, un tiers de tous les enfants des pays en développement vivent maintenant dans des villes. On estime que près de la moitié des 40 000 nourrissons et jeunes enfants qui meurent tous les ans de malnutrition et d'infections vivent probablement dans des bidonvilles, des taudis et des quartiers urbains malsains. L'insuffisance de l'alimentation en eau et des installations d'assainissement et la difficulté d'assurer une hygiène personnelle et alimentaire convenable contribuent largement à ces statistiques terrifiantes. C'est pourquoi l'eau et l'assainissement occupent une place croissante, encore que très modeste, dans la coopération du FISE aux programmes de services de base urbains. Quoi qu'il en soit, après un modeste début dans quelques endroits il y a cinq ou six ans, le FISE apporte une aide dans le domaine de l'eau et de l'assainissement à 45 villes et agglomérations urbaines du monde entier.

108. En ce qui concerne la mise au point de techniques peu coûteuses, le FISE poursuit la mise à l'essai sur le terrain de pompes à main dans le cadre du projet mondial du PNUD et de la Banque Mondiale mentionné plus haut. D'autres méthodes et matériaux sont aussi à l'étude pour améliorer les techniques bon marché de forage et de construction de puits. Ainsi, des essais sur le terrain ont été entrepris en Egypte et en Ethiopie sur des filtres au gravier compacté à double paroi. L'objet est de prolonger la durée utile des puits à eau forés en évitant qu'ils s'ensavent et de réduire considérablement les frais.

109. On se préoccupe davantage des questions d'hygiène personnelle et alimentaire. L'importance de se laver les mains et d'autres moyens simples de promouvoir l'hygiène personnelle est de plus en plus soulignée dans les activités d'éducation. On accorde aussi plus d'attention à la conception des points d'eau et à leur proximité immédiate, surtout pour assurer l'isolement voulu des installations réservées au bain et au lavage, et un espace suffisant pour la lessive et le drainage.

110. Dans la situation d'urgence qu'a connue le Liban en 1982, les apports du FISE en eau et en services d'assainissement ont constitué la seule forme de coopération extérieure importante disponible. Durant les combats de Beyrouth-Ouest, la population assiégée a été pratiquement maintenue en vie grâce à l'"opération cruche à eau" du FISE et à des mesures de réparation d'urgence, dirigées notamment par l'ingénieur en chef du FISE pour l'eau et l'assainissement.

111. Les exemples qui suivent montrent pour chaque pays les tendances récentes, en particulier l'introduction de plus en plus fréquente de projets d'hygiène du milieu.

112. Dans le projet d'assainissement des villages en cours au Bangladesh, 58 000 latrines à syphon à usage familial ont été produites et vendues et 79 nouveaux centres de vente (qui les fabriquent) ont été établis, représentant 80 p. 100 de l'objectif matériel prévu. L'accroissement lent mais régulier de la demande de latrines paraît correspondre à une prise de conscience croissante parmi la population rurale de l'importance de l'évacuation des excréta. Il ressort cependant d'une évaluation du projet que les latrines n'atteignent pas les familles les plus pauvres, bien que le prix de vente soit fortement subventionné. Des mesures rentables et de meilleurs principes de gestion sont mis au point pour remédier à certaines de ces faiblesses.

113. Le projet d'assainissement rural de Wanging'ombe en République-Unie de Tanzanie vient en complément du projet d'alimentation en eau déjà exécuté dans la même zone et d'un projet prévu relevant du programme conjoint OMS/FISE sur la nutrition. La stratégie retenue pour parvenir à l'objectif primaire est dite PITS, acronyme représentant les éléments clefs : promotion, incitation, technologie et soutien. Le projet profitera à 50 villages représentant une population de 80 000 habitants au total. Il est fondé sur le principe de l'autoassistance. Deux types de latrine à fosse aérée et la latrine à compost à double paroi, du type "outafiti" tanzanien, ont été retenus pour être installés.

114. Le FISE continue à jouer son rôle dans les échanges mondiaux d'informations sur les méthodes et techniques peu coûteuses d'alimentation en eau et d'assainissement. Depuis le début de la Décennie, l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes participants unissent de plus en plus leurs efforts. Il existe à la fois un réseau interne du FISE et un réseau international pour le rassemblement, le stockage et la diffusion de l'information. De même que l'OMS, le PNUD et la Banque Mondiale, le FISE est maintenant membre du Conseil d'administration du Centre international de références pour l'approvisionnement public en eau de La Haye. Il publie d'autre part du matériel d'information, dont un bulletin intérieur intitulé From the UNICEF Waterfront, et organise des séminaires et des conférences, en particulier des manifestations marquant le lancement de plans nationaux et visant à attirer l'attention de donateurs et du public sur la Décennie.

Education formelle et non formelle

115. La faiblesse de la participation, des taux d'abandon élevés et un bas niveau d'acquisition des connaissances dans l'enseignement primaire, ainsi qu'un fort pourcentage d'analphabètes parmi les adultes, en particulier parmi les femmes, restent de sérieux problèmes dans toutes les régions en développement du monde - mais plus spécialement en Afrique au sud du Sahara et en Asie du Sud. Dans certaines parties de ces régions, seulement deux enfants sur 10 achèvent l'enseignement primaire et l'analphabétisme parmi les femmes est de plus de 90 p. 100. Ces facteurs sont des obstacles majeurs à une diffusion effective des services de base.



116. Par conséquent, l'éducation demeure une priorité élevée dans les programmes des pays du FISE. Les activités consacrées à l'éducation formelle et non formelle représentaient 14 p. 100 de l'ensemble des dépenses consacrées aux programmes en 1982, contre 15 p. 100 en 1981 et 13 p. 100 en 1980. Un élément éducation est aussi inscrit dans des projets de soins de santé primaires, alimentation en eau, assainissement, nutrition; protection de la femme et de l'enfant - ce qui fait que la participation totale du FISE aux activités éducatives est beaucoup plus importante que ne l'indiquent les chiffres ci-dessus.

Nouvelle initiative FISE/Unesco dans le domaine de l'éducation de base

117. Le problème persistant du manque de possibilités d'éducation de base pour un grand nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes, en particulier de femmes, a incité le FISE à envisager la possibilité d'un effort particulier visant à élargir ces possibilités pour les groupes défavorisés.

118. A la suite d'une réunion entre le Directeur général de l'Unesco et le Directeur général du FISE en avril 1982, un groupe de travail conjoint Unesco/FISE a été établi et a lancé un programme sur l'universalisation de l'enseignement primaire et l'alphabétisation. Le programme vise à mobiliser un appui technique et financier en faveur de plans et programmes nationaux ouvrant des possibilités d'éducation de base à tous. Le programme, qui doit être exécuté dans le cadre des programmes de pays du FISE avec un appui technique approprié de l'Unesco, permettra d'intensifier la coopération actuelle du FISE dans le domaine de l'éducation et, le cas échéant, d'en élargir la portée dans certains pays qui ont manifesté leur détermination de participer à un programme universel d'éducation de base. Le programme se concentrera en un premier temps sur un nombre limité de pays. Le Conseil exécutif est saisi en 1983 d'une note sur le programme et les propositions de projets "notés" connexes dans certains pays (voir documents E/ICEF/P/L.2190 à 2195).

Eléments marquants des programmes

119. En matière d'éducation, le FISE prête une assistance dans quatre domaines principaux : soins et éducation des jeunes enfants, éducation primaire, éducation non formelle et élément éducation des services de base.

120. Soins et éducation des jeunes enfants. On a continué en 1982 à s'efforcer de cristalliser une méthode tenant compte des besoins multiples de la croissance physique, sociale et psychologique et du développement des jeunes enfants, fondée sur une participation de la collectivité et les ressources communautaires. Le projet de services intégrés pour les jeunes enfants et leurs familles entrepris à Lima, Pérou, par exemple, prévoit des services d'éducation et de santé pour les enfants et leurs mères ainsi qu'une formation en vue d'activités rémunératrices pour les membres des familles des bidonvilles des faubourgs sud de Lima. Les résidents eux-mêmes, avec le concours des Ministères de l'enseignement, de la santé et du travail, ont construit plusieurs "modules" dont chacun consiste en un centre d'éducation préscolaire, un centre sanitaire, une cantine et une salle de réunions à usages multiples. Plus de 12 000 enfants de 3 à 5 ans et leurs familles ont bénéficié du projet. Une formation a été donnée à 160 agents de santé, 600 animateurs d'activités préscolaires et 200 "délégués de bloc". En Malaisie, le FISE travaille avec le gouvernement à l'élaboration de politiques appropriées en

/...

matière d'éducation préscolaire. Il a participé à des études, des séminaires et des voyages d'étude dans des pays voisins pour aider à évaluer la situation actuelle et définir des solutions possibles. Le FISE participe aussi à la préparation et la production de matériel didactique pour des centres préscolaires administrés par la collectivité et appuie les activités préscolaires dans le cadre du projet de services intégrés polyvalents de Sang Kancil, à l'intention des pauvres des villes. Au Venezuela, une aide a été apportée à un projet portant sur des systèmes non classiques de soin des enfants d'âge préscolaire, en formant des animateurs ainsi que les parents en vue de stimuler le souci du développement et d'améliorer les soins aux enfants. Le projet a aussi permis de susciter des activités rémunératrices pour les mères.

121. Enseignement primaire. Pour contribuer à l'enseignement primaire universel, le FISE a surtout continué à s'efforcer d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances, à atteindre les groupes défavorisés et à rendre l'enseignement primaire mieux adapté à la vie. En Inde, il coopère avec le Centre national de recherche et de formation pédagogiques et des institutions au niveau des Etats pour appuyer la stratégie publique de l'enseignement primaire universel. Il participe à la mise au point de programmes d'études visant à attirer et retenir un plus grand nombre d'élèves, à des projets expérimentaux en matière d'éducation communautaire au niveau primaire, à la formation de personnel et à la production de matériel à l'intention des enfants d'âge scolaire, à l'élaboration décentralisée de programmes d'études en vue de méthodes non formelles d'enseignement primaire et d'éducation de base dans différents Etats, et à des activités de recherche-développement sur les possibilités offertes aux enfants de groupes défavorisés. Une aide pour améliorer les compétences d'instituteurs insuffisamment qualifiés et l'élaboration de programmes d'études et de matériel pédagogique appropriés est prévue dans la plupart des programmes d'éducation primaire bénéficiant de l'appui du FISE.

122. Educación non formelle. Des éléments d'éducation non formelle figurent dans la plupart des projets bénéficiant d'une aide du FISE relatifs à l'éducation formelle et au soin des enfants d'âge préscolaire ainsi que dans d'autres projets consacrés aux services de base. Les projets expressément conçus pour l'éducation non formelle sont en général ceux qui traitent de l'élargissement des possibilités d'éducation en faveur des femmes et des jeunes, et de la formation des femmes à des activités rémunératrices. En Ethiopie, par exemple, 10 000 femmes suivent un stage de courte durée de "formation à l'animation" organisé par des agents de vulgarisation. Ces femmes aideront ensuite les autres villageoises à organiser des activités d'autoassistance et de développement communautaire. Des stages de formation à des compétences particulières, fondés sur le potentiel économique local, sont associés à ce programme. Le FISE appuie la participation de femmes éthiopiennes à des programmes d'alphabétisation et d'enseignement élémentaire en aidant à produire et à distribuer des livres de lecture appropriés dans plusieurs langues locales. Le projet d'enseignement de base administré par les comités de développement des associations locales d'agriculteurs parmi les populations défavorisées de colonies de peuplement et de zones isolées de l'Ethiopie est aussi un exemple novateur. Plus de 200 centres d'enseignement de base étaient en service en 1982.



123. L'éducation dans les projets de service de base. La plupart des projets service de base bénéficiant d'une aide du PNUD prévoient un élément éducation. Il s'agit de former des accoucheuses traditionnelles et des agents de soins de santé primaires à différents niveaux de la hiérarchie des services de santé, et des ouvriers pour la construction et l'entretien des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, ainsi que d'organiser des ateliers et des séminaires sur des aspects particuliers de la mise au point, de l'application et de l'évaluation des programmes. De même, au titre des activités d'éducation formelle ou non formelle prévues dans des projets de santé, de nutrition, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, on cherche à susciter une prise de conscience générale, à modeler les attitudes et à diffuser des informations particulières. Au Soudan, par exemple, 800 agents de santé communautaire et 60 sages-femmes de villages ont été formés en 1982 et munis d'instruments simples et de médicaments de base - ce qui a amené le nombre de stagiaires de ces catégories à 3 400 et 4 000 respectivement, desservant une population rurale de 3,4 millions d'habitants. Dans la paroisse Saint-Thomas à la Jamaïque, le projet "enfants à enfants" part de l'école primaire pour encourager les enfants à s'occuper de leur propre santé et de celle de leurs frères et soeurs, faire participer les parents et les familles à des activités de prévention et à une action de promotion de la santé, et mieux informer les enfants et la communauté en ce qui concerne les soins de santé et l'épanouissement de l'enfant.

124. Au Nicaragua, le gouvernement a établi, avec une aide spéciale du FISE financée par la Norvège, un réseau d'agents de promotion de la nutrition recrutés par les collectivités qu'ils desservent. Ces agents participent activement à l'éducation nutritionnelle et à la surveillance de la nutrition dans les zones rurales. En Angola, l'introduction à l'échelle de la nation de courbes de croissance dans les dispensaires de santé maternelle et infantile a été appuyée par la formation de personnel pour ces dispensaires et de superviseurs provinciaux, par la mise au point de matériel didactique pour le personnel ayant un faible niveau d'éducation formelle et par une formation à l'information et à la motivation à l'intention des mères, des familles et des accoucheuses traditionnelles.

Promotion de la participation des femmes aux activités économiques

125. Dans les dernières années, la programmation du FISE s'est orientée de plus en plus vers l'élargissement de la participation des femmes aux activités économiques, y compris les petites entreprises et l'emploi dans le secteur organisé, car il était de plus en plus largement reconnu que la situation économique des femmes pauvres était un élément déterminant du bien-être de l'enfant. Reconnaître à la femme le rôle de soutien économique suppose aussi la nécessité de considérer la relation entre son rôle nourricier et ses responsabilités productrices, c'est-à-dire de reconnaître la multiplicité des fonctions remplies par les femmes et les besoins qu'elles éprouvent en dehors de leur rôle maternel.

126. La question du travail des femmes prend une importance particulière pour le FISE pour les raisons suivantes. Tout d'abord, l'évolution des responsabilités économiques des femmes dans beaucoup de foyers fait de leur travail une question de survie pour la famille. La production à domicile seule ne suffit plus à assurer l'entretien de celle-ci : l'assujettissement au salaire et à l'économie marchande est de plus en plus marqué, par suite surtout du déclin des systèmes de soutien

traditionnel et de la multiplication du nombre des femmes chefs de ménage. Deuxièmement, il apparaît que le travail et la capacité de gain des femmes sont associés au bien-être de la famille, comme l'indique l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et le fait que les femmes utilisent leurs gains pour se procurer de la nourriture et un abri plutôt que des biens de consommation. Il est vrai qu'il existe certains effets réciproques entre l'amélioration de la nutrition résultant du travail salarié des femmes et la réduction du temps qu'elles passent avec leurs enfants et de la qualité des soins que leur absence tend à produire. Il en résulte dans bien des cas que les femmes se contentent d'un travail mal rémunéré pour la seule raison qu'il est plus compatible avec le soin des enfants. Ces effets réciproques ne devraient pas être utilisés comme argument contre le travail des femmes, mais en faveur de la mise en place de services d'appui sociaux plus efficaces à leur intention.

Approche traditionnelle

127. La coopération du FISE aux activités en faveur des femmes continue à porter essentiellement sur l'appui de petites entreprises traditionnelles (essentiellement artisanat et couture) qui sont en marge des grands courants économiques dans les secteurs industriels et agricoles nationaux. Dans bien des cas, le nombre des femmes atteintes par ces processus est insignifiant (parfois, il ne dépasse pas 6 à 10). Mais il y a aussi de vastes projets qui assurent la formation de milliers de femmes à certaines compétences et spécialités. La capacité (réelle ou potentielle) de ces projets à assurer effectivement un revenu aux femmes demande à être étudiée. A quelques exceptions près, rien n'indique que les projets prévoient la création d'entreprises visant expressément à écouler des produits dans l'économie de marché.

128. Dans le cadre des activités "traditionnelles" qui peuvent être productives et économiquement viables, le FISE a prêté son concours dans les domaines de l'aviculture, de l'élevage de moutons, de l'élevage de bovins, de la pisciculture et du traitement des denrées alimentaires.

L'approche économique au niveau des entreprises

129. Dans un certain nombre de pays, l'appui du FISE marque des percées d'importance majeure dont les répercussions sont notables pour la promotion d'activités féminines, dans le cadre plus vaste de l'emploi et de l'entreprise, visant à faciliter l'accès des femmes au crédit institutionnel, à renforcer le développement des entreprises et à promouvoir l'emploi, à intégrer des activités traditionnelles non commercialisées à l'économie de marché et à offrir une formation en vue de l'entrée dans le secteur moderne.

Accès des femmes au crédit institutionnalisé

130. L'accès des femmes aux capitaux est toujours restreint à des sources non institutionnelles, en raison des obstacles suivants : les femmes ne peuvent pas offrir les garanties requises par les institutions établies, beaucoup de coopératives agricoles ne leur sont pas ouvertes, l'importance, les conditions et l'échelonnement des remboursements prévus pour les prêts disponibles sont souvent incompatibles avec leurs activités économiques, et elles n'ont pas toujours accès



aux services de vulgarisation qui offrent des renseignements et une assistance technique pour obtenir des crédits. Pourtant, le fait que les femmes empruntent de l'argent et paient les taux d'intérêt non officiels, généralement plus élevé que les taux commerciaux, démontre que les conditions officielles de crédit ne dépassent par leurs moyens.

131. Au Honduras, par exemple, le FISE a établi un poste de responsable de projets à la Banque centraméricaine d'intégration économique pour contribuer à renforcer les crédits affectés par la Banque à la programmation du secteur social et, avec ses crédits, établir un fonds de garantie de prêts destinés à des entreprises économiques lancées par ou pour des femmes. La Banque a récemment approuvé des activités en faveur des femmes et des jeunes, dont elle a fait un domaine prioritaire dans la programmation du secteur social, décision qui a des incidences favorables pour les femmes dans toute la région de l'Amérique centrale.

132. Au Bangladesh, le FISE appuie le projet de la Banque Grameen, axé sur la formation au niveau des villages de groupes coopératifs d'épargne et de prêts, visant essentiellement les travailleurs sans terres qui n'ont pas de garantie à offrir pour obtenir des prêts bancaires : 8 000 femmes sans terres ont reçu des prêts modestes depuis 1980 et toutes ont remboursé leurs dettes.

Développement de l'entreprise et emploi

133. En Colombie, le FISE prête son concours à une approche novatrice, lancée par le service national de formation du Ministère du travail et le programme de développement des petites entreprises de la fondation Carvajal, pour relever les revenus et améliorer les possibilités d'emploi dans les zones urbaines marginales de Carthagène grâce à un système mis en place sur le plan national visant à renforcer les petites entreprises (c'est-à-dire les microempresas, qui sont définies comme des établissements gérés par une ou deux personnes, employant moins de 15 travailleurs, ayant un capital net ne dépassant pas 20 000 dollars et des ventes mensuelles de moins de 5 000 dollars). Sur les 50 microempresas créées jusqu'ici, le FISE prête son concours à 14 des 20 qui sont gérées par des femmes. Le coût de chaque nouvel emploi créé par les microempresas n'est estimé qu'à 3 000 dollars, contre 100 000 dollars pour tout autre emploi créé dans les industries du secteur moderne de Carthagène. Le réseau de microempresas reçoit désormais un appui d'organisations privées ou internationales pour répéter l'expérience dans d'autres villes et compléter le financement d'un système de crédit. Une évaluation bénéficiant du concours du FISE est en cours.

Intégration d'activités traditionnelles non commercialisées à l'économie de marché

134. La possibilité d'intégrer des activités féminines traditionnelles à des entreprises économiquement viables est démontrée par le programme Sang Kancil anti-pauvreté en Malaisie. Un programme de formation de base aux travaux traditionnels d'aiguille et de couture, appuyé par le FISE, s'est transformé en une entreprise de fabrication de jouets bourrés en batik qui a remporté un marché mis récemment en adjudication par le réseau de sociétés aériennes de Malaisie pour la fabrication de 3 500 jouets par mois, ce qui a permis d'étendre les activités à 20 autres kampungs (collectivités ou villages). L'effet positif de ce marché sur

la motivation des femmes et le sentiment de leur succès est évident. Au Costa Rica, un projet de préparation traditionnelle des aliments s'est transformé en un service de traiteurs géré par un petit groupe de femmes. En Ethiopie et au Mexique, des projets de couture traditionnelle ont abouti à la création de petites entreprises de fabrication de vêtements.

Formation en vue du secteur moderne productif

135. L'aide apportée par le FISE pour la formation permet à des femmes d'accéder au secteur moderne de production. Au Swaziland, de petits groupes travaillant au projet sur la femme et le développement implanté à Entfonjeni reçoivent une formation au travail du métal et à la production de matériaux de construction. En Malaisie, dans le cadre du programme Sang Kancil, des femmes sont formées à la gestion des affaires, aux techniques de la production en série, au contrôle de la qualité dans le secteur manufacturier, à la reliure, à la céramique, etc.

136. Des stratégies visant à la création d'emplois viables et de possibilités rémunératrices nécessitent des politiques pratiques pour stimuler des activités productives auxquelles les femmes participent ou peuvent participer, pour maximiser leurs chances de travail et assurer une demande permanente pour leurs produits. Le secteur organisé du marché du travail, dans la plupart des économies en développement, offre des possibilités restreintes, encore qu'il en existe dans des cas particuliers. Etant donné l'importance naissante du secteur non organisé, une action complémentaire est nécessaire pour que des engagements soient pris au niveau des politiques afin de faire participer les femmes à des activités productives et de les organiser de façon qu'elles ne soient pas exposées aux obstacles qu'elles doivent affronter dans les activités non réglementées du secteur marginal.

Services de base urbains

137. Le FISE continue d'élargir ses activités urbaines, qui ont été exposées en détail au Conseil exécutif en 1982 ("Services de base urbains : comment atteindre les enfants et les femmes pauvres en milieu urbain" (E/ICEF/L.1440 et Add.1, mars 1982). Les points principaux des programmes récents de services de base urbains sont repris ci-dessous.

138. Au Mexique, la Banque Mondiale finance un deuxième projet de développement urbain et régional portant essentiellement sur la région de l'isthme du Golfe du Mexique. Il est destiné à résoudre les problèmes fondamentaux des zones urbaines à faible revenu des Etats de Tabasco, Chiapas et Verra Cruz. Le FISE ajoutera ses propres ressources aux 400 000 dollars fournis par la Banque nationale pour le développement de l'infrastructure physique, qui administre le projet de la Banque Mondiale, afin d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres des zones couvertes par le projet. Cet effort concerté portera essentiellement sur la formation formelle et non formelle d'agents d'exécution et de groupes communautaires dans des collectivités urbaines à faible revenu, une assistance technique pour l'établissement ou l'amélioration des mécanismes de coopération institutionnelle là où des programmes et projets sont en cours, et l'établissement de mécanismes pour l'octroi de crédits aux groupes les plus défavorisés.



139. En Amérique centrale, la collaboration du FISE aux services de base urbain  consiste en l'apport d'une assistance technique et d'un capital de mise en route par l'intermédiaire de la Banque centraméricaine d'intégration économique, pour l'institutionnalisation d'un système de prêts et d'assistance technique. Par l'intermédiaire du Banco popular de Costa Rica, par exemple, il a ainsi contribué à créer des emplois et des activités rémunératrices pour des femmes des zones urbaines pauvres. Au Guatemala, dans le cadre du Programme de services de base urbains pour l'Amérique centrale, un programme novateur est en service grâce à un consortium de neuf ONG guatémaltèques constituant le Conseil national des institutions de développement (CONIDE). Le programme, fondé sur un accord entre le FISE, le gouvernement et le CONIDE, témoigne d'un effort important de collaboration avec un groupe d'ONG visant à assurer un appui financier, matériel et technique à des mini-projets à l'échelon communautaire, dans l'un ou l'autre de cinq domaines (production de revenus, infrastructure urbaine, santé et nutrition, formation et enseignement et assistance juridique). Les projets sont analysés et évalués par une Commission d'ONG et approuvés par l'Assemblée plénière du CONIDE.

140. Pour renforcer les capacités du personnel du FISE et des fonctionnaires nationaux, conformément aux principes approuvés par le Conseil exécutif en 1982, une série d'ateliers pratiques a été organisée. Un rapport intitulé "The management of the delivery of urban basic services", qui est issu d'un atelier tenu à Sri Lanka auquel ont assisté des fonctionnaires du FISE et du gouvernement pour faire le point de l'expérience de la gestion de six programmes de services de base urbains en Asie, a été envoyé à tous les bureaux extérieurs. Un rapport technique intitulé "Water and sanitation in slums and shanty towns", qui passe en revue les conditions requises et les options offertes pour l'amélioration des réseaux d'alimentation en eau et en particulier des installations d'assainissement dans les bidonvilles et les taudis a été publié. Pour remédier au problème crucial de la malnutrition urbaine, des agents du FISE d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique se sont rencontrés à Port-au-Prince, à Haïti, en novembre 1982 pour participer à un groupe de travail avec des agents d'organisations bénévoles, gouvernementales et bilatérales ayant des activités dans ce domaine à Haïti. Un rapport, sur la malnutrition en milieu urbain a été distribué.

141. Une conférence internationale importante sur les soins de santé primaires en milieu urbain, a été tenue en Colombie par les pays du Pacte andin. La réunion était organisée conjointement par le FISE et le Ministère colombien de la santé. La priorité avait été donnée à la nécessité de développer rapidement les soins de santé primaires en milieu urbain dans les pays andins et des moyens ont été définis pour mettre plus nettement l'accent sur les services de santé communautaires dans les zones urbaines pauvres. Des résumés d'étude de cas et des recommandations de la réunion ont été distribués aux bureaux extérieurs du FISE.

142. En Afrique, le FISE étudie les moyens d'élargir les programmes en cours sur les services de base urbains dans la région et d'étendre les activités à des pays où cette action a besoin d'être appuyée.

Enfants handicapés

143. Beaucoup des mesures prioritaires préconisées dans La situation des enfants dans le monde 1982-1983 pourraient avoir aussi un effet sur les enfants

/...

handicapés : non seulement, elles réduisent la mortalité infantile mais, en améliorant la santé et le bien-être des enfants dans l'ensemble, elles préviennent les infirmités. Les concours du FISE aux programmes d'immunisation, de santé maternelle et infantile, de soins de santé primaires, d'éducation, de nutrition et d'alimentation en eau et d'assainissement sont autant de mesures propres à prévenir les infirmités chez l'enfant.

144. En 1982, en dépit des difficultés économiques, beaucoup d'activités sur les enfants handicapés bénéficiant d'une aide du FISE, qui avaient été entreprises durant l'Année internationale des personnes handicapées en 1981, non seulement se sont poursuivies mais encore ont été étendues à un grand nombre de pays. On peut citer à titre d'exemple le fait que sur la demande du Gouvernement indien, le chiffre de programmation relatif à la prévention des infirmités chez les enfants et à leur réadaptation a été septuplé.

145. Le FISE apporte une aide croissante pour intégrer le dépistage précoce des traitements des infirmités aux services existants de santé, de protection de l'enfance et d'éducation à l'échelon communautaire. L'Inde démontre également les effets positifs que produisent des services convergents lorsqu'ils sont appliqués au bon moment et au bon endroit. Les commissions nationales constituées durant l'Année internationale des personnes handicapées à la Barbade, au Brésil et en Arabie saoudite sont restées en place.

146. Durant l'Année internationale et par la suite, le FISE a contribué à des enquêtes nationales sur les enfants handicapés en Inde, au Lesotho, au Nigéria, au Pakistan, au Soudan, en Zambie et au Zimbabwe. Une aide a été également accordée pour étudier des problèmes propres à certains pays, comme le goitre et le crétinisme en Birmanie et au Viet Nam.

147. Au Nicaragua, le FISE a contribué à resserrer la collaboration interministérielle, ce qui a permis de modifier la conception traditionnelle des infirmités infantiles, tout en établissant de nouveaux liens entre les secteurs de la santé et de l'éducation. En préconisant les services directs et en y contribuant, on a identifié un grand nombre d'enfants handicapés qui seraient autrement restés cachés par ignorance ou par honte. Ces enfants peuvent maintenant participer au programme de vaccination, de stimulation précoce et de nutrition qu'appuie le FISE.

148. Au Brésil, le FISE a prêté son concours pour l'élaboration de manuels de formation publiés par le Ministère de la protection sociale à l'usage des familles et des membres des collectivités pour dépister les infirmités et intervenir en temps utile. De même, au Mexique, le Programme régional de stimulation précoce (PROCEP) bénéficiant de l'appui du FISE a permis de publier un grand nombre de brochures à l'usage des familles sur des questions telles que le développement mental et les retards mentaux, l'acquisition des connaissances, la paralysie cérébrale et le comportement. Le PROCEP diffuse ces brochures à environ 10 000 lecteurs en Colombie, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Panama.

149. La collaboration avec les ONG au Bangladesh, en Inde, en Malaisie et au Pakistan permet d'appuyer des services directs en faveur des enfants handicapés.



150. A la Barbade, de jeunes enfants handicapés suivent maintenant des classes préscolaires normales qui leur assurent une croissance et un développement aussi normaux et ininterrompus que possible. Une formation à la prévention et au dépistage précoce est donnée aux enseignants de ces écoles, avec une aide du FISE, de façon qu'ils puissent aider les parents à s'apercevoir de retards dans le développement de leurs enfants.

151. La Zambie met à la disposition de tous les enfants souffrant d'infirmités des programmes bénéficiant d'une aide du FISE. Avec les ministères de la santé, de l'éducation et du travail, et des services sociaux, le FISE participe à une campagne nationale visant à identifier les enfants handicapés. L'objet, outre la collecte de données fiables aux fins de la planification, est d'établir des mesures d'intervention et d'intégration des enfants handicapés à la communauté. Des activités analogues à l'échelon communautaire ont été entreprises avec une aide du FISE au Népal et à Sri Lanka.

152. Rehabilitation International, au titre de son contrat avec le FISE, prévoyant une aide technique pour la prévention des infirmités infantiles et la rééducation, a organisé une session d'orientation pour le personnel du Bureau régional de l'Asie centrale et du Sud. Une autre session d'orientation du personnel est prévue pour le Bureau régional de l'Asie de l'Est et du Pakistan.

Excision chez les femmes

153. Le FISE continue à appuyer les efforts nationaux visant à éliminer la pratique de l'excision chez les femmes. Les bureaux extérieurs ont été informés que, si les crédits affectés à l'élément soins de santé des programmes de pays étaient insuffisants, des fonds seraient mis à leur disposition par le siège, pour appuyer les activités nationales et régionales concernant l'excision qui avaient un rapport direct avec la santé des nourrissons, des jeunes filles et des mères. L'appareil administratif nécessaire pour appuyer ces efforts a été renforcé, compte tenu de la nécessité d'aborder le sujet avec circonspection, étant donné les traditions culturelles profondément enracinées dont procède cette pratique. Les activités entreprises en 1982 comprenaient la réalisation d'une étude sur les croyances et la pratique relatives à l'excision, et le financement d'un atelier national et d'une bourse pour permettre à un participant d'assister à une conférence régionale au Sénégal.

154. En outre, au titre du processus en cours, du matériel d'éducation sanitaire et des renseignements particuliers sur la question ont été mis à la disposition des bureaux compétents aux fins d'échanges d'informations ainsi que pour renforcer et coordonner les activités pertinentes.

Enfants abandonnés

155. Le problème des enfants abandonnés est grave et de plus en plus inquiétant, surtout au Brésil et dans certains autres pays d'Amérique latine. Des problèmes particulièrement difficiles sont posés par les enfants qui ne peuvent pas être légalement définis comme abandonnés et n'en doivent pas moins subsister dans les rues sans soutien effectif de la part de leur famille ou de la collectivité. Un projet "noté" de deux ans à l'intention du Brésil, visant à mettre au point de

nouvelles approches ou des solutions peu coûteuses en remplacement de la mise en établissement, a été approuvé par le Conseil exécutif en 1982, mais n'a pas pu être immédiatement financé. Cependant, des progrès ont été faits, au moyen des ressources ordinaires. Le FISE a fourni les services d'un conseiller spécialiste du problème des enfants sans famille, de même qu'un appui pour des voyages, des réunions, des séminaires, des études spéciales et du matériel audio-visuel. Le Comité national canadien de l'Agence canadienne de coopération pour le développement international a récemment accepté de financer le projet.

Année internationale de la jeunesse

156. L'Assemblée générale a désigné 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse, dont les thèmes seront participation, développement et paix. Le programme de mesures et d'activités prévu pour l'Année, approuvé par l'Assemblée générale, invite tous les organes des Nations Unies à n'épargner aucun effort pour son exécution. Le programme définit des propositions en vue d'actions nationales regroupées en sept grandes catégories d'activités pour la jeunesse : mesures législatives et législation, éducation et formation, emploi et activités économiques, santé, population, services sociaux et environnement, et logement. Les activités régionales et mondiales viseront essentiellement à appuyer des activités nationales.

157. Leur offrir la possibilité de servir est un moyen direct et efficace d'assurer l'éducation civique des jeunes. On trouve déjà plusieurs exemples intéressants de mobilisation de la jeunesse en faveur d'activités de développement dans un grand nombre de pays, dont le Chili, l'Ethiopie, la Haute-Volta, le Kenya et les Philippines. L'Année internationale de la jeunesse offre une excellente occasion de diriger l'énergie de la jeunesse en faveur des enfants en encourageant des activités fondées sur le principe de "la jeunesse au service des enfants" dans des domaines tels que l'alphabétisation, l'éducation non formelle et l'éducation sanitaire et nutritionnelle, l'hygiène du milieu et la puériculture. A titre d'exemple d'activités d'appui, on peut citer l'emploi d'élèves des écoles secondaires comme "auxiliaires de santé" pour promouvoir des mesures de nutrition et de prévention au moyen de visites à domicile et de campagnes de nettoyage, la sensibilisation du public à la nécessité de la vaccination (comme au Soudan), la formation de jeunes qualifiés pour servir d'instituteurs auxiliaires et travailler dans des garderies (comme aux Philippines), et une aide aux groupes de jeunes qui travaillent pour le développement rural en faveur des enfants (comme en Haute-Volta).

158. Beaucoup d'ONG ont une longue expérience de la mobilisation des jeunes en faveur des enfants et de leur communauté et apportent un appui aux activités du FISE pour "la jeunesse au service des enfants". Certains bureaux extérieurs du FISE ont déjà bénéficié de l'expérience des ONG et d'autres commencent à collaborer plus régulièrement avec elles à la planification et à l'exécution de programmes destinés à la jeunesse.



IV. ACTIVITES D'APPUI AUX PROGRAMMES



Communication pour l'appui aux projets

159. La communication pour l'appui aux projets joue un rôle capital dans la formulation et l'exécution des programmes de services de base en faveur des enfants. Elle facilite les activités de plaidoyer, l'éducation et la participation de la collectivité, l'évolution des comportements et l'acquisition de nouvelles compétences, et permet donc une exécution plus efficace des programmes, ce qui, en retour, justifie un appui accru aux projets.

Renforcement des capacités nationales

160. Dans la région de l'Afrique orientale, le FISE aide des établissements de formation de vulgarisateurs au Botswana, en Ethiopie, au Kenya, au Lesotho, à Maurice, en République-Unie de Tanzanie, en Somalie, au Swaziland et au Zimbabwe à mettre en place des programmes de formation à la communication pour l'appui aux projets. Le même programme prévoit l'élaboration et la publication de programmes d'enseignement expérimentaux et de livres scolaires et de manuels centrés sur l'Afrique, ainsi que la création d'un réseau de communication pour l'échange d'informations de données d'expérience. Il s'agit de renforcer les services d'information sur le développement au triple échelon du formateur, du vulgarisateur et de l'"animateur" de collectivité. Le programme accorde une importance particulière à la formation de l'"animateur", qui est en première ligne pour le travail de développement.

161. Au Nigéria, le FISE a aidé le gouvernement fédéral à créer une unité d'appui aux projets de développement par l'information pour seconder les efforts de développement menés par les collectivités de base en instaurant un nouveau service pilote d'appui aux projets par l'information. Cette unité assurera un appui aux projets en élaborant des stratégies propres à favoriser une plus grande participation de la collectivité, en produisant une large gamme d'auxiliaires et de matériels destinés à seconder les efforts d'éducation de la collectivité, en formant des agents de vulgarisation dans le domaine de la communication pour l'appui aux projets et en mettant à l'essai des techniques de communication appropriées. Au Burundi, un petit service d'archives audiovisuel et un studio de production de matériels destinés à l'appui aux projets par l'information et aux activités de plaidoyer ont été mis en place.

162. En Inde, les fonctionnaires chargés de la production de matériels ont participé à différents ateliers sur la mise au point de messages et les techniques de prédiffusion. Au Pakistan, dans la province du Béluchistan, une unité d'information sanitaire a été créée dans le cadre du programme portant sur la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Aux Philippines, une enquête a révélé que la non-participation des collectivités au PEI était due à leur manque d'information et à un certain nombre d'idées fausses au sujet du programme. On a donc formé plus de 12 000 sages-femmes aux techniques de communication afin qu'elles incitent les parents à participer au programme.

Education de la collectivité et préparation à la vie familiale

163. Dans de nombreux pays, l'exécution des programmes a été renforcée par des éléments de communication pour l'appui aux projets soigneusement conçus. Le programme d'amélioration de la vie familiale mis en oeuvre en Indonésie intègre une stratégie et des activités de communication qui sont centrées sur les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de cinq ans. La problématique de base est formulée en ces termes : "quels changements de comportement attend-on de ce groupe?" et le message central est le suivant : "un enfant bien portant est un enfant qui grandit". Ce message est diffusé auprès des mères, des femmes enceintes, des travailleurs bénévoles, des agents locaux, des planificateurs et des responsables des politiques. Le FISE, en étroite collaboration avec le gouvernement, a financé la production d'une gamme de matériels de formation et de sensibilisation s'adressant aux agents locaux qui interviennent dans les domaines de l'agriculture, de la planification familiale et de la santé, aux responsables religieux et aux travailleurs bénévoles. Les matériels de grande information comprennent des affiches, des publicités dans la presse écrite et des messages publicitaires radiodiffusés servant à appuyer la campagne de promotion de l'allaitement au sein, des affiches insistant sur l'importance du pesage des bébés et une bande dessinée apposée sur les panneaux d'information de 2 000 villages, destinée à promouvoir de bonnes pratiques sanitaires et nutritionnelles en se fondant sur les préceptes islamiques. Le programme dispose de moyens efficaces pour normaliser le contenu des messages, élaborer des méthodes de formation et faciliter la production de matériel en commun. Il joue un rôle majeur pour mobiliser et stimuler la participation de la communauté.

164. En République arabe syrienne, le FISE a aidé le Département de la santé scolaire, qui dépend du Ministère de l'éducation, à produire une série d'affiches et de panneaux muraux préconisant les soins aux enfants, l'amélioration des pratiques sanitaires et l'allaitement au sein, et un manuel novateur en arabe sur la santé de l'enfant, destinés aux agents des collectivités et aux mères.

165. Au Nigeria, l'exécution du projet pilote d'approvisionnement en eau et d'assainissement des zones rurales de l'Etat d'Imo a été facilitée par la formation d'agents de vulgarisation aux techniques d'éducation dans le domaine de la santé et de l'hygiène personnelle et par la production de matériels d'éducation sanitaire destinés au personnel local et aux mères.

166. Au Pakistan, on a produit des calendriers, des brochures, des panneaux muraux, des autocollants humoristiques et des livres pour enfants afin d'appuyer un programme de lutte contre le goitre dans les districts de Chitral, Dir et Swat.

167. Un manuel portant sur l'entretien et l'utilisation des moulins à millet a été réalisé pour appuyer des projets de nutrition en Haute-Volta, au Niger, au Sénégal et au Togo.

168. Au Nicaragua, on a produit une série de matériels audio-visuels sur les enfants handicapés et les soins prénatals et périnatals, à l'intention des agents de vulgarisation et des parents.



Utilisation des moyens d'information



169. Dans plusieurs pays, on a mobilisé les moyens de communication et de diffusion pour la promotion et le soutien de programmes en faveur des enfants. En Inde, on a produit pour la radio une série de 20 messages publicitaires, une causerie et un audiodrame sur les pratiques d'alimentation infantile. En Jamaïque, le FISE a aidé la Radio centrale à réaliser à titre expérimental 26 feuillets s'adressant aux mères et aux enfants et abordant des sujets liés à l'agriculture, à la santé, à la nutrition et à l'éducation. L'expérience ainsi acquise permettra d'élaborer des directives pour l'appui aux services de base en faveur de l'enfance par le biais des audiodrames, dans le cadre d'autres pays.

170. En Indonésie, un spectacle télévisé de marionnettes, destiné à éveiller les enfants aux pratiques d'hygiène et de santé, est devenu très populaire. Aux Comores, on a distribué des postes de radio aux centres de santé afin qu'ils puissent recevoir et diffuser les messages consacrés à la santé : le personnel du FISE a aidé le Ministère de la santé à concevoir les messages et à sensibiliser les collectivités. En Turquie, on a organisé un concours national de la meilleure histoire, touchant 40 000 écoles primaires de village, afin de promouvoir l'approche fondée sur les soins de santé primaires en sensibilisant les parents aux problèmes de santé dans le cadre de la communauté, par l'intermédiaire de leurs enfants.

Communication pour l'appui aux stratégies et aux politiques

171. Un autre secteur important, mais délicat, de la communication pour l'appui aux projets concerne la promotion de thèmes prioritaires propres à servir de point de départ pour faire connaître les besoins des enfants et les possibilités d'action parmi les responsables des politiques et les décideurs à l'échelon national. Au Brésil, par exemple, on s'efforce actuellement de tirer des enseignements du succès du programme national de promotion de l'allaitement au sein, afin de répéter l'expérience ailleurs. Au Zimbabwe, la production d'un opuscule sur l'allaitement maternel a conduit à la formulation de principes directeurs pour la commercialisation des aliments de synthèse pour nourrissons. D'autre part, la Division de l'information a produit trois séries de diapositives : "Pourquoi l'allaitement au sein?", "Lutter contre les maladies diarrhéiques et la malnutrition par les méthodes de réhydratation par voie buccale", et "Relever le défi : les services de base urbains" en vue de former et de sensibiliser les agents locaux du développement dans le monde entier. Le PSC Newsletter, dont la diffusion n'a cessé de croître, constitue une tribune précieuse pour l'échange d'expériences menées sur le terrain en matière de communication pour l'appui aux projets.

Manuels

Manuel des programmes

172. Il a été décidé en 1982 de réviser et de mettre à jour le Field Manual du FISE, qui est un ouvrage de référence sur les aspects à la fois techniques et pratiques des programmes. Les dernières révisions d'ensemble du manuel remontent à plus de 10 ans.

173. La version révisée et mise à jour du manuel, qui s'appellera désormais le Programme Manual se présentera en deux volumes. Le volume I sera consacré aux politiques du FISE et à ses stratégies, méthodes et procédures en matière de programmes, tandis que le volume II traitera de certains domaines de fond : soins de santé primaires, nutrition, éducation, etc. L'élaboration du volume I a commencé en 1982 et on a rédigé les sections suivantes : compilation sélective des politiques du FISE, planification des programmes et formulation des projets, suivi et évaluation information et statistiques. Les autres sections des deux volumes devraient être prêtes en 1984. Le personnel des services extérieurs est associé étroitement à ce travail de rédaction.

Manuel d'administration du personnel

174. Le Manuel d'administration du personnel, publié en juin 1982, regroupe l'information relative à l'ensemble des statuts et des règlements et à leur application. Il s'adresse principalement aux fonctionnaires chargés des questions d'administration et de personnel dans les bureaux extérieurs.

Ateliers de formation en matière de politiques et de programmes

175. On a signalé dans les chapitres précédents du présent rapport nombre des ateliers qui se sont tenus en 1982. L'objectif de la plupart de ces ateliers est de permettre de procéder à des échanges de vues et de données d'expérience entre pays, et d'identifier les problèmes, les contraintes et les possibilités d'intervention.

176. L'atelier commun OMS/FISE sur les soins de santé primaires, qui s'est tenu en Ethiopie à l'intention de 10 pays africains, était centré sur les questions de politique, de gestion et de formation. Le FISE, en coopération avec l'OMS et la Banque Mondiale, en a organisé un autre en Chine, à l'intention des administrateurs supérieurs des services de santé et des ministres de la planification et de la santé de 15 pays. Les ateliers sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'éducation sanitaire qui se sont tenus en Ethiopie, au Mozambique et au Soudan ont porté sur la nécessité et la possibilité d'incorporer des éléments "éducation sanitaire" et "assainissement" aux programmes relatifs à l'approvisionnement en eau.

177. A un atelier sur les services de base urbains, tenu au Brésil, ont été examinés des secteurs de programme d'importance cruciale pour l'extension des activités de coopération du FISE en milieu urbain dans les années à venir. L'atelier portait sur les thèmes suivants : articulation des programmes locaux axés sur l'action et l'élaboration d'une politique sociale; problèmes pratiques que posent les activités axées sur la collectivité; et coordination et coopération intersectorielles et interinstitutions. Entre autres résultats importants, l'atelier a permis de définir un cadre de travail général pour le renforcement de la collaboration aux services urbains de base, et de désigner certains secteurs précis d'intervention pour l'avenir.

178. Un atelier sur la programmation, convoqué à Istanbul (Turquie) a été consacré aux méthodes de programmation du FISE dans les pays à revenu relativement élevé et à la définition de moyens d'améliorer la coopération du FISE. Les conclusions



formulées à l'issue de l'atelier ont servi de base pour la rédaction du document intitulé "Différentes méthodes de programmation pour des pays placés dans des situations socio-économiques différentes" (E/ICEF/L.1453).

Réunion de Mohonk

179. En février 1982, le Directeur général a présidé un séminaire pour le personnel à Mohonk (New York). Le but de cette réunion était de susciter une réflexion sur les moyens, pour le FISE, d'améliorer et de protéger la situation des enfants, en période de difficultés financières. L'accent a été mis avant tout sur des exemples précis d'approches, d'actions et de méthodes rentables permettant à "une poignée de gens disposant de ressources limitées" d'améliorer et de renforcer la planification et l'exécution des services de coopération du FISE.

180. Les débats ont également porté sur divers autres thèmes : améliorer l'analyse de la situation des enfants à l'échelon national; comment garder trace, sur le plan institutionnel, de l'expérience acquise dans le cadre des programmes fondés sur les collectivités de base; rôle des coordonnateurs résidents du PNUD. On a défini un certain nombre d'idées et de problèmes en ce qui concerne le suivi des programmes sur le terrain et au siège. En raison du succès de la réunion, le Directeur général a décidé d'en convoquer une analogue chaque année.

Suivi et évaluation

181. Le personnel des services extérieurs a fait en 1982 une plus large place aux activités de suivi et d'évaluation. On a poursuivi les efforts visant à développer les capacités de suivi et d'évaluation au niveau national et à faire appel aux compétences nationales.

182. Au Soudan, par exemple, l'Institut d'études sur l'environnement de l'Université de Khartoum a participé à l'évaluation du programme relatif aux eaux de surface dans le sud du Kordofan, et l'Institut d'études sur le développement doit contribuer à la réalisation d'une étude de l'impact de l'ensemble du programme sur l'eau. Le projet de suivi des activités sociales dans la région méridionale du Soudan vise expressément à renforcer les capacités locales. En République de Corée, l'Institut coréen de développement a joué un rôle actif dans l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale des projets bénéficiant de l'assistance du FISE. Au Botswana, le FISE apporte une assistance technique au Bureau central de statistique en vue d'améliorer les méthodes de collecte, de mise en tableaux et d'analyses des statistiques sociales.

183. La coopération du FISE se développant aux échelons régional et local, des mesures ont en outre été prises pour renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des administrations régionales. Au Pakistan, le FISE apporte une aide à deux administrations régionales pour créer des unités de suivi des projets bénéficiant de l'assistance du FISE. Un appui est également fourni pour inscrire les activités de suivi dans le cadre de la planification et de l'exécution à l'échelon du district. Au Panama, des activités intensives de suivi ont été intégrées au projet de potagers familiaux pour les zones urbaines marginales. A Sri Lanka, on s'attache à prendre en considération l'avis et les suggestions des

communautés locales dans les plans d'action relatifs aux projets. On espère ainsi accroître l'efficacité de la coopération du FISE tout en mettant en place un système d'évaluation fondé sur la collectivité.

184. Il a été décidé de procéder à la centralisation et à la synthèse systématiques de l'expérience du FISE dans les trois domaines suivants : approvisionnement en eau et assainissement, assistance aux programmes de formation et projets de développement par zone. On a entrepris une évaluation des projets sur l'eau menés en Birmanie, au Nigéria et au Soudan, qui comprend une analyse des aspects techniques et opérationnels des systèmes d'approvisionnement. Au Nigéria, l'évaluation, plus complète, porte sur l'impact des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement sur la santé et la nutrition infantiles. Au Bangladesh, on a commencé à élaborer des méthodes destinées à évaluer l'impact des programmes de formation bénéficiant de l'assistance du FISE. L'évaluation de cet impact constitue un secteur prioritaire pour d'autres institutions spécialisées et un processus de consultations officielles a été instauré avec l'Unesco. Par ailleurs, il est prévu de procéder à des évaluations plus complètes de l'assistance aux programmes de formation. En ce qui concerne les programmes axés sur des régions, une évaluation du programme de développement régional a été effectuée en Indonésie dans le cadre de l'examen du quatrième plan quinquennal et, en République dominicaine, on a procédé à une évaluation du projet de développement de la région sud-ouest. On devrait pouvoir tirer de ces évaluations un ensemble d'éléments pour améliorer les politiques et la programmation.

185. Pour accroître la fiabilité des données et des statistiques, le FISE a aidé en 1982 un certain nombre de pays à renforcer leur capacité de collecte et d'analyse aux fins de la planification et de la programmation. Cette aide a consisté en une coopération technique assurée par des conseillers dans le cadre de missions de longue durée, ou par des consultants recrutés pour de brèves périodes, et en équipements ou fonds destinés à la formation, à l'achat de matériel pédagogique et de fournitures complémentaires et au financement des dépenses locales. Au Nigéria, le FISE a aidé le gouvernement à élaborer un système de statistiques à l'usage des administrations locales, pour leurs activités de planification, et à réaliser une enquête nationale sur la santé et la nutrition des ménages. En Ethiopie, le FISE a contribué au programme éthiopien d'enquête nationale sur les ménages en fournissant les services d'un conseiller, ainsi que du matériel et des fonds pour la formation. Le programme d'enquête comportera en conséquence une importante composante sociale, portant notamment sur l'accès aux services sociaux et l'évaluation de la situation sanitaire et nutritionnelle. Dans une perspective analogue, au Maroc, le FISE contribue à la réalisation du programme marocain d'enquête nationale sur les ménages, en accordant une importance particulière aux aspects démographiques et sanitaires du programme. Des activités analogues sont en voie de réalisation au Pakistan. En Ethiopie et au Maroc, le FISE apporte un appui direct aux ministères de la santé pour qu'ils améliorent leurs capacités statistiques en procédant à des enquêtes et en modernisant les procédures d'établissement de dossiers administratifs.

186. Des directives ont été publiées par le siège afin d'améliorer l'exécution et la gestion des activités d'évaluation à l'échelon national. Ces directives fournissent aux bureaux extérieurs un certain nombre de principes concernant les points suivants : planification systématique des activités d'évaluation dans le

cadre de la programmation par pays; meilleure exécution des activités d'évaluation; utilisation plus efficace des résultats des évaluations et notification du mandat en vertu duquel sont approuvées les propositions d'évaluation entraînant un montant de dépenses supérieur à 20 000 dollars.

187. En 1982, certaines activités d'évaluation ont été exécutées en coopération avec d'autres organisations. Aux Philippines, par exemple, des consultants de l'OMS ont donné des avis pour les programmes d'immunisation, de services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Des missions communes FISE/OMS ont été prévues pour évaluer les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En Egypte, un consultant de l'Unesco a fourni ses services pour l'assistance en matière d'éducation. Le bureau régional de l'Unesco pour l'Asie orientale et le Pacifique a assuré un appui généralisé aux bureaux de pays dans la région. En Angola, l'OMS a demandé au FISE de participer à une évaluation du PEI.

188. Des progrès ont certes été accomplis dans le suivi et l'évaluation des projets bénéficiant de l'assistance du FISE, mais on ne peut sous-estimer les contraintes et les difficultés inhérentes à cette entreprise. Les bureaux de pays ont fait état de l'absence générale de priorités nationales permettant de guider le travail d'évaluation. On a cité, entre autres obstacles, le faible niveau de formation et de compétence, l'inefficacité des bases de données et l'insuffisance et la surcharge des systèmes de gestion, en particulier aux niveaux périphériques, ainsi que les facteurs comportementaux. Ainsi, un bureau de pays a signalé que "l'un des problèmes rencontrés dans la promotion des activités d'évaluation tient au fait que les responsables gouvernementaux se sentent sur la défensive une fois que l'on entame la phase préparatoire d'une évaluation officielle des programmes". Un autre bureau a indiqué que "l'évaluation est parfois perçue comme une sorte de menace plutôt que comme un instrument destiné à faciliter la gestion du projet concerné". En dépit de ces obstacles, le soutien du FISE aux activités de suivi et d'évaluation vise à renforcer les capacités gouvernementales. Il tend à promouvoir une utilisation plus rationnelle des résultats de ces activités pour améliorer l'exécution des programmes et rendre la coopération du FISE plus efficace et plus rentable. L'action en ce domaine est menée en étroite consultation avec d'autres institutions et avec le Corps commun d'inspection.

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

189. Le FISE apporte un appui direct aux activités de CTPD. Cette assistance est généralement fournie sur la demande des gouvernements mais il arrive parfois que le FISE prenne l'initiative d'appeler leur attention sur certaines possibilités de CTPD qui s'offrent. L'appui du FISE porte sur l'échange de données et d'expérience, la coopération en matière de formation et la communication de renseignements sur l'assistance technique, les consultants, le matériel et l'équipement disponibles dans d'autres pays en développement.

190. Voyages d'étude. Parmi les programmes qui ont retenu l'attention et ont abouti à des visites ou voyages d'étude, on peut citer : le programme de développement rural intégré en République de Corée (Saemaul Undong); le programme d'éducation préscolaire non formelle en République dominicaine; le programme de stimulation mentale précoce des enfants en Colombie; le programme de forage en roches dures et d'entretien des pompes à main communautaires en Inde; les

programmes de soins de santé primaires au Costa Rica et les programmes de nutrition en Inde et en Indonésie. Ces visites ont dans bien des cas entraîné une extension de la coopération technique.

191. Formation. La coopération du FISE en ce domaine prend diverses formes : elle consiste aussi bien à faire appel aux services d'un expert du Nigéria pour organiser la formation d'accoucheuses traditionnelles en Egypte qu'à financer la participation de responsables des politiques à des séminaires, des colloques et des ateliers régionaux et internationaux consacrés aux problèmes des pays en développement. En République de Corée, le FISE a convoqué une réunion consultative internationale sur le développement de l'enfant en vue de susciter des idées novatrices pour les activités de CTPD en Corée; à la suite de cette réunion, le Gouvernement coréen a pris des mesures pour créer un comité de coordination de la CTPD. Le FISE a aussi fourni une aide pour la formation de personnel international dans le cadre du programme de Saemaul Undong. En Thaïlande, le gouvernement a centré son action sur une information et une éducation collective efficaces en matière de soins de santé primaires par le biais d'ateliers régionaux, organisés en collaboration avec l'OMS et le FISE.

192. Assistance technique. Le FISE a offert des services d'experts de pays en développement dans les domaines suivants : planification nutritionnelle et formulation des projets, participation de la collectivité aux soins de santé primaires, formation d'accoucheuses traditionnelles et éducation extra-scolaire des jeunes enfants. Il a également coopéré au renforcement des institutions. On peut citer à titre d'exemple deux projets mis en oeuvre par l'Université des Antilles (le projet sur le rôle des femmes dans le développement et le Centre régional de développement préscolaire), qui s'adressent aux pays des Caraïbes. Le FISE a également coopéré avec les commissions régionales à la promotion de la CTPD.

193. Echanges d'informations. Les échanges d'informations facilitant l'identification rapide des possibilités de CTPD, le FISE a favorisé la communication de connaissances et de données d'expérience entre pays par le canal de différentes publications, dans les domaines qui intéressent son action.

194. Fournitures et équipement. Le FISE encourage la CTPD en augmentant ses achats de fournitures à l'échelon "local" ou, plus précisément, "régional" ou "sous-régional". Ainsi, pour les projets d'alimentation en eau courante mis en oeuvre en Asie, il achète des conduites et des raccords fabriqués dans la région. Un exemple particulièrement spectaculaire est celui de la pompe à main pour puits profonds Mark II, système conçu en Inde avec l'assistance du FISE. Ce système, considéré comme un des meilleurs du genre et vendu à un prix très concurrentiel, est largement répandu dans de nombreux pays. On procède actuellement à de nouvelles améliorations du système et à des essais sur le terrain, en étroite coopération avec la Banque Mondiale et le PNUD. Le nouveau modèle devrait être d'un maniement et d'un entretien plus faciles, et coûterait moins cher.

195. Malgré les nombreux résultats positifs enregistrés en matière de CTPD, d'importants obstacles subsistent, dus notamment au manque de personnel qualifié dans beaucoup de pays en développement, aux problèmes de coordination que posent les activités nécessitant la participation de plusieurs pays et au manque de ressources financières. Ces obstacles sont systématiquement pris en considération



et les bureaux extérieurs du FISE s'efforcent d'assurer aux gouvernements l'aide nécessaire pour les activités de CTPD, chaque fois que des secteurs se prêtant à une collaboration fructueuse entre pays sont identifiés.

V. SECOURS D'URGENCE ET RELEVEMENT

196. Les répercussions des catastrophes naturelles et causées par l'homme en 1982 sont la triste illustration des conditions dangereuses qui continuent à menacer la vie de plusieurs millions d'enfants.

197. Au Liban, le FISE a été appelé à prendre part à des opérations de secours d'urgence et de relèvement à la suite des hostilités qui ont à nouveau éclaté dans le pays; il y a tout lieu d'être fier du travail qu'il a accompli, notamment l'élaboration et le financement en quelques jours d'une première phase de 5,3 millions de dollars, suivie d'un vaste programme de relèvement. Une note d'information intitulée "Opérations de secours d'urgence au Liban" a été publiée sous la cote E/ICEF/Misc.400, et je tiens à exprimer ma reconnaissance à toutes les personnes et à toutes les organisations qui ont contribué au succès remarquable de ces opérations.

198. Cependant, nous devons nous rappeler qu'il nous faut redoubler d'efforts pour parer à tant d'autres situations qui menacent constamment la vie des enfants. Le succès des opérations de secours au Liban a été surtout dû au fait qu'une infrastructure efficace avait résisté aux hostilités. Dans bien d'autres cas, la possibilité d'une assistance internationale à court ou à long terme, se trouve fortement compromise par la faiblesse de l'infrastructure ou son absence totale. Aussi, les prévisions budgétaires soumises au Conseil d'administration pour 1983 comprennent-elles des crédits pour le renforcement de la présence opérationnelle du FISE dans certaines régions, mais surtout dans un certain nombre de pays africains.

199. Dans la plupart des cas d'urgence, le FISE se joint à de nombreux autres partenaires dans un effort commun. Dans le système des Nations Unies, ceux qu'il retrouve le plus fréquemment sont le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM. Le FISE travaille également avec les nombreux services de secours d'urgence des organismes d'aide bilatérale et avec les ONG, dont la collaboration est particulièrement vitale. Le but de ces efforts collectifs est, bien entendu, de répondre au mieux à une situation d'urgence donnée, mais aussi d'assurer la meilleure utilisation possible des apports du FISE et de faire en sorte que la priorité soit donnée dans les opérations de secours aux besoins spécifiques des enfants et de leurs familles. Ces efforts collectifs ont été améliorés en 1982 par le renforcement du groupe de secours d'urgence au siège.

200. Le groupe de secours d'urgence a pris plusieurs mesures dans le cadre de l'organisation pour rendre l'intervention du FISE plus efficace en cas d'urgence dans trois domaines principaux : il a revu la section du nouveau Manuel des programmes traitant des secours d'urgence et donné des directives plus pratiques au personnel sur le terrain; il a coopéré avec la Division du personnel et de l'administration à la révision du fichier du personnel participant aux secours

d'urgence et a élaboré du matériel de formation destiné à ce personnel et, avec l'aide de la Division des services de programme sur le terrain en particulier, il a établi des systèmes d'alerte rapide internes en cas de catastrophe et d'urgence.

201. En 1982, des prélèvements sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence d'un montant total de 2,5 millions de dollars ont été autorisés pour 22 pays. (Le Conseil d'administration a porté le Fonds de réserve pour les secours d'urgence de 1 million de dollars par an à 3 millions de dollars en 1981. Le Fonds est automatiquement crédité au début de chaque année civile d'un montant égal aux dépenses autorisées par le Directeur général l'année précédente.) Le tableau 1 résume cette aide d'urgence. Le tableau 2 reprend les montants prélevés sur les crédits affectés au programme ordinaire en faveur des secours d'urgence et de relèvement, qui ont atteint 34,6 millions de dollars en 1982.

202. Au Kampuchea, le rôle directeur du FISE s'est achevé à la fin de 1981 et les opérations de secours d'urgence ont alors été entièrement intégrées au programme de pays ordinaire.





Tableau 1

Prélèvements sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence
autorisés en 1982 par le Directeur général

Pays	Nature de l'urgence et action entreprise	Montant autorisé (en dollars E.-U.)
<u>Afrique</u>		
Bénin	<u>Inondation.</u> Envoi de fournitures médicales et de vaccins par avion	20 000
Botswana	<u>Sécheresse.</u> Fourniture d'ustensiles de cuisine et d'équipement pour l'approvisionnement en eau	152 000
Cap-Vert	<u>Sécheresse.</u> Fournitures médicales, vitamines, véhicules et autres secours	100 000
Madagascar	<u>Cyclones et inondations.</u> Envoi par avion de fournitures médicales indispensables	80 000
Mauritanie	<u>Sécheresse.</u> Fourniture de vaccins, médicaments et articles médicaux divers, et aide pour le forage de puits, outils pour la production vivrière et matériel de transport	200 000
Mozambique	<u>Sécheresse.</u> Fourniture de médicaments divers et de complexes vitaminés	12 000
Ouganda	<u>Personnes déplacées.</u> Fourniture de sels de réhydratation, médicaments divers, K-Mix II d'UNIPAC et frais locaux de transport et d'installation d'unités de stockage portatives, plus coût des services de consultants pour la gestion et le contrôle du programme de secours	50 000
Rwanda	<u>Réfugiés.</u> Fourniture de vaccins, produits pharmaceutiques, citernes à eau et ustensiles de cuisine	70 000
Tchad	<u>Sécheresse et guerre civile.</u> Fourniture de médicaments essentiels et assistance logistique pour le transport de la nourriture et autres secours en nature	400 000
Zambie	<u>Epidémie de méningite.</u> Fourniture de pénicilline (procaïne et benzyle)	20 000

/...

Tableau 1 (suite)

Pays	Nature de l'urgence et action entreprise	Montant autorisé (en dollars E.-U.)
<u>Amériques</u>		
Guatemala	<u>Inondation.</u> Fourniture de matériaux de couverture et de pièces détachées pour la réparation du système d'approvisionnement en eau	40 000
Honduras	<u>Inondation.</u> Fourniture de matériel d'adduction d'eau et de comprimés d'halazone	35 000
Nicaragua	<u>Inondation.</u> Fourniture de tôles de toiture et de couvertures achetées sur place	25 000
<u>Asie</u>		
Chine	<u>Tremblement de terre (reconstruction).</u> Appui aux efforts de reconstruction en cours par la distribution de fournitures et de matériel pour des centres préscolaires et des maternités, et aide pour l'exécution accélérée de programmes de formation d'instituteurs. Fournitures achetées entièrement sur place	200 000
Inde	<u>Inondation.</u> Secours immédiats pour les centres de protection de l'enfance, installation de pompes à main et mise en place de programmes de nutrition de trois mois pour les enfants et les mères	300 000
Maldives	<u>Diarrhée et choléra.</u> Fourniture de chlorure de chaux, de comprimés de sulfate de néomycine et de sels de réhydratation à administrer par voie buccale et assistance logistique pour le transport de secours en nature	30 000
Sri Lanka	<u>Inondation.</u> Fourniture de médicaments essentiels et achats sur place de chlorure de chaux	40 000
Tonga	<u>Cyclone.</u> Fourniture de citernes à eau, de pompes éoliennes et transport par avion de divers médicaments, fournitures et trousseaux médicales, et vitamines en provenance d'UNIPAC	50 000



/...



Tableau 1 (suite)

<u>Pays</u>	<u>Nature de l'urgence et action entreprise</u>	<u>Montant autorisé (en dollars E.-U.)</u>
<u>Asie (suite)</u>		
Viet Nam	<u>Typhon.</u> Fourniture de matériaux de couverture, de tissu pour vêtements d'enfants, de couvertures de bébé, de savon et de matériel médical	175 000
<u>Méditerranée orientale</u>		
Liban	<u>Action militaire.</u> Premiers secours en attendant les 5 millions de dollars demandés pour un programme de secours d'urgence de 90 jours (voir E/ICEF/Misc.400)	200 000
Yémen	<u>Tremblement de terre.</u> Transport par avion de matériaux pour abri, couvertures, lampes à kérosène, ustensiles de cuisine, médicaments et fournitures et troussees médicales	201 000
Yémen démocratique	<u>Inondation.</u> Transport par avion de tentes et couvertures	<u>100 000</u>
Total		<u><u>2 500 000</u></u>

Tableau 2

Programmes de secours d'urgence et de relèvement auxquels
 des fonds provenant de la masse commune des ressources et
 des contributions spéciales ont été affectés en 1982

Pays	Nature des secours	Dépenses (en dollars E.-U.)
<u>Afrique</u>		
Angola	Secours d'urgence	11 084
	Réaménagement	376 542
Djibouti	Secours d'urgence	5 175
	Relèvement	223 706
Ethiopie	Relèvement	1 292 404
	Secours d'urgence	169 311
Gambie	Secours d'urgence	18 410
Guinée équatoriale	Relèvement	10 667
Kenya	Secours d'urgence	2 198
Ouganda	Secours d'urgence	1 450 913
	Relèvement	3 436 315
Mauritanie	Relèvement	23 333
République centrafricaine	Secours d'urgence	3 097
	Réaménagement	202 736
République-Unie du Cameroun	Secours d'urgence	28 081
Somalie	Secours d'urgence	427 434
	Relèvement	271 949
Swaziland	Secours d'urgence	8 221
Tchad	Relèvement	61 177
Zaïre	Secours d'urgence	24 746
Zambie	Secours d'urgence	3 981
Zimbabwe	Relèvement	635 977



/...

Tableau 2 (suite)



<u>Pays</u>	<u>Nature des secours</u>	<u>Dépenses</u> (en dollars E.-U.)
<u>Amériques</u>		
Colombie	Relèvement	43 101
El Salvador	Secours d'urgence	2 435
Haïti	Relèvement	116 839
Jamaïque	Secours d'urgence	1 046
Nicaragua	Secours d'urgence	4 435
Paraguay	Secours d'urgence	4 000
Sainte-Lucie	Secours d'urgence	1 600
Saint-Vincent-et-Grenadines	Relèvement	34 088
<u>Asie</u>		
Inde	Relèvement	211 295
Indonésie	Secours d'urgence	29 380
Kampuchea a/	Secours d'urgence	7 588 519
	Relèvement	1 186 467
Maldives	Secours d'urgence	2 737
Pakistan	Secours d'urgence	1 344 030
Samoa	Secours d'urgence	500
Sri Lanka	Secours d'urgence	22 347
Thaïlande	Secours d'urgence	19 755
Tonga	Secours d'urgence	5 815

/...

Tableau 2 (suite)

Pays	Nature des secours	Dépenses (en dollars E.-U.)
<u>Méditerranée orientale et Afrique du Nord</u>		
Algérie	Secours d'urgence	80 862
	Relèvement	5 781
Liban	Relèvement	9 617 770
	Secours d'urgence	5 259 218
Soudan	Relèvement	254 207
Yémen démocratique	Secours d'urgence	11 685
	Total	<u>34 535 369</u>

a/ Comprend l'opération de secours au Kampuchea à Phnom Penh, dans le nord-ouest du Kampuchea et dans les zones affectées de la Thaïlande.



/...

VI. APPUI SUR LE PLAN INTERNATIONAL ET AU NIVEAU DES COLLECTIVITES



Comité des relations extérieures

203. Créé en 1981, le Comité des relations extérieures (CRE) coordonne les relations extérieures du FISE. En 1982, les activités du Comité ont porté sur les relations avec les gouvernements, les organisations internationales, les comités nationaux et les ONG; il s'est préoccupé des questions générales qui intéressent le FISE et a cherché les moyens de mieux appuyer ses politiques et ses programmes.

204. On trouvera dans le document publié sous la cote E/ICEF/L.1455 une étude d'ensemble sur les relations extérieures du FISE, que le Conseil d'administration avait demandée en 1982. Cette étude présente dans leur contexte les principaux secteurs dans lesquels le CRE a exercé ses activités en 1982, notamment :

a) La suite donnée aux recommandations contenues dans le rapport "UNICEF Publications and Publishing Policies", a abouti à une rationalisation des publications et stimulé un effort pour répondre aux besoins d'information des comités nationaux et des ONG;

b) Le suivi du rapport "UNICEF and Non-Governmental Organizations" qui a été diffusé auprès des bureaux extérieurs, des comités nationaux et des ONG : ceux-ci ont été priés de donner leur avis sur les recommandations qui figurent dans ledit rapport 1/. Un groupe de travail du CRE prépare actuellement des directives à partir des politiques en vigueur. Le document E/ICEF/L.1455 étudie également les nouvelles possibilités de coopération;

c) La coordination de la publication et de la diffusion du rapport La situation des enfants dans le monde, 1982-1983, qui a connu un immense succès (voir E/ICEF/L.1455, par. 124 à 130).

Groupe d'étude sur le secteur privé

205. Le CRE a créé un groupe d'étude pour encourager l'appui du secteur privé au FISE. Des consultations ont permis d'établir pour les collectes de fonds des directives qui sont actuellement examinées par le CRE et par les comités nationaux.

Historique du FISE

206. En ce qui concerne l'histoire du FISE dont le Conseil d'administration avait demandé la réalisation en 1982, le CRE a mis au point un plan de travail général. On établit des archives pour la documentation orale, visuelle et écrite. Une série d'interviews de figures marquantes dans l'histoire du FISE, de membres du Conseil d'administration, de cadres à la retraite, des fonctionnaires en activité, etc., a été entreprise. Les bureaux extérieurs et les comités nationaux préparent leur propre histoire dans le cadre de ce projet.

Représentation du FISE

207. On s'est préoccupé d'améliorer la représentation du FISE aux réunions qui se tiennent à New York, à Genève et sur le terrain ainsi que leur suivi, en instituant un système d'information préalable de compte rendu.

/...

Comités nationaux pour le FISE

208. L'activité des comités nationaux a eu des résultats remarquables en ce qui concerne la collecte des fonds, les activités de promotion et d'information et l'éducation pour le développement.

209. Chaque année, le montant net des recettes provenant de la campagne de vente de l'Opération cartes de vœux de l'année précédente est versé à la masse commune des ressources du FISE. Les comités nationaux sont les principaux distributeurs des articles et les ventes représentent quatre cinquièmes du montant net des recettes de l'Opération. Les efforts déployés par les comités nationaux ont rapporté au FISE 13,6 millions de dollars en 1982.

210. En outre, les fonds recueillis directement pour le FISE par les comités nationaux ont considérablement augmenté, passant de 12,7 millions en 1978 à 41 millions en 1982, comme le montre le tableau 3.

Tableau 3

Recettes du FISE provenant des comités nationaux

(à l'exclusion des recettes de l'Opération cartes de vœux)

<u>Année</u>	<u>Montants versés à la masse commune des ressources</u>	<u>Montants versés à des fins spécifiques</u>		<u>Total</u>	<u>Total général</u>	<u>Pourcentage du montant total des recettes du FISE</u>
		<u>Kampuchea</u>	<u>Autres</u>			
(En milliers de dollars des Etats-Unis)						
1978	6 909	-	5 785	5 785	12 694	6
1979	15 182	4 244	13 020	17 264	32 446	13
1980	22 863	5 149	11 593	16 742	39 605	13
1981	18 718	1 084	14 693	15 777	34 495	12
1982	26 644	-	14 364	14 364	41 008	11

211. En 1982, les sommes recueillies par les comités nationaux se sont élevées à 55 millions de dollars, soit 15 p. 100 du montant total des recettes du FISE.



/...

212. Des membres des comités nationaux ont effectué en 1982 des voyages d'étude sur le terrain notamment en Arabie saoudite, à Sri Lanka et au Viet Nam. Des groupes de l'Association du Japon se sont également rendus en Birmanie et en Thaïlande, et un groupe du Comité national canadien est allé en Bolivie et au Pérou. Des visites de fonctionnaires des services extérieurs du FISE à plusieurs comités nationaux européens ont amélioré les rapports entre les opérations locales et les groupes d'appui pour les activités de promotion. Ces visites ont également permis de montrer l'usage effectif qui était fait des contributions des donateurs.

213. La Réunion des comités nationaux européens a eu lieu à Sofia (Bulgarie). A cette occasion, les participants ont pu étudier l'expérience bulgare des 35 dernières années dans la mise en place d'une infrastructure sociale en faveur des enfants à l'échelle du pays. La Réunion a approuvé l'approche intégrée adoptée par le FISE en matière de relations extérieures et le rôle essentiel qu'elle affecte aux comités nationaux. A l'issue de la réunion, des enfants de nombreux pays ont manifesté leurs talents artistiques lors d'une assemblée internationale de l'enfance qui avait pour titre "L'étendard de la paix".

214. Le Comité national des Etats-Unis a collaboré avec l'organisation suédoise de protection de l'enfance, Rädga Barnen, pour préparer l'exposition "Arbre de vie", à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

215. Les comités nationaux ont continué à élargir leurs campagnes de promotion et de collecte de fonds. Grâce aux efforts spéciaux qu'ils ont déployés pour diffuser La situation des enfants dans le monde, 1982-1983, la portée de ce rapport a été considérable.

216. Les comités nationaux n'ont pas seulement recueilli des fonds pour les programmes à long terme du FISE, ils ont aussi lancé des appels en faveur du programme de secours d'urgence destiné au Liban. Les comités australien et néo-zélandais se sont rapidement mobilisés pour le projet de secours d'urgence en faveur des Tonga ravagées par un cyclone.

Organisations non gouvernementales (ONG)

217. Le FISE a continué à étendre ses activités de coopération avec les ONG, au niveau international et dans un certain nombre de pays en développement.

218. Les effectifs du Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE ont augmenté de plus d'un tiers depuis 1979 et comprennent désormais 134 groupes professionnels et bénévoles internationaux s'intéressant directement ou indirectement aux enfants. Ces organisations sont dotées du statut consultatif auprès du FISE. La liste des correspondants nationaux et internationaux, surtout originaires de pays en développement, s'allonge également. En tout, quelque 400 organisations participent aux activités et bénéficient de l'information grâce aux bureaux de liaison du FISE avec les ONG à New York et Genève.

219. Cette participation élargie et plus diversifiée a permis de se concentrer davantage sur la programmation axée sur un problème spécifique (situations d'urgence, soins de santé primaires, eau et assainissement, par exemple), et le secrétariat a pu répondre plus efficacement aux besoins et aux demandes des ONG.

/...

220. La coopération avec les ONG a augmenté de façon spectaculaire au niveau des pays. Des organismes internationaux tels que CARE et Le Secours catholique collaborent avec le FISE dans les Caraïbes (notamment en République dominicaine et en Haïti) et en Amérique latine. Dans certains pays (notamment au Brésil et au Guatemala), des accords conclus avec le gouvernement permettent au FISE d'apporter son appui à des coalitions d'ONG nationales dans des domaines comme celui des enfants abandonnés, de l'alimentation du nourrisson et des services urbains. Grâce aux efforts de ces coalitions, la participation populaire aux programmes du FISE a augmenté et on a pu étendre valablement la prestation des services de base à un plus grand nombre d'enfants et de familles en mettant directement les ressources à la disposition des collectivités.

221. En Asie et en Afrique, les associations Save the Children, l'International Co-ordinating Committee, la Fédération luthérienne mondiale, les Mennonites, l'International Human Assistance Programme, Concern, Africare et l'African Medical and Research Foundation participent, avec beaucoup d'autres organisations, à des programmes de formation des maîtres et des agents sanitaires, de prévention des incapacités de nutrition, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Dans un certain nombre de pays africains, notamment au Botswana, au Malawi, au Zaïre et au Zimbabwe, des volontaires d'Oxfam et de Volunteer Service Overseas dispensent également des services de base. La coopération avec des organisations nationales telles que l'Organisation des femmes du Mozambique et Tanzanian Community Development Trust ainsi qu'avec un grand nombre de sociétés de la Croix-Rouge a été intégrée à plusieurs programmes de pays. Pour assurer une collaboration plus régulière avec ces groupes et pour mieux coordonner les efforts.

222. Au Bangladesh, en Inde, au Pakistan et à Sri Lanka par exemple, des groupes nationaux ont pris part à la planification des programmes et, dans plusieurs cas, ils jouent un rôle prépondérant dans l'exécution de certains projets réalisés avec l'aide du FISE. En Chine et en République démocratique populaire lao, des organisations nationales de femmes ont contribué à l'exécution de programmes d'alphabétisation, de nutrition et d'approvisionnement en eau; aux Philippines, il y a eu des contacts plus fréquents avec des groupes professionnels nationaux comme la Société de pédiatrie et l'Association médicale.

223. Au Moyen-Orient, le FISE a collaboré essentiellement avec les organisations nationales, mais a entretenu des contacts étroits avec plusieurs ONG internationales pour les secours d'urgence et l'aide aux réfugiés. Au Bahreïn, en Egypte et en Oman, des groupes nationaux ont participé à la conception et à l'exécution de programmes de nutrition, de promotion de la femme, d'assainissement et de soins de santé primaires.

224. Dans les situations d'urgence, la coopération entre le FISE et les ONG s'est poursuivie au Kampuchea et en Afrique de l'Est et elle s'est intensifiée pendant la guerre du Liban. De plus, les ONG ont notablement contribué aux programmes d'aide et de réinstallation destinés aux personnes déplacées à cause de la guerre ou de catastrophes naturelles, soit dans leur propre pays, soit dans d'autres régions quand le retour dans les foyers était impossible.



Division de l'information



225. La Division de l'information a pris des mesures l'année dernière pour mieux intégrer ses efforts à l'échelle mondiale. On a établi des thèmes prioritaires et engagé des consultations avec les bureaux de pays pour introduire un élément d'information dans les plans de travail. On a examiné les incidences budgétaires et identifié des domaines d'action commun. On est arrivé ainsi à diriger de façon plus précise, l'appui au niveau international et sur le plan local aux programmes en cours; c'est ce que le document sur les relations extérieures (E/ICEF/L.1455) appelle "L'appui aux programmes par les communications".

226. L'appui à la politique et aux programmes par les communications fait intervenir des compétences relevant à la fois de l'information et des communications pour l'appui aux projets; il porte sur des problèmes de politique mondiale et, au niveau national, sur des objectifs particuliers de programme en association avec les médias, les ressources et les spécialistes de l'information locaux. En conséquence, la communication est traitée comme un élément intégrant du programme, qu'il s'agisse d'un plaidoyer visant à changer les attitudes ou d'une information visant à fixer les changements de comportement.

227. Cette nouvelle orientation a déjà montré ce qu'elle pouvait faire pour appuyer les politiques du FISE, notamment par l'action menée au niveau mondial ces dernières années pour lutter contre le recul de l'allaitement au sein dans les villes et, plus récemment, par les efforts redoublés visant à attirer l'attention sur les moyens de réduire la mortalité infantile.

228. A l'échelon national, les bureaux extérieurs d'information ont travaillé en 1982, à promouvoir l'allaitement maternel au Brésil en faisant appel aux médias, à encourager l'usage d'aliments supplémentaires locaux et l'iodisation du sel en Indonésie, et à stimuler le développement rural dans le centre de la Jamaïque, au moyen de dramatiques radiodiffusées. En Inde, une coopération avec le Ministère de l'information et de la radiodiffusion a incité celui-ci à consacrer des ressources aux services de base et au Sénégal, une section de l'information pour le développement social a été établie au Centre d'étude des sciences et techniques de l'information.

229. Comme on l'a signalé par ailleurs, le rapport annuel sur La situation des enfants dans le monde est maintenant envoyé directement à au moins 12 000 journaux en 20 langues, et un beaucoup plus grand nombre d'exemplaires sont diffusés par les services internationaux de diffusion. Une diffusion complémentaire par la radio et la télévision et des comptes rendus de presse ont atteint un public représentant des millions de personnes. Une version du rapport publiée sous forme de brochure, ainsi qu'une étude de cas sur des situations particulières, ont été publiées pour la première fois l'année dernière par Oxford University Press en anglais, par Siglo XXI De España Editores en espagnol et par Sekkai No Ugoki Sha Tokyo en japonais.

230. Le Rapport annuel du FISE a été remanié : en 1982, il contenait des profils de situations particulières intéressant le développement, et sa présentation était plus graphique. La publication, la plus largement diffusée, Faits et chiffres, a

été rendue plus accessible au grand public auquel elle est destinée. Nouvelles de l'UNICEF, publication trimestrielle, a continué à gagner de nouveaux lecteurs et en 1982, le Comité national français a commencé à publier la version française. Le Comité national espagnol publie déjà l'édition espagnole. Le Bulletin d'information, le Bulletin des ONG et Dev/Ed News and Notes ont cessé d'être publiés et leurs fonctions ont été reprises par Forum d'idées.

231. On s'est aussi efforcé d'étudier un processus plus rationnel de rassemblement de l'information, tant à l'intérieur de l'organisation qu'au-delà. La Division s'est inscrite à deux bases de données extérieures et a entrepris une étude de ses propres besoins en matériel de référence; ce processus a abouti à la mise en place d'un cadre organisé aux fins de références et de recherche de l'information.

232. Pendant la situation d'urgence au Liban, un groupe du siège, sous le contrôle du Directeur exécutif adjoint responsable des opérations, a publié une série de notes d'information pour la presse et de rapports de situation pour l'information des services intérieurs et des donateurs. Des missions ont été organisées pour produire un film à l'intention des médias et à l'usage des comités nationaux et pour inciter directement la presse internationale à Beyrouth à rendre compte des travaux exécutés par le personnel du FISE resté sur place.

233. Dans le cas de la situation d'urgence au Tchad, un certain nombre de missions et de visites de reporters photographes et journalistes européens ont aidé à mieux faire comprendre les difficultés du pays.

Appui aux collectes de fonds

234. L'appui aux collectes de fonds par l'information, en particulier en Europe, a aidé à obtenir les contributions italiennes qui ont financé le programme commun OMS/FISE pour l'amélioration de la nutrition. A New York et à Genève, ainsi qu'au bureau régional du Moyen-Orient, on s'est essentiellement attaché à renforcer l'appui au Programme du golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND). Une rencontre de journalistes organisée à Abu Dhabi pour l'anniversaire de l'Agfund a réuni des écrivains de pays du golfe et d'Europe. Parmi les journaux représentés figuraient Le Monde, La Stampa, Le Soir, Expresso, Frankfurter Rundsham et The Guardian.

235. Le Bureau de Genève, en collaboration avec les comités nationaux et les bureaux extérieurs, a continué d'organiser des visites sur le terrain pour les médias, ainsi que des coproductions télévisées avec des sociétés de République fédérale d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de Suisse. En novembre, plusieurs journalistes ont assisté à la réunion de la Conférence de l'Union interparlementaire à Yaoundé, et ont ensuite recueilli des renseignements de première main sur la situation des enfants en Afrique de l'Ouest. Plus tôt dans l'année, un séminaire international de journalistes réuni à La Rabida (Espagne) s'était concentré sur la situation des enfants en Amérique latine.



Manifestations spéciales



236. En août, des millions de personnes de 60 pays ont vu à la télévision un match de football Europe contre le reste du monde, joué pour le bénéfice du FISE en présence d'une foule de 78 000 personnes au Giants Stadium de New Jersey (Etats-Unis d'Amérique). En Autriche et en Espagne, des concerts de bienfaisance ont suscité une vaste publicité dans la presse ainsi que des recettes importantes. En Europe également, deux disques ont été produits en vue de faire connaître plus largement le FISE, l'un sous le patronage du Parlement européen et l'autre par le Comité national suisse, à la suite d'un concours international de chant pour enfants. Un livre de chansons tirées du concours sera aussi utilisé pour des activités d'éducation pour le développement.

237. Un certain nombre de premières de films ont permis de recueillir des fonds, et des matériels d'éducation pour le développement et d'autres avantages ont été tirés de celle de Ghandi. Pour ce film, le Bureau régional de l'Asie centrale du Sud a fait un gros effort pour mettre au point des matériels d'information à l'occasion de la première mondiale organisée à New Delhi. Certains comités nationaux et bureaux extérieurs participeront aussi à des premières dans d'autres pays, et mettent au point leurs propres matériels et initiatives pour associer Ghandi aux principes de l'autosuffisance et de l'interdépendance.

238. Un certain nombre d'expositions sur divers aspects du processus de développement social et des travaux du FISE ont été organisées en Europe, dont une sur l'usage de papier fait et peint à la main au Népal, pour les cartes de vœux et les enveloppes du FISE, accompagnée d'un jeu de diapositives éducatives sur certaines réalisations qui avaient découlé du projet, comme la construction de latrines et l'établissement d'une garderie.

239. Les ambassadeurs bénévoles du FISE ont continué à s'efforcer d'appeler l'attention sur les besoins des enfants. Danny Kaye a visité les Pays-Bas, Liv Ullmann est allée en Haïti et en République dominicaine et Peter Ustinov s'est rendu en République fédérale d'Allemagne, en Australie, en Espagne et aux Philippines. Des préparatifs sont en cours pour la célébration du trentième anniversaire de l'association de M. Kaye avec le FISE.

Matériel audio-visuel

240. Plusieurs films et cassettes vidéo ont été produits ou coproduits l'an dernier à l'intention des médias dans un certain nombre de pays, à l'appui du lancement de La situation des enfants dans le monde, 1982-1983. Des messages publicitaires filmés et radiodiffusés ont été réalisés et distribués avec l'aide des comités nationaux, des bureaux extérieurs et des services commerciaux.

241. Des coproductions atteignant des millions de téléspectateurs ont été réalisées avec des stations de radiodiffusion en Europe, en Amérique du Nord, au Japon et en Australie. Des programmes visant les activités de plaidoyer, les collectes de fonds et l'éducation pour le développement ont aidé les comités nationaux et le FISE à atteindre leurs objectifs d'information et d'éducation du public. Notamment, des coproductions ont été mises au point avec VARA-TV (Pays-Bas), la

/...

Canadian Broadcasting Corporation (CBC), la Commission de radiodiffusion australienne, Thames Television au Royaume-Uni, NHK, FUJI-TV et ZDF au Japon, et Visnews.

242. Plusieurs documentaires ont été aussi réalisés en 1982. Herbal Medicine, Fact or Fiction, A Child's Horizon (cécité chez les enfants) et A Kind of Paradise (situation des enfants dans la zone des Caraïbes) sont distribués aux comités nationaux, aux ONG et aux bureaux extérieurs. En outre, près de 2 000 copies de films en 10 langues différentes ont été distribuées. Le succès remporté dans le domaine des informations vidéo a suscité une expansion et une amélioration de l'équipement et une réévaluation des modes de distribution de films et de cassettes.

Éducation pour le développement

243. En 1982, les activités d'éducation pour le développement ont compris des séminaires, des séances d'instruction, des expositions et la production et la distribution de matériels didactiques.

244. En septembre, une réunion d'experts sur l'éducation pour le développement a eu lieu à Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques) avec des participants de 15 pays européens. Ceux-ci ont proposé des méthodes pour renforcer les contacts entre les bureaux extérieurs, New York et Genève et les comités nationaux.

245. Parmi les matériels produits figuraient des tableaux muraux, des jeux, des brochures, des films, des documents "ed/dev" et des pochettes d'étude. La pochette sur le Liban, distribuée au moment de la situation d'urgence de 1982, a été bien accueillie de même que les pochettes sur les femmes, la santé et le développement et sur les infirmités qui ont été mises au point conjointement avec les membres du comité commun de l'information des Nations Unies et des ONG.

246. Le Comité national canadien a constitué des sous-comités sur l'éducation pour le développement dans toutes les provinces du pays et un conseil national de l'éducation pour le développement a été établi au Japon. Un film a été réalisé en coproduction avec la VARA-TV des Pays-Bas et un projet analogue est en cours avec la Commission australienne de radiodiffusion. Aux Etats-Unis, de grandes ONG distribuent à leurs membres des matériels du FISE sur l'éducation pour le développement.

247. La demande de matériels continue à croître. Selon la situation, les comités nationaux devront soit reproduire eux-mêmes les articles, soit les commander à Genève ou à New York. Par exemple, la série de brochures Games around the World a été reproduite par les comités nationaux des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, tandis que plus de 1 000 pochettes A Drop of Water ont été livrées. En outre 1 700 jeux de diapositives ont été envoyés aux comités nationaux pour leurs propres publications.

Opération cartes de vœux

248. Durant la campagne de 1981 (1er mai 1981-30 avril 1982), 115 030 710 cartes, 496  calendriers, 292 090 boîtes de papier à lettre et autres articles connexes ont été vendus dans 135 pays (E/ICEF/AB/L.245). Ces ventes représentaient un chiffre d'affaires brut de 46 775 686 dollars, soit un revenu opérationnel net de 16 712 983 dollars pour la masse commune des ressources du FISE.



249. Dans une conjoncture économique généralement peu favorable, il est particulièrement difficile de maintenir l'élan des ventes. En conséquence, en consultation avec les comités nationaux, on a fixé pour l'Opération cartes de voeux des objectifs de vente qui en détermineront l'orientation pour les cinq prochaines années. Un objectif de 75 millions de cartes a été établi pour 1987 (soit 100 millions de cartes pour l'Europe et 75 millions pour les zones couvertes par New York). L'effort de vente fait au Moyen-Orient s'est traduit par une croissance continue dans cette zone.

250. Les cartes de voeux du FISE sont par tradition identifiées aux fêtes de Noël et du Jour de l'An. Pour développer ces ventes et assurer une répartition plus égale au cours de l'année, on a mis sur le marché des cartes et des articles de cadeau convenant à toutes les circonstances. Deux de ces produits, le bloc de bureau et la pochette de correspondance reprennent des modèles de carte des années antérieures. Pour faire un usage maximum des cartes produites, on ne vend sur certains marchés que des modèles mis en vente les années précédentes. L'Opération cartes de voeux continue à mettre l'accent sur le caractère international des compositions et offre des sujets convenant aux collectivités islamiques et des cartes pour le nouvel an juif et d'autres marchés spéciaux. On a aussi passé commande à une entreprise de fabrication de papier népalaise financée par le FISE, de 500 000 cartes qui doivent être vendues en Europe et en Amérique du Nord en 1983.

251. Des produits brevetés continuent à rapporter des redevances importantes au FISE. le Programme d'émission de timbres des Nations Unies de la série des drapeaux, qui est dans sa troisième année, fonctionne avec succès dans huit pays. Trois programmes numismatiques sont aussi en cours, un pour l'Année internationale de l'enfant, qui doit s'achever en 1983, un pour l'Année internationale des personnes handicapées et un autre pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, lancée en mars 1983.

252. Dans le cadre des efforts visant à atteindre les objectifs de vente fixés pour les cinq années à venir, le potentiel de croissance des ventes de cartes de voeux dans les pays en développement doit être reconnu. Pour assurer un appui maximum du FISE aux ventes de cartes de voeux sur ces marchés, on a pris contact avec chacun des bureaux régionaux pour mettre au point des plans prévoyant une intervention élargie des bureaux extérieurs du FISE.

253. La collaboration de bénévoles continue à jouer un rôle vital dans le succès des ventes de cartes de voeux dans le monde entier, en dépit des difficultés croissantes que posent leur recrutement et leur entretien dans une conjoncture économique difficile.

254. Comme les années précédentes, des artistes et des musées ont offert leurs oeuvres au FISE. Pour la saison 1982, un total de 180 sujets de cartes ont été offerts par 105 artistes et 47 musées de 39 pays. En outre, des photographes de renommée internationale ont offert 64 compositions pour le calendrier de 1983.

Collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies

255. Des liens avec d'autres organismes des Nations Unies ont été établis avec une énergie et un sérieux renouvelés en 1982. Le Directeur exécutif a tenu une série de réunions "au sommet" avec divers chefs d'organisation, dont ceux de la Banque Mondiale, de l'OMS, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et du PAM, pour étudier la possibilité d'une collaboration meilleure et plus étroite en vue des objectifs communs et d'une action de soutien en faveur des enfants et des femmes.

256. Des relations de travail étroites se sont maintenues avec le PNUD, à New York et sur le terrain, le PNUD participant à l'étude préalable et à l'examen des programmes de pays. Le FISE a continué de participer activement à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, sous la présidence du PNUD. Il préside également le Groupe de travail sur les femmes et l'eau, avec l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

257. Le Groupe consultatif mixte des politiques composé des représentants du PNUD, du Fonds des Nations Unies en matière de population (FNUAP) et du FISE a continué à se réunir régulièrement. Le Groupe s'est concentré, au cours de l'année, sur les activités d'évaluation et a étudié la possibilité de procéder à des évaluations conjointes dans certains domaines d'activités. Il s'est aussi attaché à améliorer la coordination des programmes en faveur des femmes et la collecte de données.

258. Le système des coordonnateurs résidents des Nations Unies a été réexaminé durant l'année, en fonction de l'expérience pratique du FISE. Celui-ci estime que la structure des équipes prévues dans le cadre de ce système offre des possibilités tout à fait particulières pour mobiliser l'intérêt, la participation et les ressources d'autres organisations, éviter les lacunes et les doubles emplois, faire un meilleur usage du "marché aux idées" et renforcer mutuellement les aptitudes et les ressources de chacun pour répondre aux besoins les plus essentiels des enfants. En période d'austérité économique en particulier, le FISE ne peut espérer réussir dans sa mission auprès des enfants sans une coordination et une collaboration étroites avec les autres organismes, les gouvernements et les collectivités intéressés.

259. Le Directeur exécutif et plusieurs fonctionnaires de rang supérieur ont rencontré le Président et des cadres de la Banque Mondiale en novembre 1982 et ont échangé des idées au sujet de l'intensification de la collaboration et de l'appui mutuel dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, des taudis urbains et des combustibles pour les ménages. Le FISE espère collaborer étroitement avec la Banque Mondiale dans ces domaines, au niveau mondial comme à l'échelon des pays.

260. La coopération entre le FISE et l'OMS continue de se développer. Le Directeur exécutif a eu avec le Directeur général de l'OMS des entretiens approfondis au sujet des actions complémentaires requises en ce qui concerne les médicaments essentiels et la nutrition dans le cadre des soins de santé primaires. Les réunions intersecrétariats des deux organisations ont continué de se tenir régulièrement pour contrôler les progrès accomplis dans des domaines de collaboration tels que le PEI et la lutte contre les maladies diarrhéiques.

261. Les deux organisations ont aussi collaboré étroitement avec les pays ret^{us} aux fins d'un appui spécial pour l'application de stratégies nationales, comme l'avait prévu le Comité mixte des directives sanitaires OMS/FISE en 1981. Comme on l'a vu au chapitre II, les deux organisations ont aussi travaillé de concert au programme commun OMS/FISE sur l'amélioration de la nutrition et à la distribution de médicaments essentiels.

262. Comme indiqué au chapitre III, le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Unesco se sont rencontrés en avril 1982 pour étudier les moyens de parvenir à une collaboration plus effective dans le domaine de l'éducation, ce qui a abouti à un effort concerté tendant à promouvoir l'enseignement primaire universel et la disparition de l'analphabétisme. Ils sont aussi convenus de la nécessité de considérer le développement de l'éducation dans le contexte culturel national et comme l'instrument d'un développement autochtone plutôt que comme une force aliénante.

263. En 1980, le Conseil d'administration a donné pour instructions au secrétariat d'envisager avec l'Unesco la possibilité de constituer un comité conjoint des deux organisations analogue au CMDS de l'OMS et du FISE. Cependant, au cours des entretiens de 1982, l'Unesco a estimé que ce comité ne conviendrait pas en raison des différences de structure des deux organisations en matière de formulation des politiques et d'exécution. L'Unesco préfère parvenir à une collaboration opérationnelle plus étroite au moyen de groupes de travail conjoint des deux secrétariats.

264. Le FISE jouit aussi de bonnes relations de travail avec le PAM et l'OIT et espère resserrer sa collaboration avec le PAM pour des projets sur la nutrition et avec l'OIT pour des projets sur la formation et les activités féminines rémunératrices.

265. Au niveau régional et à l'échelon des pays, la coopération avec d'autres organisations a été satisfaisante. Le Pakistan en offre un excellent exemple : dans ce pays, le FISE travaille avec le HCR à un projet d'alimentation en eau pour les réfugiés afghans, avec le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, à un projet d'alimentation en eau ordinaire, avec la FAO et le PAM dans le domaine de l'éducation nutritionnelle, avec l'Unesco à la mise au point de matériel didactique pour apprendre à lire, et avec l'OMS dans le cadre du PEI et de la promotion de l'allaitement maternel. De même, le rapport de pays de l'Angola fait ressortir l'importance de la collaboration avec les organismes des Nations Unies et des institutions bilatérales, les ONG et les institutions locales comme suit :

"Il est évident dans la zone que non seulement la contribution du FISE pourrait être rendue sensiblement plus efficace grâce à cette collaboration mais que celle-ci est, dans certains contextes, indispensable au succès de certains projets, soit en raison des difficultés financières du FISE, soit parce que les organismes publics de contrepartie eux-mêmes manquent du personnel ou des ressources financières requises pour l'exécution du projet. Cette collaboration exploite les économies d'échelle possibles et tend à un usage plus intensif des ressources."

VII. QUESTIONS FINANCIERES

266. Le présent chapitre récapitule les résultats financiers du FISE pour 1982, qui sont comparés aux données pertinentes du plan financier inclus dans le plan de travail à moyen terme pour la période 1981-1985 (E/ICEF/691). On trouvera des informations financières complémentaires dans un certain nombre d'autres documents dont le Conseil d'administration a été saisi 2/.

267. Les résultats financiers pour 1982 sont résumés dans le tableau 4.



Tableau 4

Résumé des résultats financiers pour 1982



	1981		1982			
	Montants effectifs	Montants effectifs	Montants effectifs prévus dans le plan	Total	Compte non tenu des différences de change	Compte tenu des différences de change
(En millions de dollars E.-U.)						
<u>Recettes</u>						
Masse commune des ressources	218	243	275	(32)	(8)	(24)
Fonds supplémentaires (à l'exclusion des contributions aux grandes opérations de secours d'urgence)	42	85	95	(10)	(4)	(6)
Contributions aux grandes opérations de secours d'urgence a/	31	50	15	35	35	(0)
Total	291	378	385	(7)	23	(30)
<u>Dépenses</u>						
Masse commune des ressources	226	229	250	(21)	(11)	(10)
Fonds supplémentaires	66	60	72	(12)	(9)	(3)
Total	292	289	322	(33)	(20)	(13)
<u>Disponible au 31 décembre</u>						
Masse commune des ressources	5	14	33	(19)	(5)	(14)
Fonds supplémentaires	74	104	97	17	10	(3)
Total général	79	118	130	(12)	5	(17)

a/ Opérations de secours d'urgence au Kampuchea et au Liban essentiellement.

/...

Recettes

268. Les projections de recettes pour 1982 contenues dans le plan financier établi en février de la même année, et relatives tant à la masse commune des ressources qu'au financement supplémentaire, étaient basées sur l'hypothèse que les donateurs répondraient généreusement aux appels lancés par le Directeur général pour les inciter à faire un effort particulier en 1982.

269. Il est extrêmement réconfortant pour tous ceux qui s'intéressent au FISE de constater qu'une fois de plus les donateurs n'ont pas fait défaut lorsque le Fonds en a eu besoin. Aux taux de change de février 1982, qui ont servi à établir le plan financier pour 1982, les contributions à la masse commune des ressources n'ont été inférieures que de 8 millions de dollars (soit 3 p. 100) aux 275 millions de dollars prévus, et les fonds supplémentaires reçus (à l'exclusion des contributions aux grandes opérations de secours d'urgence) étaient inférieurs de 4 millions de dollars seulement (soit 5 p. 100) aux 95 millions de dollars prévus. Cet excellent résultat tient à plusieurs facteurs : des donateurs ont fait des contributions à des fins spéciales en sus des contributions à la masse commune des ressources pour 1982 qu'ils avaient annoncées en novembre 1981, une part importante des projets financés sur la masse commune des ressources ont été "adoptés" et un grand nombre de contributions ont été faites à des projets "notés", notamment en faveur de pays dont les programmes avaient été révisés en 1981.

270. Le Directeur général exprime sa reconnaissance à tous les gouvernements et à tous les donateurs qui ont permis d'atteindre ces résultats, malgré une situation économique internationale difficile.

271. Cependant, le dollar des Etats-Unis a continué de se raffermir en 1982 et la contre-valeur en dollars des Etats-Unis d'une grande partie des contributions au FISE était plus faible à la date de l'encaissement qu'à la date où les contributions avaient été annoncées. On estime que les fluctuations des taux de change ont eu pour effet de réduire de 24 millions de dollars les recettes au titre de la masse commune des ressources et de 6 millions de dollars les recettes correspondant au financement supplémentaire.

272. Malgré les phénomènes de change, les recettes ont été sensiblement plus élevées en 1982 qu'en 1981. Pour la masse commune des ressources, elles se sont chiffrées à 243 millions de dollars, soit une augmentation de 11 p. 100 par rapport à 1981. Les recettes encaissées au titre du financement supplémentaire (à l'exception des contributions aux opérations de secours) ont doublé par rapport à 1981, atteignant 85 millions de dollars. La réaction extraordinaire à l'appel lancé pour financer les opérations de secours d'urgence au Liban et le programme de reconstruction de ce pays a permis de recueillir 41 millions de dollars. Le montant total des recettes du FISE s'est élevé à 378 millions de dollars en 1982, soit une augmentation de 30 p. 100 par rapport à 1981. Toujours pour 1982, il faut ajouter à ces recettes 7 millions de dons en nature et 19 millions de dollars de contributions à des fonds d'affectation spéciale (destinés principalement à financer des achats remboursables de biens et de services). Si l'on en tient compte, le montant total des apports financiers au FISE représente 404 millions de dollars en 1982 contre 326 millions en 1981.

Dépenses

273. Afin de rester dans les limites des ressources estimées et d'augmenter légèrement les liquidités au cours de l'exercice, on avait fixé le montant estimatif des dépenses à imputer sur la masse commune des ressources en 1982 à 250 millions de dollars. Le pouvoir d'achat du dollar des Etats-Unis ayant été plus élevé que prévu, les programmes et budgets financés sur la masse commune des ressources qui étaient inclus dans le plan ont pu être exécutés à un coût inférieur de 10 millions de dollars aux estimations. En outre, la totalité des fonds budgétaires n'a pas été utilisée et l'exécution des programmes a pris un certain retard (dont l'incidence est évaluée à 11 millions de dollars, soit 4 p. 100 du montant figurant dans le plan), en raison des difficultés économiques qu'ont connues les pays intéressés et, dans certains endroits, de l'insuffisance des structures locales du FISE dont le renforcement est recommandé dans les propositions de budget pour 1984-1985. Les dépenses à imputer sur la masse commune des ressources se sont élevées à 229 millions de dollars en 1982, montant légèrement supérieur à celui de 1981 (226 millions de dollars). On estime que cette différence représente en valeur un pouvoir d'achat supérieur de 3 p. 100 à celui de 1981.

274. Dans presque tous les cas, l'octroi définitif de fonds supplémentaires au titre de projets "notés" ne se fait qu'au terme de négociations. Les projets doivent bien souvent être précisés et expliqués, puis évalués par le pays donateur avant que les fonds prévus dans son budget au titre de l'aide bilatérale puissent être débloqués. C'est ce qui explique que si la plus grande partie des contributions envisagées par les pays donateurs au titre du financement supplémentaire pour 1982 ont été négociées au début de l'année, la plupart ne se sont matérialisées par des annonces de contributions fermes qu'au cours des derniers mois. Etant donné que l'exécution de projets "notés" ne commence qu'une fois le financement assuré, la date tardive de ces annonces n'a pas permis d'utiliser en 1982 autant de fonds supplémentaires que le chiffre des recettes semblait l'autoriser. En revanche, ces annonces de contributions faites en 1982 contribueront à augmenter les dépenses de 1983 et des années suivantes.

275. En ce qui concerne le Liban, les contributions ont été utilisées très rapidement pour financer les opérations d'urgence. Les fonds destinés au financement de la phase de reconstruction ont permis de mettre au point un plan d'action soigneusement conçu qui sera exécuté en quasi-totalité en 1983.

276. En 1982, les activités du FISE se sont déroulées pour la première fois dans le cadre d'un budget biennal (1982-1983) découpé en quatre "fonctions" principales (E/ICEF/AB/L.225, vol. I et II) dont les trois premières correspondent aux "services d'administration" et la dernière aux "services d'appui aux programmes", ces deux catégories étant celles qu'utilisait jusque-là le FISE. Le montant effectif des dépenses s'est élevé à 289 millions de dollars en 1982, dont un montant brut de 37 millions de dollars au titre des "services d'administration". Après diverses déductions (contributions du personnel, etc.), les dépenses nettes au titre des services d'administration ont été de 32 millions de dollars en 1982.

277. En 1983, le FISE n'aura pas à demander de crédit additionnel au Conseil d'administration (et donc pas de révision du budget) dans la mesure où le montant des dépenses et les effectifs nécessaires en 1982-1983 devraient rester dans les

limites approuvées, en partie grâce à la réduction des coûts exprimées en dollars mentionnée plus haut, mais surtout grâce aux mesures qui ont été prises au cours de la période pour rationaliser les activités et améliorer l'efficacité, mesures qui seront reconduites au cours des exercices ultérieurs.

278. Le montant total des dépenses pour 1982 s'est élevé à 289 millions de dollars, chiffre comparable à celui de 1981. Outre ces dépenses imputées sur les programmes et budgets approuvés par le Conseil d'administration, le FISE a dépensé 28 millions de dollars au titre des fonds d'affectation spéciale (principalement pour des achats remboursables de biens et de services) et a distribué, par l'intermédiaire de ses bureaux hors siège, des dons en nature d'une valeur de 7 millions de dollars. Sur le plan financier, la valeur totale des "sorties" s'est donc élevée à 324 millions de dollars en 1982, contre 322 millions de dollars en 1981.

Engagements

279. A sa session de mai 1982, le Conseil d'administration a approuvé des engagements au titre des programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources d'un montant égal à 226 millions de dollars. Il faut y ajouter un montant de 179 millions de dollars correspondant aux engagements pris en 1982 au titre des programmes imputés sur les fonds supplémentaires et financés par des contributions annoncées au cours de l'année pour 1982 et les années suivantes; ce montant comprend 43 millions de dollars au titre des opérations de secours d'urgence au Liban et du programme de reconstruction de ce pays.

280. Le montant total des engagements pris en 1982 atteint donc 405 millions de dollars, alors qu'il était estimé à 336 millions de dollars dans le plan. La différence de 69 millions de dollars provient exclusivement des engagements au titre du financement supplémentaire, et correspond à des contributions annoncées à ce titre pour 1982 et les années suivantes.

281. A la fin de 1982, le solde reporté des engagements approuvés s'élevait à 899 millions de dollars, dont 224 millions au titre du financement supplémentaire et 675 millions au titre de la masse commune des ressources, y compris les montants prévus au budget. La majeure partie de ces engagements correspond à des dépenses prévues pour la période 1983-1985. Le financement du solde des engagements pris au titre de programmes imputables sur les fonds supplémentaires est assuré par les liquidités disponibles et les annonces de contributions déjà reçues. En revanche, les engagements imputables sur la masse commune des ressources ne pourront être respectés le moment venu que si celles-ci sont suffisantes.

Liquidités

282. Au début de 1982, le disponible au titre de la masse commune des ressources n'était que de 5 millions de dollars, montant très modeste, tandis que les fonds supplémentaires s'élevaient à 74 millions de dollars. Le plan prévoyait de porter le montant correspondant à la masse commune des ressources à 33 millions de dollars à fin 1982. Etant donné que le FISE reçoit moins de dollars des Etats-Unis qu'il n'en utilise, le raffermissement de cette monnaie en 1982 a eu pour effet de réduire les recettes encaissées au titre de la masse commune des ressources plus forte  que les dépenses, ce qui a diminué de 14 millions de dollars la

reconstitution des liquidités prévues à ce titre en 1982. Un autre facteur,  l'incidence n'a pas été pleinement perçue au début de l'année a été l'étalement des versements au FISE des contributions relatives à des projets "adoptés". Etant donné que l'exécution d'un projet dure un certain temps, les donateurs qui financent des projets "adoptés" ont tendance à échelonner leurs paiements au fur et à mesure des réalisations, et certains fonds dont l'encaissement était prévu en 1982 ne seront perçus qu'en 1983. En conséquence, au 31 décembre 1982, les liquidités disponibles au titre de la masse commune des ressources n'atteignaient que 14 millions de dollars au lieu des 33 millions de dollars prévus; toutefois, elles ont augmenté de 9 millions de dollars au cours de l'année. Il est indispensable de relever progressivement ce montant, qui était très faible. Le fait que, pour la première fois en quatre ans, les recettes aient dépassé les dépenses en 1982, indique que des efforts ont été faits dans ce sens. Dans le plan financier pour 1983-1986 (plan à moyen terme, E/ICEF/699), on se propose de continuer à relever progressivement le niveau des liquidités, mais à un rythme moins rapide que prévu initialement.

283. Un autre sujet de préoccupation important est que les donateurs ont tendance à verser leurs contributions au second semestre, ce qui réduit les liquidités au cours du premier. Les soldes en espèces étant très modestes en début d'année, il leur a été demandé de faire des efforts tout particuliers pour avancer le versement de leurs contributions pour 1982. Le Directeur général remercie les principaux donateurs, notamment les comités nationaux, qui ont répondu à cet appel et permis au FISE de disposer à fin avril 1982 d'un montant de 17 millions de dollars au titre de la masse commune des ressources, montant considérablement plus élevé qu'il n'aurait été si le versement des contributions avait suivi le calendrier habituel. Mais en mars et en juin 1982 le disponible était inférieur au chiffre cité et l'effort doit se poursuivre pour que la situation du FISE dans ce domaine continue de s'améliorer au cours des prochaines années.

284. La politique du FISE en matière de liquidités l'autorise à affecter, à titre provisoire, la moitié du solde des fonds supplémentaires à sa réserve de liquidités pour compenser une insuffisance du disponible correspondant à la masse commune des ressources, en attendant que le plan puisse être révisé. L'essor qu'a connu le financement supplémentaire ces dernières années s'est traduit par un relèvement du montant des liquidités disponibles à ce titre. La principale raison en est d'une part, que l'exécution des projets "notés" ne commence qu'une fois le financement assuré et, d'autre part, que les donateurs de fonds supplémentaires versent des montants importants au FISE à la fin de l'exercice budgétaire auquel se rapporte l'aide bilatérale correspondante. (En 1982, le FISE a reçu près de 30 millions de dollars des donateurs au cours des deux derniers mois de l'année.) On a constaté récemment que 60 à 70 p. 100 des liquidités disponibles au début de l'année au titre du financement supplémentaire sont dépensées au cours de l'année. Mais elles sont reconstituées par l'apport de nouveaux fonds. Les soldes disponibles au titre des fonds supplémentaires devraient se stabiliser à un niveau élevé ce qui, grâce à la possibilité de les inclure partiellement dans la réserve de liquidités, permettra de compenser l'insuffisance actuelle des soldes disponibles au titre de la masse commune des ressources.

Notes

1/ Les observations des organisations non gouvernementales ont été publiées sous la cote E/ICEF/NGO/209.

2/ On trouvera le détail des résultats financiers du FISE pour 1982 dans le document intitulé "Rapport et états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 1982" (E/ICEF/AB/L.247). Le plan financier pour la période 1983-1986 est exposé dans le document intitulé "Plan à moyen terme pour la période 1982-1986" (E/ICEF/699). Le rôle et les incidences du financement supplémentaire sont analysés dans le document E/ICEF/L.1454.



Annexe



Statistiques concernant les programmes

Dans les tableaux suivants, on trouvera des informations sur les dépenses liées aux programmes, le nombre de pays où le FISE collabore à l'exécution de programmes et leur population enfantine, les institutions et les centres recevant du FISE du matériel et des fournitures et le nombre de personnes qui ont reçu des allocations à des fins de formation.

Nombre de pays et population enfantine a/

Le nombre des enfants âgés de 0 à 15 ans dans 112 pays où le FISE coopérait à des programmes en 1982 était de l'ordre de 1,3 milliard (voir tableau A); on comptait 189 millions d'enfants de ce groupe d'âge dans 64 pays parmi les moins avancés et les petits pays, 979 millions dans 38 pays en développement ayant un revenu bas ou moyen b/ et 122 millions dans 10 pays en développement ayant un revenu relativement élevé. En outre, 19 pays à revenu élevé comptaient 51 millions d'enfants. L'appui apporté par le FISE à ces derniers revêt généralement la forme de services consultatifs.

On trouvera au tableau B des renseignements détaillés sur l'assistance fournie par le FISE à 112 pays, par principaux éléments de programme.

Dépenses

Le tableau C fait apparaître les dépenses relatives aux programmes du FISE dans les trois groupes de pays dont le volume de ressources est plus ou moins grand c/. En 1982, la dépense moyenne par enfant dans les pays où le FISE coopérait à des programmes a été de 23 cents des Etats-Unis, contre 26 cents en 1980 et 23 cents en 1981 d/.

Dans les pays les moins avancés (correspondant au groupe I dans les catégories de pays utilisées par le FISE pour la répartition de son assistance), le montant moyen des dépenses engagées au titre des programmes en 1982 s'est élevé par enfant à 55 cents, soit 32 cents prélevés sur la masse commune des ressources et 23 cents provenant de contributions à des fins spéciales. Ce montant était un peu plus de 3,7 fois supérieur à la dépense moyenne par enfant dans les pays du groupe II, bénéficiant des formes "normales" de coopération du FISE, laquelle s'est élevée à 15 cents en 1982. Dans la projection pour 1985, il sera de 4,5 fois supérieur à la dépense moyenne par enfant.

Le montant moyen des dépenses par enfant dans les petits pays a été pour 1982 de 64 cents. Pour que son aide à ces pays soit valable, il faut que le FISE leur accorde une assistance supérieure à celle que justifieraient les seuls effectifs de la population enfantine.

La contribution aux programmes des pays en développement à revenu relativement élevé (groupe III) a été en moyenne de 2 cents par enfant. Ce montant symbolique est l'indice d'un type de coopération différent, où interviennent les échanges de renseignements sur les politiques et les programmes, la mise à l'essai de méthodes et de formes d'organisations, etc.

/...

Les dépenses du FISE aux fins de la coopération aux programmes se sont élevées en 1982 à près de 253 millions de dollars. Le tableau D fait apparaître la ventilation des dépenses de 1982 par catégorie de programme. Il y a lieu de noter que cette ventilation est arbitraire car le FISE préconise une intervention dans plusieurs secteurs pour la plupart des programmes.

En raison du niveau relativement élevé des dépenses consacrées aux secours d'urgence (environ 16 millions de dollars, soit 8 p. 100 du montant total des dépenses au titre des projets) la proportion de l'assistance à long terme a été de 92 p. 100, contre 83 et 77 p. 100 en 1981 et 1980, respectivement.

Compte tenu des secours d'urgence, la ventilation en pourcentage des dépenses par grandes catégories de programme était la suivante en 1980, 1981 et 1982 :

	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
	(en pourcentage)		
Services de santé de base pour les enfants	30	28	26
Approvisionnement en eau et assainissement	26	25	31
Nutrition de l'enfant	10	8	10
Services sociaux en faveur de l'enfance	7	10	8
Enseignement scolaire	14	13	10
Enseignement non scolaire	4	4	4
Divers	9	12	11
	—	—	—
Total	100	100	100

Le tableau E donne le montant global des dépenses au titre des programmes dans chacune des différentes régions. Le FISE pratique une approche par pays et non par région, de sorte que les différences entre régions traduisent l'importance relative du nombre d'enfants par rapport à la population totale ainsi que les ressources économiques et financières des pays de la région, comme l'indique le tableau C, et non une politique régionale de coopération.

On trouvera au tableau F le nombre d'institutions et de centres qui ont reçu du FISE du matériel et des fournitures.

Les tableaux G et H indiquent le nombre d'agents des services nationaux ayant reçu une orientation ou une formation grâce aux allocations versées par le FISE.

Le tableau I indique le nombre de réseaux d'adduction d'eau et d'évacuation des excréta qui ont été terminés ainsi que le nombre de bénéficiaires.



Notes



a/ Par population enfantine, on entend la population âgée de moins de 16 ans à la fin du premier semestre de 1980.

b/ Dans la Chine.

c/ Pour la description de ces groupes, voir "Exposé général des politiques, de l'organisation et des méthodes de travail du FISE" (E/ICEF/670/Rev.2, par. 239).

d/ Cette évaluation n'a qu'une valeur indicative. La dépense par enfant est plus élevée dans le cas de bénéficiaires d'un programme.

Tableau A

Nombre de pays bénéficiaires, population enfantine et dépenses
au titre des programmes du FISE imputées sur la masse commune
des ressources et sur les contributions à des fins spéciales,
par région, 1980-1982

	Nombre de pays	Population enfantine (en millions)	Dépenses annuelles au titre des programmes		
			1980	1981	1982
(en millions de dollars E.-U.)					
Afrique	46	180	54,6	56,1	56,2
Amériques	28	135	11,7	12,5	11,1
Asie orientale et Pakistan	23	609	116,0	84,7	65,6
Asie centrale du Sud	7	311	47,3	43,4	45,2
Moyen-Orient	7	37	17,6	17,5	31,0
Europe et programmes interrégionaux	1	18	4,5	4,1	4,0
Total	<u>112</u>	<u>1 290</u>	<u>251,7</u>	<u>218,3</u>	<u>213,1</u>



Tableau B



Nombre de pays bénéficiant de projets assistés par le FISE en 1982
par région, et par principaux éléments de programme

	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Moyen- Orient <u>a/</u>	Total
Nombre de pays bénéficiant de programmes	46	28	23	7	8	112
<u>Santé infantile</u>	46	23	23	7	8	107
SMI de base	46	21	23	6	8	104
Approvisionnement en eau	41	18	21	6	7	93
Autres services de santé <u>b/</u>	46	19	19	7	8	99
<u>Nutrition de l'enfant</u>	41	21	15	7	6	90
Nutrition appliquée et éducation nutritionnelle	39	19	15	7	6	86
Production d'aliments de sevrage	5	5	7	2	2	21
Autres activités nutritionnelles <u>c/</u>	21	6	9	4	7	47
<u>Services sociaux en faveur de l'enfant</u>	44	27	13	7	8	99
<u>Education formelle</u>	43	19	17	7	8	94
Formation de maîtres de l'enseignement primaire	39	10	10	6	7	72

/...

Tableau B (suite)

	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Moyen- Orient <u>a/</u>	Total
<u>Education non formelle</u>	40	171	15	5	8	85
<u>Secours d'urgence d/</u>	21	7	8	3	3	42

a/ Y compris l'Europe (Turquie).

b/ Comprend les pays bénéficiant d'activités de programme des catégories ci-après :
éducation sanitaire (72); incapacités chez l'enfant (32); évacuation des déchets (45); lutte
contre les maladies (53); production de vaccins et de médicaments (16).

c/ Comprend les pays bénéficiant d'activités de programme des catégories ci-après :
alimentation des enfants (40); lutte contre le goître (12); avitaminose A (7).

d/ Comprend les pays suivants : Afrique : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Cap-Vert,
Djibouti, Ethiopie, Gambie, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, République
centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Somalie, Swaziland, Tchad, Zaïre et
Zambie; Asie orientale et Pakistan : Chine, Indonésie, Kampuchea, Pakistan, Samoa, Thaïlande,
Tonga et Viet Nam; Asie centrale du Sud : Chine, Inde et Sri Lanka; Moyen-Orient : Liban,
Yémen et Yémen démocratique; Amériques : El Salvador, Guatemala, Honduras, Jamaïque,
Nicaragua, Panama et Sainte-Lucie.

/...



Tableau C

Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans des pays dont le volume des ressources est plus ou moins grand, 1977-1982 a/



	Groupe I		Groupe II	Groupe III	Total
	Pays les moins avancés (pays portés sur la liste de l'ONU et pays ayant besoin d'une assistance plus importante) b/	Petits pays dont la population enfantine est de moins de 500 000 enfants	Pays à revenu moyen	Pays à revenu relativement élevé	
Nombre de pays où des projets bénéficient d'une assistance du FISE, 1981	37	27	38	10	112
Population enfantine 0-15 ans (1980) (en millions)	185	4	979	122	1 290
Dépenses annuelles moyennes au titre des programmes	(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
1978	70 514	2 152	53 768 c/	8 814	135 248
1979	117 344	2 900	77 197	3 033 d/	200 474
1980	147 257	4 048	90 168	2 713	244 186
1981	112 897	3 767	91 428	2 877	210 968
1982	102 006	2 555	98 827	2 347	205 735
1985 (projections)	152 200	3 200	125 600	3 006	284 000
Dépenses annuelles moyennes, 1978-1982	110 004	3 084	82 278	3 957	199 322
Dépenses annuelles moyennes par enfant	(En cents des Etats-Unis)				
	e/	e/	e/ f/	e/	e/ f/
1978	28+12 = 40	37+26 = 63	7+1 = 8	4+3 = 7	11+ 3 = 14
1979	39+24 = 63	45+28 = 73	10+2 = 12	2+0 = 2	15+ 6 = 21
1980	38+40 = 78	64+42 = 106	11+3 = 14	2+0 = 2	16+10 = 26
1981	34+27 = 61	61+35 = 96	12+2 = 14	2+0 = 2	16+ 7 = 23
1982	32+23 = 55	39+25 = 64	13+2 = 15	2+0 = 2	15+ 7 = 22
1985 (projections)	40+42 = 82	40+41 = 81	13+5 = 18	2+0 = 2	17+12 = 29
Dépenses annuelles moyennes, par enfant 1977-1982	34+25 = 59	49+31 = 80	11+2 = 13	3	15+ 6 = 21

a/ Il n'est pas tenu compte, dans ce tableau, des données suivantes :

i) Dépenses au titre des programmes régionaux et interrégionaux;

ii) Pays relativement nantis (19 pays dont la population enfantine se chiffre à 51 millions; l'appui du FISE à ces pays revêt généralement la forme de services consultatifs et, en cas de besoin, est maintenant financé par imputation sur le Fonds interrégional pour l'élaboration des programmes).

b/ Dont six pays dans une situation particulière, où les programmes nécessitent une assistance relativement plus importante.

c/ Les changements suivants sont intervenus en 1978 : le Cap-Vert et les Comores sont passés du Groupe I, petits pays, au Groupe I, pays les moins avancés; Djibouti s'est ajoutée au Groupe I; et la Jamaïque a été incluse dans le Groupe III.

d/ En 1979, le Liban est passé du Groupe III au Groupe I et le Kampuchea a été ajouté au Groupe I. La Dominique, la Grenade et Saint-Kitts-Nevis-Anguilla ont été inscrits dans le Groupe I. La Barbade a été incluse dans le Groupe III.

e/ On a indiqué séparément, et dans l'ordre, les dépenses par enfant qui ont été imputées sur la masse commune des ressources, celles qui ont été imputées sur les fonds supplémentaires, et leur total.

f/ A des fins de comparaison, les dépenses annuelles moyennes par enfant pour 1980, 1981, 1982 et 1985 ont été calculées à l'exclusion de la Chine.

Tableau D
Dépenses du FISE par grande catégorie de programme
(y compris fonds d'affectation spéciale)

	Moyennes annuelles			Dépenses annuelles				
	1965-1969	1970-1974	1975-1979	1978	1979	1980	1981	1982
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)							
Santé de l'enfant	18 767	27 582	66 444	74 725	111 356	108 408	94 782	111 028
Santé de base de l'enfant	(16 523)	(18 513)	(36 791)	(43 257)	(54 403)	(56 442)	(47 924)	(50 727)
Approvisionnement en eau/assainissement	(2 230)	(6 770)	(24 919)	(26 522)	(53 148)	(50 569)	(45 653)	(60 727)
Planification de la famille	(14)	(2 299)	(4 734)	(4 946)	(3 805)	(1 397)	(1 205)	(226)
Nutrition de l'enfant	4 411	5 569	11 802	11 631	14 374	18 705	14 070	19 013
Services sociaux en faveur de l'enfance	1 322	2 288	7 587	9 867	12 430	13 812	17 613	15 647
Enseignement scolaire	5 350	12 637	21 496	24 684	26 828	25 951	23 819	20 560
Enseignement non scolaire	360	1 088	4 473	4 998	7 378	8 464	8 501	8 571
Secours d'urgence a/	1 359	2 762	5 773	5 051	21 110 c/	58 274 c/	37 944 c/	16 263
Divers b/	961	2 926	9 450	11 166	15 893	18 101	21 523	22 014
Services d'appui aux programmes	5 354	9 194	22 437	25 442	30 355	38 405	45 200	39 551 d/
Total pour l'assistance	37 884	64 046	149 462	167 564	239 724	290 120	263 452	252 647
Services administratifs	3 047	5 518	13 875	15 905	18 728	23 267	28 944	36 752 d/
Année internationale de l'enfant (coût des services d'exécution)	-	-	-	-	945	642	-	-
TOTAL GENERAL	40 931	69 564	163 337	183 469	259 397	314 029	292 396	289 399
	(ventilation en pourcentage des dépenses au titre des programmes)							
Santé de l'enfant	57	50	52	52	53	43	44	52
Santé de base de l'enfant	(50)	(34)	(29)	(30)	(26)	(22)	(22)	(24)
Approvisionnement en eau/assainissement	(7)	(12)	(19)	(19)	(25)	(20)	(21)	(28)
Planification de la famille	(0)	(4)	(4)	(3)	(2)	(1)	(1)	(0)
Nutrition de l'enfant	14	10	9	8	7	8	6	9
Services sociaux en faveur de l'enfance	4	4	6	7	6	6	8	7
Enseignement scolaire	17	23	17	17	13	10	11	10
Enseignement non scolaire	1	2	4	4	3	3	4	4
Secours d'urgence a/	4	5	5	4	10	23	17	8
Divers b/	3	6	7	8	8	7	10	10
DEPENSES TOTALES AU TITRE DES PROJETS	100	100	100	100	100	100	100	100

a/ Ne comprend pas l'aide à la reconstruction d'installations endommagées ou détruites dans des situations d'urgence qui est ventilée entre les sections appropriées. Les dépenses au titre des secours d'urgence et du relèvement se chiffrent à 18 117 288 dollars en 1982; 49 780 000 dollars en 1981; 69 291 658 dollars en 1980; 38 327 200 dollars en 1979 et 20 063 000 dollars en 1978.

b/ Cette aide ne peut être ventilée dans les catégories précédentes.

c/ Dont 18 401 347 dollars pour l'opération de secours au Kampuchea en 1979; 49 042 429 dollars en 1980 et 28 340 940 dollars en 1981.

d/ Du fait de la nouvelle présentation adoptée pour le budget 1982-1983 [voir le rapport financier et les comptes soumis à la session de 1983 du Conseil d'administration (E/ICEF/AB/L.247)], ces chiffres ne peuvent être comparés avec ceux des années précédentes.



/...

Tableau E

Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins
fins spéciales au titre des programmes dans chacune des différentes régions, 1978-1982



	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Moyen- Orient	Europe et projets interrégionaux	Total
<u>Nombre de pays où des pays bénéficient d'une assistance du FISE - 1980</u>							
Pays les moins avancés (tableau C, groupe I)	31	11	14	4	4	-	64
Autres pays (tableau C, groupes II et III)	15	17	9	3	3	1	48
Nombre total de pays où le Fise coopère à des projets	46	28	23	7	7	1	112
Population infantine, 0-15 ans (1980) (en millions)	180	135	609	311	37	18	1 290
(pourcentages)	14	11	47	24	3	1	100
<u>Dépenses annuelles relatives au programmes (en milliers de dollars des Etats-Unis)</u>							
1978	33 698	11 077	51 285	26 592	15 207	4 263	142 122
1979	43 678	10 643	90 153	41 014	18 674	5 207	209 369
1980	54 575	11 730	115 972	47 300	17 666	4 472	251 715
1981	56 068	12 450	84 665	43 430	17 501	4 138	218 252
1982	56 199	11 121	65 543	45 234	30 982	4 017	213 096
Dépenses annuelles moyennes 1978-1982 (en milliers de dollars des Etats-Unis)	48 844	11 404	81 523	40 714	20 006	4 419	206 911
<u>Dépenses en pourcentage pour chaque région, 1978-1982</u>	24	5	39	20	10	2	100
<u>Dépenses annuelles moyennes par enfant (en cents des Etats-Unis) a/</u>							
1978	20	8	20	8	38	3	15
1979	25	8	35	13	41	2	22
1980	30	8	44	15	47	2	26
1981	31	9	32	14	47	2	23
1982	31	8	26	15	84	2	23
Dépenses annuelles moyennes par enfant, 1978-1982	27	8	31	13	51	2	22

a/ A des fins de comparaison, on a calculé le montant de l'assistance par enfant sans tenir compte de la Chine.

Tableau F

Institutions et centres qui ont reçu du matériel et des
fournitures du FISE

(Chiffres arrondis à la centaine la plus proche)

	1981 (Chiffres effectifs)	1982 (Chiffres estimatifs)	1983 (Chiffres prévus)
<u>Santé de l'enfant</u>			
Hôpitaux de district, centraux et autres	800	800	800
Centres de santé urbains et autres institutions urbaines	2 800	3 300	4 700
Centres de santé ruraux	10 900	13 500	13 500
Centres secondaires, centres de SMI des villages	<u>26 800</u>	<u>27 200</u>	<u>31 700</u>
Total de l'assistance pour la santé de l'enfant	41 300	44 800	50 700
<u>Nutrition de l'enfant</u>			
Villages a/	128 700	94 600	92 100
Institutions nationales, régionales et provinciales b/	2 700	3 100	3 400
Ecoles et instituts de formation c/	<u>300</u>	<u>400</u>	<u>400</u>
Total de l'assistance à la nutrition de l'enfant	131 700	98 100	95 900
<u>Services sociaux en faveur de l'enfance</u>			
Centres de protection sociale en faveur de l'enfance, y compris les garderies d'enfants	23 300	32 500	64 200
Services destinés aux femmes d/	6 800	6 600	7 800
Centres et clubs pour les groupes d'adolescents et de jeunes	3 400	7 100	8 700
Instituts offrant des cours de formation e/	<u>400</u>	<u>700</u>	<u>900</u>
Total de l'assistance aux services sociaux en faveur de l'enfance	33 900	46 900	81 600



/...



Tableau F (suite)

	1981 (Chiffres effectifs)	1982 (Chiffres estimatifs)	1983 (Chiffres prévus)
<u>Enseignement scolaire</u>			
Ecoles primaires	77 100	78 800	67 800
Ecoles secondaires f/	100	100	100
Etablissements de formation du personnel enseignant	1 500	1 400	1 400
Autres établissements d'enseignement et de formation	<u>3 000</u>	<u>4 600</u>	<u>5 100</u>
Total de l'assistance à l'enseignement de type scolaire	81 700	84 900	74 400
<u>Préparation professionnelle</u>	2 100	1 800	1 600
TOTAL GENERAL	<u>290 700</u>	<u>276 500</u>	<u>304 200</u>

a/ Y compris les jardins et cantines scolaires, les centres de nutrition, les centres et clubs de démonstration nutritionnelle, les jardins communautaires et autres.

b/ Activités d'appui (par exemple, les groupes de production de semences, viviers, poussinières, etc.).

c/ Lorsque des stages de formation sont offerts.

d/ Centres communautaires, coopératives, etc.

e/ Pour les agents d'action sociale à tous les niveaux.

f/ L'aide du FISE a porté sur les éléments nutrition et santé de l'enseignement secondaire.

Tableau G

Personnel national ayant bénéficié d'une formation grâce à des allocations du FISE

(Chiffres arrondis à la centaine la plus proche)

	1980 (Chiffres effectifs)	1981 (Chiffres estimatifs)	1982 (Chiffres prévus)
<u>Santé de l'enfant</u>			
Médecins (cours d'orientation ou de recyclage)	1 600	900	700
Assistants médicaux et sanitaires	5 700	4 300	4 200
Infirmières et sages-femmes	5 700	6 000	7 600
Infirmières auxiliaires et sages-femmes	2 400	1 400	4 800
Agents de santé publique <u>a/</u>	87 800	273 000	28 000
Accoucheuses traditionnelles	15 300	1 000	23 700
 Total de l'assistance à la santé de l'enfant	 118 500	 286 900	 69 000
<u>Nutrition de l'enfant</u>			
Agents locaux <u>b/</u>	543 100	345 600	36 100
Autre personnel de nutrition <u>c/</u>	10 400	13 100	222 800
 Total de l'assistance à la nutrition de l'enfant	 553 500	 358 700	 258 900
<u>Services sociaux en faveur de l'enfance</u>			
Agents de la protection de l'enfance	12 100	5 600	43 800
Education et formation des femmes <u>d/</u>	21 300	18 400	53 100
Animateurs locaux, de village, de groupes de jeunes, etc.	67 200	34 200	48 800
 Total de l'assistance aux services sociaux en faveur de l'enfance	 100 600	 58 200	 145 600



Tableau G (suite)



	1980 (Chiffres effectifs)	1981 (Chiffres estimatifs)	1982 (Chiffres prévus)
<u>Enseignement scolaire</u>			
Instituteurs	75 700	37 500	66 800
Professeurs de l'enseignement secondaire	-	-	10
Instructeurs chargés de la formation du personnel enseignant	6 800	5 700	900
Autre personnel enseignant	<u>11 100</u>	<u>21 900</u>	<u>28 000</u>
Total de l'assistance à l'enseignement scolaire	93 600	65 100	96 400
<u>Préparation professionnelle</u>			
Instructeurs	400	12 000	300
Autre personnel	<u>4 400</u>	<u>12 400</u>	<u>7 400</u>
Total de l'assistance à la préparation professionnelle	4 800	24 400	7 700
<u>Divers</u>			
Planification et administration	2 900	5 100	5 100
Statistiques	200	1 200	100
Transports	<u>1 200</u>	<u>200</u>	<u>200</u>
Total divers	4 300	6 500	5 400
TOTAL GENERAL	<u>875 300</u>	<u>799 800</u>	<u>583 000</u>

a/ Y compris les ingénieurs sanitaires et les inspecteurs de la santé.

b/ Par exemple, les personnes associées aux institutions locales telles que les jardins et cantines scolaires, les centres de nutrition, les centres et zones de démonstration nutritionnelle, les jardins communautaires etc.

c/ Y compris le personnel technique, administratif et de planification.

d/ Développement communautaire, coopératives, enseignement ménager, puériculture.

Tableau H

Personnel national formé grâce à des allocations du FISE,
 en fonction de la durée des cours

	1980		1981		1982	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Un mois ou moins	517 700	59	583 800	73	332 412	57
Entre 1 mois et 3 mois	262 600	30	151 600	19	102 804	18
Entre 3 mois et 1 an	94 600	11	64 100	8	146 136	25
Plus de 1 an	400	0	200	0	1 530	0
Total	<u>875 300</u>	<u>100</u>	<u>799 700</u>	<u>100</u>	<u>582 882</u>	<u>100</u>



Tableau I

Adduction d'eau et évacuation des excréta : réseaux terminés et bénéficiaires



	1981		1982		1983	
	Nombre de réseaux terminés	Nombre de bénéficiaires	Nombre de réseaux terminés	Nombre de bénéficiaires	Nombre de réseaux terminés	Nombre de bénéficiaires
<u>Approvisionnement en eau</u>						
Fontaines/puits creusés et installation de pompes à main	60 743	9 574 100	71 011	10 442 600	83 037	14 602 300
Installation de pompes à moteur avec robinets à proximité de puits	758	1 381 000	359	778 300	926	1 596 000
Réseaux de canalisation	759	1 694 000	566	1 228 400	1 163	3 159 400
Autres systèmes (protection de sources, captage d'eau de pluie, usine de traitement de l'eau, etc.)	3 186	1 222 600	4 888	1 155 800	3 973	680 600
Total	65 482	13 871 700	76 824	13 605 100	89 099	20 038 300
	1981 (chiffre prévu)		1982 (chiffre estimatif)		(1983 (chiffre prévu)	
<u>Evacuation des excréta</u>						
Nombre d'installations	104 093		126 819		333 349	
Nombre de bénéficiaires	1 300 100		934 600		4 304 000	
